

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

MARCHANDAGE ET SWEATING-SYSTEM

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Mardi 12 mars 1918, à 1 heure et demie

PAR

René DESCOUST

Docteur en Droit, sciences juridiques
Avocat à la Cour d'Appel
Lauréat de la Faculté.

Président : M. JAY, professeur

*Suffragants : { MM. CAPITANT, professeur
PERREAU, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

—
1918

MARCHANDAGE

ET

SWEATING-SYSTEM

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

MARCHANDAGE ET SWEATING-SYSTEM

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Mardi 12 mars 1918, à 1 heure et demie

PAR

René DESCOUT

Docteur en Droit, sciences juridiques

Avocat à la Cour d'Appel

Lauréat de la Faculté.



Président : M. JAY, professeur

Suffragants : { MM. CAPITANT, professeur
PERREAU, professeur

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, VI^e

1918

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

MARCHANDAGE ET SWEATING-SYSTEM

PRÉFACE

Lors de la grande enquête entreprise par la Chambre des Lords en 1888 pour déterminer les caractères et rechercher les causes du sweating-system, le journal satirique anglais *le Punch* croyait pouvoir résumer l'opinion commune en représentant le marchandage, source de tant de maux et de misères, sous les traits d'une énorme araignée suçant le sang d'hommes et de femmes occupés à travailler autour d'elle.

L'existence d'intermédiaires entre patrons et ouvriers contribuait, en effet, à déprimer si fortement les salaires qu'on ne pouvait manquer d'y voir l'origine de tous les excès révélés aux enquêteurs. Un besoin de généralisation et la haine des ouvriers pour ceux avec qui ils étaient en rapport direct devait, en outre, contribuer à faire du marchandage le symbole du sweating-system.

La réprobation générale contre les procédés d'ex-

exploitation employés par les sous-traitants allait contribuer au succès de l'image du *Punch* jusqu'au jour où l'on s'aperçut que les abus déplorés n'affectaient point une forme aussi simple que celle qui leur avait été donnée par le caricaturiste. Mais, par une réaction inévitable, on s'empessa d'oublier les dangers et les méfaits du marchandage pour chercher ailleurs le coupable. On revint même sur les critiques qu'on avait si unanimement adressées à ce mode de répartition du travail, et certains ne craignirent point de lui reconnaître, en définitive, plus d'avantages que d'inconvénients.

Peut-être n'est-il pas inutile de réagir contre ces deux tendances extrêmes et de montrer que, s'il est injuste de n'accuser que le marchandeur, il ne l'est pas moins de le décharger de toute responsabilité dans les pratiques coupables dont pâtissent des milliers d'ouvrières en chambre de tous les pays.

Car l'araignée du *Punch* n'est point un mythe. Elle accomplit toujours sa hideuse besogne parasite au détriment de ceux qu'elle fait travailler. Les plus récentes enquêtes l'ont montrée aussi nuisible et peut-être plus terrible encore qu'auparavant. L'image qui la représente n'est donc point fausse : elle est seulement incomplète.

Le marchandeur, quelque odieux qu'il soit, n'est rien par lui-même. Il n'agit que poussé par des mains, invisibles sur la caricature anglaise, mais dont la réalité égale la puissance. Il n'est qu'un remarquable instrument d'oppression au pouvoir du

patron qui l'emploie. Certes, on n'eût point contesté la néfaste influence de l'araignée symbolique si on l'eût montrée, sucée à son tour par une araignée plus grande et s'appesantissant d'autant plus lourdement sur les autres qu'on s'appesantit davantage sur elle.

Partager la responsabilité entre le patron et le marchandeur n'équivaut pourtant point à diminuer le rôle de ce dernier dans l'avilissement des salaires. En prélevant, sous des prétextes variés, une dime considérable sur les sommes allouées aux ouvrières, il contribue à déprécier des gains qui sans lui eussent pu être suffisants, tandis qu'il abaisse au niveau de la famine ceux dont la modicité paraissait s'opposer à la moindre réduction.

Sans doute, les bénéfices qu'il réalise sont modestes comparés à ceux des industriels qui l'utilisent, mais, de ce que ses profits sont moindres, on n'en saurait conclure qu'il est moins dangereux. Le seul fait de son intervention diminuera de 25 à 50 o/o les prix offerts pour la confection d'un ouvrage. Lorsqu'on sait combien ces prix sont infimes, il est difficile de nier les tristes effets du marchandage.

Ces brèves considérations justifieraient à elles seules l'intérêt de l'étude que nous allons entreprendre, si l'absence d'un ouvrage général sur cette importante question ne nous incitait à lui consacrer les pages qui vont suivre. La présence d'entrepreneurs, s'interposant entre patrons et ouvriers, n'a guère été examinée avec attention que dans l'industrie du bâtiment, bien que les excès de ce mode d'entreprise

y soient incontestablement moins accentués que dans l'industrie à domicile salariée. Nous nous essaierons à combler cette lacune. La fréquence du marchandage dans ce domaine, les controverses dont il est l'objet, sa physionomie exacte et les remèdes qu'on peut y apporter seront l'objet d'autant de chapitres dans lesquels nous espérons prouver que, si le marchandage n'est pas tout, il est du moins impossible de n'y point voir, pour employer une métaphore, le plateau d'une presse hydraulique dont le levier est entre les mains du patron.

CHAPITRE PREMIER

Deux caractères du travail à domicile : salaires de famine et marchandeurs

En résumant dans son rapport final les constatations officielles de l'enquête sur le sweating-system, la Chambre des Lords attribuait au mal qu'elle venait d'étudier trois caractères fondamentaux : la modicité des salaires, la durée excessive du travail et l'insalubrité des locaux dans lesquels les travailleurs accomplissent d'ordinaire leur ingrate besogne.

Nous ne contesterons point la réalité des tares ainsi mises en lumière : chacune d'elles étant incontestablement un des signes distinctifs du travail à domicile. La seule critique que nous adressions à cette vivante esquisse du sweating-system est de laisser dans l'ombre son trait le plus original et le plus accentué : l'existence de marchandeurs.

Sans doute, il ne s'agit point de prétendre que le marchandage soit de l'essence de l'industrie à domicile salariée et que ce mode déterminé de production implique toujours l'existence d'un ou de plusieurs intermédiaires. Il en est du marchandeur comme

des autres caractéristiques du sweating-system signalées en 1890 par le Comité d'enquête de la haute assemblée anglaise : on le trouve ailleurs que dans le travail en chambre, et ce n'est pas un abus qui ne soit propre qu'à lui.

Toutefois, s'il nous fallait choisir entre ces divers éléments constitutifs de l'exploitation des ouvrières à domicile celui qui en serait le plus symptomatique, nous n'hésiterions pas à accorder la préférence au marchandeur. C'est ce néfaste personnage qui apparaît au premier plan dans toutes les enquêtes, c'est lui qui par sa fréquence semble concrétiser l'atelier de famille, lui qui est l'objet des plus véhémentes critiques aussi bien de la part des travailleurs que de certains patrons, lui encore qui semble contribuer à aggraver un mal déjà trop manifeste et trop profond.

Même, il ne serait point malaisé de découvrir un lien entre l'avilissement des salaires ou la durée excessive du travail et l'apparition de cet intermédiaire, diversement qualifié et universellement honni. Les prélèvements qu'il opère sur les gains de ceux qu'il emploie et son exigence dans la réception du travail ne sont peut-être point des faits étrangers à ces longues journées de labeur si maigrement payées qu'accomplissent tant de femmes de tant de pays. Souvent exploité lui-même, le marchandeur se verra contraint de justifier son surnom de « sweater », et s'il n'est qu'un moyen dont certains se servent pour parvenir à leurs fins, son rôle n'en sera

cependant pas moins oppressif. Que sa responsabilité soit atténuée, son influence restera toujours aussi mauvaise. Or, on comprend que dans une étude économique on prête beaucoup plus d'attention à la gravité de certains actes qu'à la moralité de ceux qui les font. Aussi nous paraît-il que le marchandeur doit figurer à la première place, à côté des salaires de famine, parmi les caractères les plus notables du travail à domicile.

Telle était déjà l'opinion de M. Delpron de Vissec, dans un article sur la distribution du travail à domicile, lorsqu'il n'hésitait pas à déclarer (1) :

« Le trait marquant du travail à domicile n'est pas précisément comme son nom l'indique d'être exécuté chez les travailleurs, car il l'est souvent dans de petits ateliers, mais de placer entre lui et le marchand un ou plusieurs intermédiaires. Autrement dit, les rapports ne sont pas directs. L'entreprise, bien que condamnée par notre législation de 1848, s'y interpose toujours. »

C'est bien là, en effet, une constatation qui s'impose lorsqu'on passe en revue les nombreux métiers qui s'accomplissent habituellement en chambre. Les enquêtes officielles et privées s'entendent sur ce point pour constater la fréquence du marchandage, et, s'il y a des dissidences, elles portent exclusivement sur les conséquences bonnes ou mauvaises à lui attribuer. Qu'il s'agisse du vêtement sur mesure

1. Le Musée Social, *Mémoires et Documents*, année 1908, p. 81.

ou confectionné, de la mode à bon marché, de la fabrication des meubles, des boîtes en carton, de l'industrie des fleurs artificielles ou de la lingerie, l'entrepreneur apparaît toujours entre le patron et l'ouvrier. On n'ouvrirait pas un seul des nombreux livres consacrés au sweating-system sans garder de sa lecture la forte impression que le marchandeur est le pivot même de la production à domicile.

Une conclusion analogue se dégage à l'étude des enquêtes publiées par l'*Office du travail français*, quand nous remarquons la présence presque constante d'entrepreneurs ou de sous-entrepreneurs répartissant l'ouvrage qu'ils reçoivent d'un patron entre les ouvrières du vêtement ou de la lingerie. Leur rôle dans ce dernier domaine devient même si prépondérant qu'on ne conçoit plus le succès de l'industrie à domicile sans l'intervention de ce puissant facteur. A Lyon, on n'a point hésité à déclarer aux enquêteurs que la distribution indirecte du travail ferait de grands progrès et que la lingerie dans cette ville prendrait vite un essor considérable si les entrepreneurs n'y étaient pas aussi rares (1). Cet aveu catégorique, en même temps qu'il promet encore de beaux jours aux marchandeurs, prouve surabondamment que certains industriels assimilent étroitement cet intermédiaire au travail en chambre et lient de tous points sa prospérité à celle du marchandage.

1. Office du travail, *Enquête sur le travail à domicile dans la lingerie*, tome IV, pp. 13, 14, 19.

Au demeurant, cette opinion des patrons n'est pas pour nous surprendre. Leur principal objectif étant de diminuer jusqu'à l'extrême limite du possible leur coût de production, ils trouvent dans l'industrie à domicile, et conséquemment dans l'entrepreneur que ce mode de travail suppose, le meilleur moyen de parvenir au but qu'ils se sont fixé. Si le raisonnement logique ne nous avait pas permis d'apercevoir la justesse de cette proposition, les déclarations des intéressés eux-mêmes eussent suffi à nous convaincre de son exactitude.

Ouvrons, en effet, le dernier volume de l'enquête si minutieuse et si impartiale publiée en 1911 par le Ministère du Travail français sur l'industrie de la lingerie (1). Nous y verrons que trente-trois fabricants interrogés sur les avantages et les inconvénients de la distribution indirecte du travail s'entendent pour la plupart à vanter le marchandeur qui leur évite les frais généraux inévitables qu'impliquent la production en atelier ou la répartition directe de l'ouvrage à ceux qu'ils emploient. Grâce à l'entrepreneur, sont ils d'accord pour déclarer, il est aisé de constituer un noyau d'ouvrières dont les industriels se servent sans en avoir la charge et de maintenir ou de faire varier sans difficultés l'importance de la main-d'œuvre qui leur est nécessaire (2). Grâce au marchandeur, nous est-il permis de conclure en

1. Tome V. Conclusions, Paris, Imprimerie Nationale, 1911.

2. Tomes I, p. 29, 34, 36, 37, 40, 41; III, p. 19, 429, 537.

interprétant ces paroles sans ambiguïté, l'industriel pourra augmenter ou diminuer sa production sans se préoccuper du recrutement ou de l'organisation des ouvrières et sans craindre les grèves et les protestations que pourrait entraîner un chômage inopiné.

Mais l'entrepreneur n'est point seulement utile pour économiser des recherches au patron ou pour lui éviter des conflits dangereux : il prend encore pour lui la responsabilité du travail et il supporte les malheurs (1). Son emploi est indispensable pour la régularité et la rapidité de la production quand il s'agit de commandes pressées qu'il serait impossible de faire accomplir aux ouvrières en atelier sans violer les lois réglementant la durée du travail (2). Avec lui, on économise toutes les grosses dépenses que provoquent la comptabilité et les manutentions. Surtout il aide le patron à se jouer impunément des lois protectrices des travailleurs. Aussi ne saurait-on s'étonner que certains industriels se refusent à admettre qu'il puisse être nuisible, et n'hésitent point à affirmer que ses prélèvements sur les prix de façon n'ont rien d'excessif en comparaison des services qu'il rend (3). Il est vrai que l'utilisation des marchands présente des avantages incontestables, mais ce sont exclusivement des avantages pour le patron.

1. Tomes II, p. 46 ; IV, p. 8, 243, 310, 354, 359.

2. Tomes I, p. 43, 44 ; IV, p. 8, 354, 359, 369.

3. Tomes I, p. 46 ; IV, p. 358.

Dans cette longue énumération des supériorités de l'entreprise sur les autres modes de production on a volontairement passé sous silence les inconvénients corrélatifs qu'elle présente pour les ouvrières ; nous aurons bientôt occasion de les signaler à leur tour. Qu'il nous suffise, pour l'instant, de tirer la facile conclusion de cette revue rapide des opinions favorables au marchandage. Elle semble se dégager d'elle-même, en nous montrant par surcroît toute la justesse d'une conception qui nous faisait caractériser le travail à domicile par l'existence de marchands, puisqu'aussi bien nous sommes maintenant assuré que ces deux maux ont une même cause : le désir du patron de faire le maximum de bénéfices avec le minimum de frais.

Cette tendance, d'ailleurs très naturelle, nous aidera à définir assez exactement ce terme de marchandage qui ne paraît point à première vue sous-entendre le fait qu'étymologiquement il implique. Car il semble bien que l'entrepreneur ne « marchande » pas, au sens où on l'entend d'ordinaire, et qu'il ne débâte les conditions du travail ni avec l'industriel qui l'utilise ni avec les ouvrières qu'il emploie. Il se plie à la volonté du premier et il impose la sienne aux secondes. De quelque côté qu'on se place, nous n'apercevons pas cette pratique de la discussion sur le pied d'égalité qui précède la passation d'un marché et qu'a pour but de définir le mot suffisamment explicite de marchandage. Peut-être n'en est il pas de même dans l'industrie du bâtiment

où le tâcheron, souvent plus fortuné que la petite entrepreneuse de l'industrie à domicile, exige du patron des conditions plus acceptables que celles qui lui sont faites, en prévision de l'embauchage d'ouvriers qu'il sait être moins conciliants que des travailleuses en chambre.

Toutefois, l'habitude de marchander se remarque aussi chez les intermédiaires du travail à domicile, et ce n'est pas seulement par analogie avec les tâcherons du bâtiment qu'on les qualifie de marchands. M. Delpron de Vissec nous rapporte un trait qui nous permet de vérifier la justesse de cette désignation. Certaines maisons de gros qui font établir des modèles à la fois à Paris et en province reçoivent fréquemment des pots-de-vin de la part d'entrepreneuses qui veulent avoir les commandes au détriment de leurs concurrentes. « Une manutentionnaire », dit-il, « nous affirme avoir vu arriver des bourriches de volailles, de fruits et de gibier avec les envois des entrepreneuses de province désireuses de se ménager les bonnes grâces du haut personnel » (1).

La concurrence est, en effet, très vive entre marchands et ce n'est point seulement par des cadeaux en nature que certains cherchent à monopoliser la production à leur profit. Chaque page des enquêtes officielles nous montre une véritable course au rabais qui s'établit entre marchands, ceux-ci

1. *Distribution du travail à domicile dans la lingerie* (Le Musée Social, 1908, p. 81.)

proposant au patron de produire à meilleur compte qu'aux prix actuels, contribuant de la sorte à déprimer plus fortement encore les salaires et imposant aux travailleuses des journées de plus en plus longues pour compenser la réduction de leurs bénéfices par l'augmentation du rendement.

Dans une lettre adressée au ministre pour lui résumer les résultats de l'enquête sur l'industrie de la lingerie, le directeur du travail accordait à ces déplorables pratiques toute leur importance. « A la concurrence des ouvrières entre elles », déclarait-il, « il faut ajouter la concurrence entre entrepreneuses qui est peut-être plus vive encore et dont les effets sont plus fâcheux pour les ouvrières. Celles-ci, d'ailleurs, recherchent toutes les occasions, qui sont nombreuses, de devenir entrepreneuses, et par suite le nombre de ces dernières, à la campagne comme à la ville, ne cesse d'augmenter. »

Cette situation douloureuse que nous étudierons en son temps suppose assurément de continuels marchandages entre sous-traitants et patrons, et prouve de suffisante façon la propriété d'un terme qui, de prime abord, ne paraît point correspondre à la chose qu'il veut désigner.

Mais s'il est relativement aisé de prouver la parfaite adaptation au mode de production qui nous occupe du sens littéral d'un mot couramment employé aujourd'hui, on éprouve de sérieuses difficultés à donner une exacte définition du marchandage. A vrai dire, on se sent moins embarrassé à en

trouver la signification qu'à préciser le rôle économique du marchandeur lui-même.

Chacun s'accorde, en effet, à voir dans le marchandage l'existence d'une double convention : d'une part, un contrat de sous-entreprise passé entre patron et marchandeur ; de l'autre, un contrat de travail intervenu entre ce dernier et les ouvrières qu'il embauche.

Par contre, il existe d'assez notables dissidences sur le choix de la meilleure formule pour qualifier le marchandeur. L'embarras naît évidemment de ce fait que le tâcheron n'affecte point une forme invariable et qu'il est impossible de l'enfermer avec justesse dans une catégorie déterminée. Tantôt, et c'est le cas le plus fréquent, il ne spéculé que sur la main-d'œuvre, tantôt il fournit par surcroît à ceux qu'il fait travailler certaines matières premières et certains accessoires : tels, par exemple, que du cordonnet destiné à être transformé en broderie ou du fil pour coudre les étoffes délivrées par le patron. Tantôt, il travaille avec les ouvriers et ne se distingue d'eux que par d'imperceptibles côtés ; tantôt, son rôle se limite à distribuer l'ouvrage et il se rapproche beaucoup plus de l'industriel que du travailleur. Sa situation pécuniaire ne saurait non plus servir à le différencier, car s'il est quelquefois aussi pauvre que l'ouvrière, il est parfois plus riche que certains chefs d'entreprise, et dispose souvent d'un matériel fort coûteux. Placé entre deux échelons extrêmes de l'échelle sociale, il est, suivant les cas, beaucoup plus

voisin de l'un que de l'autre, sans qu'on puisse jamais le placer absolument sur aucun d'eux. Sa fonction essentielle est d'être un intermédiaire, et si le mot n'eût été trop compréhensif, c'est lui qui eût servi le moins inexactement à le désigner.

On conçoit dès lors que toute définition du marchandeur soit appelée à caractériser imparfaitement un personnage que les faits nous montrent d'aspect changeant et imprécis.

Car il importe de ne point confondre le tâcheron de l'industrie à domicile salariée, celui dont il s'agit dans cette thèse, avec le tâcheron du bâtiment dont la physionomie beaucoup plus accentuée rend possible une peinture plus fidèle et plus vivante. Pour celui-ci, il est exact de dire qu'il ne traite que de la main-d'œuvre : le prix élevé des matières nécessaires à l'édification d'une maison ne permettant qu'au seul patron de les fournir aux travailleurs. Mais lorsqu'il s'agit de transformer quelques mètres de toile en objets de lingerie, la matière première n'est pas à ce point dispendieuse qu'un marchandeur ne puisse quelquefois la procurer lui-même aux ouvrières.

Aussi n'étendrons-nous pas hors de leur domaine ces paroles par lesquelles un tailleur de pierre définissait le marchandeur de l'industrie du bâtiment en 1884, lors de l'enquête sur la situation de l'industrie : « Le tâcheron est un intermédiaire qui se place entre le patron et l'ouvrier, *qui ne traite que de la main-d'œuvre* et prélève un bénéfice au détriment de ceux

qui font le travail. De plus, le tâcheron ne travaille pas. Il faut qu'il y en ait qui travaillent pour lui : c'est nous. » On voit pourtant qu'avec une légère correction dans le sens que nous indiquions plus haut, cette saisissante et heureuse formule concrétiserait en même temps à merveille l'entrepreneur du travail à domicile.

D'ailleurs les divergences qui peuvent exister entre ceux qui s'efforcent de décrire le type idéal du marchandeur, quelle que soit la branche d'industrie dans laquelle il se spécialise, sont beaucoup plus apparentes que réelles. Tous, au fond, s'entendent pour le dépeindre par son côté le plus marqué : un intermédiaire dont le rôle principal est de grouper les ouvriers pour leur faire exécuter une besogne donnée par un patron quelconque. Ce serait donc mal nous comprendre que de supposer que nous mettons en doute la justesse de la définition précédemment exposée. Nous voulons seulement y apporter, concernant la fourniture constante des matières premières et de l'outillage par l'industriel, une légère atténuation exigée par les révélations les plus indéniables des récentes enquêtes que nous étudierons plus loin.

Car si l'on rencontre des exceptions à la règle ainsi mise en lumière, elle n'en conserve pourtant pas moins toute son importance et mérite d'être toujours aussi nettement énoncée que dans cette phrase de l'enquête publiée en 1908 par l'Office du travail : *« Le marchandeur appelé tâcheron est un sous-*

entrepreneur de main-d'œuvre ». C'est là, évidemment, sa marque originale et distinctive grâce à laquelle il est possible, quelle que soit la qualification qu'on lui réserve, de le différencier d'un chef d'industrie.

Il arrive, en effet, qu'on le désigne sous des noms variés plus ou moins appropriés à sa fonction, et qui pourraient prêter à confusion si l'on ne prenait soin de la concrétiser d'une autre manière. « Sweater », tâcheron, marchandeur, sont les plus fréquents et les plus exacts, mais on applique quelquefois encore ceux d'entrepreneur et de sous-entrepreneur : termes dont l'ambiguïté contribue à jeter un peu plus d'obscurité sur un personnage déjà suffisamment difficile à définir. Le mot entrepreneur évoque d'ordinaire l'idée d'un patron autonome qui fournit à la fois du capital et de la main-d'œuvre en vue de faire un travail déterminé, tandis que le tâcheron ne s'occupe, en principe, que de réunir des ouvriers afin de leur distribuer à chacun une partie de la tâche qu'il s'est engagé à accomplir.

Aussi nous semble-t-il que l'on eût plus heureusement fait en réservant à l'intermédiaire auquel nous consacrons ces pages le nom exclusif de marchandeur. Toutefois, comme on n'a point de peine à reconnaître le « middle-man » illustré par l'image du *Punch* sous les différents qualificatifs qu'on lui applique, tant ses méfaits, toujours les mêmes, suffisent à le dénoncer, il nous arrivera d'employer

indifféremment à notre tour les termes d'entrepreneur et de marchandeur pour le dépeindre.

Ces méfaits du tâcheron, quelque réels et sérieux qu'ils soient, ne sont point universellement reconnus. Ceux qui voient dans la sous-entreprise l'origine d'une notable partie des maux dont souffrent les ouvrières à domicile ont été souvent présentés comme des examinateurs superficiels et des économistes simplistes qui se laissent tromper aux apparences. Nous aurons plus tard à faire bon marché de ces critiques. Qu'il nous suffise simplement ici de signaler cette tendance qui semble vouloir se faire jour dans quelques thèses récentes sur le sweating-system, et qui aboutit à taxer d'exagération les plus fidèles descriptions des abus nés du marchandage.

Certes, on pouvait prévoir que selon l'éternel va-et-vient des choses humaines, le marchandeur après avoir été chargé de tous les crimes serait, à la longue, l'objet d'un peu moins d'opprobre et de déconsidération. Cela se fût-il accompli que, pour notre part, nous ne l'eussions point regretté puisque le marchandeur n'est pas une cause et qu'il est seulement un moyen. Mais que, sous prétexte de rendre justice à l'entrepreneur, on le décharge systématiquement de toute responsabilité, c'est ce que nous avons peine à comprendre. Si nous eussions admis, à la rigueur, que le marchandage dans l'industrie du bâtiment ne présente pas cet aspect de honte et d'exploitation qu'a flétrie le décret du 2 mars 1848, il nous est

impossible de faire une semblable concession au marchandage de l'industrie à domicile salariée. On peut hésiter à admettre que des ouvriers mâles, travaillant en groupe, souvent syndiqués, se laissent imposer les volontés d'un tâcheron; on ne saurait douter que des travailleuses isolées, s'ignorant les unes les autres et pressées par le besoin, ne soient les victimes quotidiennes des entrepreneurs qui leur fournissent de l'ouvrage. Pourtant on a coutume de se préoccuper beaucoup moins du marchandeur dans cette branche de production que du tâcheron si vivement attaqué à l'Assemblée du Luxembourg, et tandis que celui-ci est l'objet d'une réprobation peut-être excessive, celui-là bénéficie d'une indulgence certainement injustifiée.

D'ailleurs la culpabilité différente de ces deux marchandeurs n'eût-elle point suffi à montrer l'importance de l'un par rapport à l'autre, que la fréquence beaucoup plus grande du tâcheron dans l'industrie à domicile que dans l'industrie du bâtiment aurait dû attirer l'attention presque exclusivement sur le premier. Il en fut tout autrement jusqu'ici.

Alors que le marchandage du bâtiment avait l'honneur des ouvrages d'ensemble, des décrets et même des projets de loi, le marchandage du travail en chambre n'était guère envisagé qu'incidemment dans quelques articles de revue. Sans doute, la « Commission du gouvernement pour les travailleurs », quand elle rendit en 1848 son fameux décret, ne pouvait songer à condamner un mal qui n'était

point encore apparu et que devait seule révéler une vie économique plus intense. Mais, par une survivance curieuse, l'énorme extension qu'allait prendre la sous-entreprise dans l'industrie à domicile salariée continua, même par la suite, d'être dédaignée au profit des pratiques réprouvées par le gouvernement provisoire de la seconde République. Bien qu'ils ne s'en expliquent pas expressément, les projets Guérin et Viviani, supprimant le marchandage ou frappant d'une peine les marchandeurs, avaient beaucoup plus en vue le tâcheron du bâtiment que celui du travail à domicile. Et il en était évidemment de même, auparavant, dans les motifs du décret du 10 août 1899 réglementant l'intervention des sous-traitants dans les marchés de travaux publics. L'impulsion une fois donnée, on ne saurait s'étonner que les thèses de doctorat qui eurent à s'occuper du marchandage n'aient traité la question que par sa face la plus commune et n'aient accordé que de très brèves considérations aux excès de la sous-entreprise à l'occasion du sweating-system.

On conçoit d'autant moins cette tendance que, de l'aveu unanime, les faits douloureux qu'implique le marchandage dans l'industrie à domicile ne se rencontrent pas dans l'industrie du bâtiment. C'est ainsi, nous dit M. Brodu (1), qu'on n'y trouve aucun des trois éléments qui entrent dans la définition du travail en chambre : un salaire insuffisant, des heures excessives

1. *Le Marchandage dans l'industrie du bâtiment*. Thèse Paris, 1898.

de travail et l'insalubrité des ateliers. Car c'est un point sur lequel on s'accorde ordinairement que le tâcheron, exigeant de ses ouvriers une besogne plus rapide et plus soignée, les paye souvent mieux que le patron lui-même. Il est à peine besoin de signaler, à ce propos, la distance qui sépare ce marchandeur de l'intermédiaire auquel nous consacrons cette thèse.

Evidemment, cette supériorité du tâcheron sur le chef d'entreprise est rachetée par de sensibles inconvénients : son exigence dans l'accomplissement des travaux qu'il surveille le rend odieux aux ouvriers, et s'il est exact, comme on le prétend, qu'il ne leur impose pas des journées de travail dépassant la durée normale, il paraît bien qu'il demande à ceux qu'il emploie un rendement beaucoup plus grand.

Mais, si avérés que puissent être les défauts de ce genre de production, ils sont peu apparents en comparaison des dangers de la sous-entreprise dans l'industrie qui nous occupe. Insuffisamment payée par le patron, l'entrepreneuse ne se contentera pas de réduire un salaire déjà insuffisant : par la modicité du gain, elle contraindra l'ouvrière à travailler presque sans arrêt, onze, douze et quelquefois quatorze heures par jour. Que peuvent être à côté de cette existence damnée, de cette hâte perpétuellement fébrile l'activité des compagnons qui édifient une maison avec la rémission de repos périodiques et la perspective apaisante de terminer à heure fixée une journée bien payée si elle fut fatigante. Quelque accablante qu'elle soit, la tâche de ces derniers ne

saurait ruiner la santé de ceux qui l'accomplissent. La régularité dans l'effort n'a point les tristes effets de ce travail intermittent où les journées et les nuits passées à coudre sans répit pour livrer des commandes pressées alternent souvent avec des semaines de chômage. En outre, la tension musculaire et l'habileté manuelle de l'ouvrier du bâtiment sont loin de désagréger l'organisme comme ces travaux minutieux d'aiguille qui, indépendamment de l'esprit d'intervention que parfois ils exigent, supposent un regard si attentif que dans certains centres de fabrication de lingerie, comme à Cholet, toutes les ouvrières ont les yeux usés et portent des lunettes (1).

En retraçant ces douloureux exemples, nous ne prétendons point reprendre la description des peintures qui ont immortalisé les maux du sweating-system : tout a été dit sur ce triste sujet et l'on ne saurait en montrer la gravité mieux qu'on ne l'a fait jusqu'ici. Si nous reproduisons par un côté une des innombrables critiques qui furent adressées à la production en chambre, c'est pour lui trouver un lien avec la pratique du marchandage. Le marchandeur de l'industrie à domicile salariée ne peut, en effet, invoquer pour sa défense une seule des nombreuses excuses dont on fait bénéficier le tâcheron du bâtiment. Il serait ridicule d'affirmer qu'avec lui les ouvrières touchent de meilleurs salaires et ne font point des journées plus longues qu'en travaillant

1. Office du travail, *op. cit.*, t. II.

directement pour un patron. La seule tentative qu'on ait faite pour assimiler l'un à l'autre ces deux marchands, afin que le premier bénéficie des avantages reconnus au second, fut de déclarer que l'entrepreneur du travail en chambre avait lui aussi la responsabilité de l'ouvrage dont il surveillait l'exécution. Nous verrons bientôt ce qu'il faut penser de cet argument. En attendant qu'il nous soit donné d'en prouver l'inanité et la fausseté dangereuse, nous ne devons point hésiter à proclamer que la fréquence de cet intermédiaire ne se peut justifier par aucune raison tirée de l'intérêt des ouvrières et du bon accomplissement des tâches qui leur sont confiées.

Ce parallèle entre deux sortes de marchandage, en même temps qu'il nous prouve l'importance comparée de la sous-entreprise dans des branches variées de production, nous autorise à conclure que les plus regrettables excès dont elle est la cause eussent dû être cherchés davantage dans l'industrie à domicile que dans l'industrie du bâtiment. Certes, nous ne voulons point soutenir que la physionomie du tâcheron proprement dit ne soit pas intéressante et qu'il ne soit pas curieux d'examiner les arguments développés à son sujet par ses partisans et par ses adversaires, mais nous pensons que les innombrables aspects de l'araignée du *Punch*, son développement énorme et ses conséquences funestes eussent donné matière à des études dont l'intérêt théorique et pratique ne l'eût cédé sur aucun point à celles qu'a

provoquées exclusivement jusqu'ici le marchandage du bâtiment.

Nous n'avons point la prétention, au cours des pages qui vont suivre, de combler une lacune que les continuel excès du marchandeur eussent dû engager à combler depuis longtemps. Nous nous efforcerons simplement de signaler l'importance d'un mal qu'on a trop souvent le tort de ne point vouloir reconnaître.

Car le marchandage n'est point seulement une des plus notables caractéristiques du travail à domicile, il est encore une aggravation certaine du sweating-system. Avec lui, tout le cortège des misères qui ont si tristement illustré l'atelier de famille continue d'exister. Salaires infimes, interminables journées d'un épuisant labeur accompli dans les plus déplorables conditions hygiéniques, cynique exploitation du patron toujours prêt à profiter de la situation de ses ouvrières pour les payer moins encore, affres de la morte-saison où les ressources cessent brusquement et où il faut néanmoins continuer à vivre, c'est à tous ces maux que viennent encore s'ajouter ceux que le marchandage entraîne avec lui : une diminution plus forte des salaires et le risque d'insolvabilité du marchandeur.

N'y eût-il eu que ces raisons pour nous consacrer à l'étude que nous avons choisie, qu'elles suffiraient à en montrer l'utilité très grande et l'intérêt évident.

Il y a cependant une autre raison, une autre raison qui nous a fait choisir cette étude, et qui nous a fait choisir cette étude.

CHAPITRE DEUXIÈME

Existe-t-il un lien entre l'avilissement des salaires et le marchandage ?

C'est une tendance très naturelle que de faire remonter à une cause unique les maux dont on souffre le plus. Il semble qu'on éprouve un soulagement à accuser une seule chose ou un seul être, comme si l'on voulait s'assurer que le remède sera d'autant plus facilement applicable que la source du dommage sera plus nettement localisée.

On put vérifier l'exactitude de cette règle lorsqu'on révéla en Angleterre les excès nés du travail à domicile. Sous le prétexte qu'on avait constaté la présence d'un grand nombre de marchandeurs et qu'on avait été frappé des véhémentes critiques dont ils étaient l'objet de la part des ouvriers, on crut avoir trouvé l'origine de toutes les misères du sweating-system. Durant quelques années, on s'accorda pour charger de tous les crimes cet intermédiaire et pour lui réserver exclusivement la haine et le mépris de tous. Il fallut bien vite revenir sur cette condamnation sommaire. Une étude plus impartiale et plus sérieuse

de la question conduisit à reconnaître qu'on avait fort inconsidérément pris un des effets pour la cause. Il apparut que le marchandeur, objet d'une aussi unanime réprobation, n'était point le ressort de la hideuse machine d'exploitation, mais seulement un de ses rouages. On prouva que des faits de sweating-system pouvaient exister sans l'intervention du tâcheron, et que c'était peut-être avoir une vue trop simpliste du grave problème qui venait de se poser que de voir sa solution dans la suppression du marchandeur.

Pour rendre un peu plus de justice au marchandeur, il n'était cependant point nécessaire ni souhaitable de l'exempter de toute responsabilité dans les regrettables pratiques mises en lumière par les enquêtes officielles en France comme à l'étranger. Auteur principal, il n'est point : il était bon de le répéter ; mais complice il reste, et c'est ce qu'il serait mauvais de ne point ajouter.

En attendant qu'il nous soit donné de pouvoir réfuter par le menu les arguments ordinairement développés en faveur du marchandeur, il convient de consacrer quelque attention aux diverses opinions qui furent émises sur le marchandage dans l'industrie à domicile salariée. Grâce à cette revue générale des plus notables théories soutenues pour et contre le sous-traitant, nous serons mieux à même de signaler les principales dissidences à son sujet, de rapprocher les développements inspirés par le même esprit, de signaler les nuances qui les sépa-

rent, et peut-être, après avoir finalement opposé les contraires, de concilier sur la plupart des points, sinon sur tous, les auteurs qui paraissaient de prime abord observer les attitudes les plus contradictoires et les plus opposées.

Avant de procéder à l'énumération des avantages que certains s'accordent à reconnaître au tâcheron, ou d'examiner, ce qui est plus fréquent, les excuses qu'on trouve à l'exercice de sa profession, il n'est pas sans intérêt de connaître la propre opinion de cet intermédiaire sur le métier qu'il accomplit. Sans doute, nous aurions pu conclure, même sans cela, que le marchandeur ne cherche vraisemblablement pas à se présenter sous un jour défavorable, mais il est utile de rechercher si le soin qu'il prend de s'excuser n'est pas un suffisant indice de sa culpabilité.

Et en fait, les monographies publiées dans l'enquête sur l'industrie de la lingerie montrent que les entrepreneuses sont unanimes à prétendre que leurs bénéfices ne sont rien en comparaison des charges qui leur incombent. Nécessité de grouper des ouvrières, obligation de rechercher de l'ouvrage pour le distribuer ensuite, responsabilité des malfaçons : ce sont là, à les entendre, trop d'inconvénients que ne rachètent pas les profits qu'elles font. Les chiffres fournis à l'appui de ces déclarations sont, en effet, de nature à prouver sans réplique la justesse de leurs dires, et l'on constate avec étonnement que les gains annoncés par ces marchandeuses sont à peine égaux à ceux des travailleuses qu'elles emploient. Encore

les intéressées prétendent-elles que ces sommes modiques ne sauraient être considérées comme des bénéfiques, au sens ordinaire du mot, et qu'elles les indemnisent seulement de leurs peines, de leurs recherches et des risques qui leur incombent.

On serait tenté tout d'abord d'accorder une entière créance à ces affirmations étayées sur des chiffres d'une éloquence incontestable, si l'on ne s'apercevait que les sommes avouées par les entrepreneuses comme représentant le prix de leur travail sont, en général, inférieures à celles qu'elles payent à leurs ouvrières. Or, si l'on tient compte que bon nombre de ces intermédiaires possèdent un matériel d'un prix assez coûteux et qu'en outre elles doivent demeurer responsables des imperfections de l'ouvrage qui leur a été confié, on se voit dans l'impossibilité de comprendre la raison qui les pousse à travailler. A moins d'admettre qu'elles se ruinent et qu'elle continuent leur besogne par pure philanthropie, force nous est bien de conclure que leurs déclarations sont incomplètes et que leur soin à plaider non-coupable doit conduire les moins prévenus à les soupçonner de quelques méfaits.

Toutefois, il importe à ce sujet de ne point englober dans une même réprobation et une même suspicion toutes les entrepreneuses. Il existe, en effet, dans la corporation beaucoup de malheureuses qui se débattent dans la plus noire misère, et si leur rôle n'en reste pas moins néfaste en contribuant à déprimer des salaires déjà insuffisants, on ne peut ressen-

tir à leur endroit les mêmes sentiments qu'à l'égard de certaines autres, habituées depuis toujours à vivre au détriment de l'ouvrière. Les premières ont pour excuse d'avoir été poussées dans cette voie par le besoin ; on ne peut relever contre les secondes que la charge d'y avoir été conduites par le désir du lucre et l'appât du gain. Que le succès n'ait point toujours absolument répondu à leur attente, c'est une circonstance qui ne diminue pas leur responsabilité morale et qui n'atténue point les funestes conséquences de leur profession.

Pour n'avoir pas eu toujours présente à l'esprit cette physionomie exacte du marchandeur, on ne pouvait manquer de taxer d'exagération, voire même de parti pris, les critiques plus ou moins vives qui lui furent adressées.

Mme Sydney-Webb s'était trop passionnée à l'étude des maux révélés en 1888 par l'enquête de la Chambre des Lords pour n'avoir point pendant un temps partagé la commune croyance dans la culpabilité exclusive du marchandeur caricaturé par le *Punch*. Aussi, par une réaction fatale en sens contraire, devait elle revenir sur les accusations qu'elle avait portées avec tant d'autres, lorsqu'elle s'aperçut que la hideuse araignée n'était point la cause du sweating-system. Pour désirable qu'elle fût, sa rétractation paraît bien avoir été trop complète, si nous en jugeons d'après les termes qu'elle emploie (1).

1. *Revue d'économie politique*. 1^{re} nov. 1893. « Comment en finir avec le sweating-system ».

« Moi-même », dit-elle en manière de préambule et à propos du marchandeur représenté par le journal satirique anglais, « je croyais que cette horrible créature existait. Mais j'ai reconnu qu'elle n'avait jamais été qu'un mythe, ou, en admettant qu'elle eût existé autrefois, qu'elle avait dû être dévorée par quelque monstre encore plus vorace. »

Tout n'est point à accepter sans discussion dans cette affirmation de l'auteur. Sans doute, le tâcheron est lui-même la victime de quelque autre araignée invisible, et la métaphore qui sert à dépeindre cet état de chose est aussi juste que puissante. Mais est-il désirable, pour cela, de nier l'existence et la nocivité d'un personnage qui, aux yeux de beaucoup, concrétise le travail à domicile lui-même ?

D'ailleurs, il paraît bien que Mme Sydney-Webb n'ait point eu, à proprement parler, cette intention, et qu'elle se soit seulement efforcée de faire bénéficier le marchandeur de nombreuses circonstances atténuantes. C'est ainsi qu'elle déclare un peu plus loin : « Je découvris que dans l'industrie des vêtements et des chaussures à bas prix, qui est exclusivement entre les mains des juifs, là où le travail est fréquemment entre les mains des sous-entrepreneurs, ces intermédiaires, au lieu de jouer le rôle de gros parasites, font un travail aussi dur, sinon plus, que les exploités, et souvent gagnent moins que le machiniste ou le repasseur qu'ils ont à leurs gages. »

Nous retrouvons ici l'illusion qui consiste à inno-

center l'entrepreneur, sous le prétexte que ses bénéfices sont infimes comparés à ceux du patron. Or il est bien aisé de voir que le problème ne se limite pas à une simple comparaison entre les gains du marchandeur et ceux du chef d'industrie. La question qui nous occupe est tout autre, et elle consiste, fort simplement, à rechercher si le tâcheron est un agent de dépression des salaires. A ce point de vue, il ne nous semble pas qu'on doive hésiter longtemps avant de répondre, si l'on veut bien ne pas mettre en doute les déclarations concordantes des enquêteurs de tous les pays, et qui concluent à un prélèvement de 15 à 50 o/o sur les sommes fournies aux ouvrières. Que le marchandeur travaille lui aussi dans certains cas au milieu de ceux qu'il emploie, et que sa tâche soit souvent aussi dure que celle des malheureux qu'il exploite, nous n'en doutons nullement, mais nous verrons bientôt s'il ne faut pas davantage s'attrister de cette pratique que s'en féliciter. Car, de l'avis unanime des travailleurs, il n'est pas de plus intraitable tâcheron que celui qui travaille au milieu d'eux.

Ainsi complétées, les paroles de Mme Sydney-Webb sont d'une indéniable vérité. Il est parfaitement vrai que dans certains métiers, comme l'auteur nous l'apprend, l'entrepreneur ait presque complètement disparu. Mais il n'en faut point tirer d'autre conclusion que, dans les branches de production où l'on constate ce phénomène, le salaire

était trop infime pour permettre à un intermédiaire d'y opérer un prélèvement.

Il est vrai encore que des patrons ont supprimé le sous-traitant « qui recevait un shilling par vêtement et ne donnait que dix pences à l'ouvrière », mais que cette suppression n'a profité qu'à eux seuls puisqu'ils continuent à ne payer que dix pences pour le même travail. Cet exemple prouve évidemment que l'araignée du *Punch* ne doit pas attirer uniquement sur elle toute la haine et le mépris ; mais il ne prouve rien d'autre, et c'est être la dupe des mots que d'en conclure à l'innocuité du marchandeur. Pourrait-on oublier, en effet, dans l'espèce même qui nous est rapportée, que le tâcheron a été l'origine de cette honteuse exploitation en montrant au patron que le salaire pouvait être impunément réduit ? Bien que l'intention de Mme Sydney-Webb n'apparaisse guère en nous contant cette douloureuse anecdote, nous ne pensons point qu'elle ait pu s'égarer sur le sens à lui attribuer. Et pourtant, lorsqu'elle déclare un peu plus loin : « Nous ne nions pas l'existence de l'exploitation dans l'industrie moderne. Ce que nous nions, c'est que l'exploiteur soit d'ordinaire un sous-entrepreneur ou un intermédiaire », nous serions peut-être assez naturellement porté à croire qu'elle a méconnu la néfaste influence du marchandeur. Mais sa conclusion vient heureusement effacer l'impression de doute que nous eût laissé ses paroles, car elle replace alors le tâcheron à la place qu'il doit occuper et, sans le

charger de tous les crimes, retient seulement contre lui l'accusation de complicité. « Nous ne pouvons accepter comme vraie », dit-elle, « la caricature du *Punch* représentant le middle-man comme une araignée qui dévore les mouches. Si nous devons le comparer à un insecte, ce serait plutôt aux larves qui se montrent dans la viande quand elle commence à se corrompre. Il n'est pas la cause, mais l'effet du mal. Il tire son profit sans doute de l'état de décomposition du milieu social et y puise les moyens de vivre, mais s'il ne le faisait pas quelque autre créature le ferait à sa place. L'intermédiaire, là où il existe, n'est pas l'oppresseur, mais seulement un des instruments de l'oppression. »

Il est impossible de mieux apprécier et dans des termes plus heureux les caractéristiques du marchandage. On eût voulu que tous les auteurs qui ont eu, après Mme Sydney-Webb, à consacrer leur attention à ce mode déterminé de production s'inspirassent mieux qu'ils ne paraissent l'avoir fait du sens exact et de la vraie portée de ce passage. Après avoir semblé hésiter elle-même, celle qui écrivit ces lignes a pu juger sans parti pris le rôle du tâcheron dans l'industrie à domicile salariée. Et ce rôle, s'il n'est point capital dans les maux du sweating-system n'en reste pas moins d'une importance primordiale puisqu'il est un des moyens les plus fréquents d'exploitation. On a peine à comprendre qu'on ait pu faire abstraction de cette donnée fondamentale du

problème, si heureusement mise en relief dans l'article que nous venons d'étudier.

En même temps qu'il s'efforce de réagir contre les critiques, selon lui injustifiées, adressées au marchandage dans l'industrie du bâtiment, M. Brodu (1) ne craint point de dépasser un peu les limites de son sujet en s'occupant accessoirement du marchandage dans le travail à domicile. A vrai dire, il pose beaucoup plus la question qu'il ne la résout, mais on sent néanmoins qu'il ne croit pas davantage aux excès et aux dangers de la sous-entreprise dans la branche de production qui nous intéresse que dans celle dont il traite exclusivement.

Après avoir montré que le sweating-system ne saurait exister dans l'industrie du bâtiment où l'on ne trouve aucun des caractères qui, d'après l'enquête de la Chambre des Lords, doivent concrétiser cette forme d'exploitation : savoir, un salaire insuffisant, une durée excessive de travail et l'insalubrité des ateliers, l'auteur va jusqu'à conclure, d'une façon beaucoup plus générale, que le sweating-system n'a aucun rapport avec le marchandage. Cette déduction que rien ne laissait prévoir est faite évidemment pour surprendre. De ce que le tâcheron ne provoque pas, dans l'industrie du bâtiment, cette dépression des salaires qui signale son intervention dans l'industrie à domicile salariée, on ne saurait vouloir prétendre que dans tous les domaines il offre le

1. *Le Marchandage dans l'industrie du bâtiment*. Thèse Paris, 1898;

même aspect anodin. Certes, le tâcheron dont M. Brodu nous entretient rachète ses nombreux inconvénients par quelques sérieux avantages, et il est juste de reconnaître qu'il paye quelquefois mieux que le patron lui-même. Mais, sans rechercher si cette supériorité n'est pas plus apparente que réelle et si cette légère augmentation des salaires n'est pas hors de proportion avec l'accroissement de la tâche à accomplir, il importe de ne point témoigner le même intérêt à d'autres marchandeurs qui n'ont de commun avec lui que le nom. Le marchandeur du travail en chambre, bien qu'il ne réalise pas d'aussi appréciables bénéfices que le tâcheron du bâtiment n'en contribue pas moins à abaisser au niveau de la famine des salaires qui, sans le prélèvement qu'il opère, eussent été déjà manifestement insuffisants.

Au fond, et en dépit des paroles qu'il emploie, M. Brodu semble bien avoir entrevu toute la complexité d'un problème qu'il effleure en passant. Nous en sommes assuré en le voyant, un peu plus loin, revenir sur sa première affirmation et se rétracter légèrement en disant que la sous-entreprise « n'engendre pas forcément » le sweating-system. Nous reconnaissons bien volontiers la justesse de cette dernière formule, mais on voit quelle distance sépare cette conception de celle qui avait été développée tout d'abord. Le marchandage n'est pas l'unique cause du mal : nous ne dirons nous-même pas autre chose, mais était-il bon de commencer par

affirmer qu'il n'avait aucune responsabilité dans les misères du sweating-system ?

Dans la thèse importante qu'il consacre au sweating-system, M. Boyaval (1) ne croit pas davantage que les auteurs précédents à la réalité des maux imputés au marchandeur. Peut-être même a-t-il une légère tendance à excuser l'entrepreneur, plus encore qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, des prélèvements qu'il opère sur les gains modiques des ouvrières en chambre. Pour formuler son opinion, il se fonde, à vrai dire, sur des documents et des ouvrages qui nous paraissent conduire à une tout autre conclusion. Les paroles de Mme Sydney-Webb et de M. l'abbé Mény qui nous sont citées à l'appui de la théorie soutenue, si elles réagissaient contre les critiques exagérées adressées au tâcheron, ne laissent pourtant pas de reconnaître la néfaste influence de ce personnage. Mais les faits rapportés dans l'enquête officielle sur la lingerie à domicile et les considérations développées par MM. Delpron de Vissec, d'Haussonville et Espinasse (2) n'ont en aucune façon le caractère qu'on leur attribue, et nous verrons bientôt qu'il est impossible d'y trouver le moindre argument en faveur du tâcheron.

Prétendre que « la rémunération des entrepreneuses est faible relativement à leurs charges et à

1. Thèse, Nancy, 1910.

2. Delpron de Vissec, *Distribution du travail à domicile* (Musée social, année 1908, p. 81). — D'Haussonville, *Salaires et misères de femmes* (Calman Lévy, 1908). — Espinasse, *le Travail de l'aiguille à Toulouse* (Recueil de Législation de Toulouse, 1905, 2^e série, t. I, p. 137).

leur responsabilité », n'est peut-être pas, comme nous avons eu l'occasion de le montrer déjà, une affirmation concordante avec celle qui assimile ces intermédiaires à de « pauvres diables », puisqu'une condition aussi misérable ne saurait que rendre illusoire l'obligation de supporter les risques de la production.

L'auteur ne localise point d'ailleurs suffisamment le problème qui nous occupe et ne recherche point exclusivement, comme il l'aurait fallu, si le marchandeur est un agent de dépression des salaires. Lorsqu'il rapporte ce passage de M. Georges Lévy (1) : « Il n'est pas nécessaire qu'il y ait intermédiaire pour qu'il y ait sweating-system », il semble bien qu'il n'attribue au sous-entrepreneur qu'une place secondaire parmi les instruments d'exploitation des travailleuses. Le rôle plus apparent du patron engage, en effet, à faire remonter à lui seul comme à la concurrence ou au goût pour la camelote, l'origine des misères de l'industrie à domicile salariée. Et de fait, nous sommes ici en présence de l'auteur principal de tous ces maux. Mais s'il n'est qu'un moyen ou un complice, le tâcheron n'en joue pas moins une importante partie dans le concert des causes du sweating-system. Aussi n'est-il peut-être pas très exact de taxer de tant d'exagération les critiques qui lui furent adressées à maintes reprises, et d'accuser d'un peu de naïveté ceux qui attachent une si grande importance à cet intermédiaire.

1. *Des moyens de conserver le travail à domicile*, p. 47. Thèse Lyon, 1905.

Car il ne s'agit point de croire « de façon simpliste » que la suppression du marchandeur suffirait à arrêter l'avilissement des salaires, mais seulement de rechercher si sa disparition ne contribuerait pas à les rendre un peu moins vils qu'ils sont. C'est de ce côté que l'enseignement des faits et l'opinion concordante de nombreux auteurs doivent nous orienter dans l'étude que nous avons entreprise.

Pour nous consacrer d'abord à l'examen des théories contraires à celles qu'il nous a été donné d'exposer, nous ne manquerons point de constater le solide fondement des griefs qu'on a de tout temps relevés contre le marchandeur. Anciennes ou récentes, les conceptions qu'on s'est faites du tâcheron n'ont guère varié, et si quelques-uns ont cru désirable de réagir contre elles, il semble bien qu'ils n'aient point apporté de très sérieuses raisons pour les combattre. Si l'on excepte certaines vues trop catégoriques de cette importante question, vues d'ailleurs excusables par la spontanéité avec laquelle elles se sont manifestées, consécutivement à des révélations incomplètes ou mal interprétées, toutes les appréciations défavorables qu'on a pu faire du marchandage sont en général d'une irréprochable justesse.

Que peut-on, en effet, reprendre à ces paroles par lesquelles M. Georges Michel (1), après avoir regretté que certains ouvriers ne soient pas en rapport direct avec le patron, signalait déjà en 1890 la funeste

1. *Economiste français*, 1890, 2^e semest., p. 679.

influence, à ce point de vue, de l'entrepreneur « sorte d'intermédiaire avec lequel les travailleurs partagent le prix de la main-d'œuvre et qui naturellement s'en réserve la part du lion », serait-ce que cette accusation portée contre le marchandeur a paru aux yeux de certains manquer de précision, alors qu'il est constant que le tâcheron donne à l'ouvrière deux francs pour la confection d'un ouvrage qui lui est payé sept francs à lui-même ? (1).

De si douloureuses constatations n'autorisaient-elles pas M. du Maroussem (2), à déplorer « cette exploitation des travailleurs perdus dans les mansardes, petits patrons ou façonniers qui, dans les industries où la main-d'œuvre prédomine, sont asservis par les intermédiaires. »

Et doit-on s'étonner, après cela, que dans une des premières thèses de doctorat qui eurent à s'occuper du sweating-system, M. Doublot (3), n'ait pas craint de déclarer « sweated toute industrie où un ou plusieurs entrepreneurs sont placés entre le patron et l'ouvrier. »

S'il est un peu moins absolu dans sa doctrine, M. Cotelle (4), ne cherche cependant point à se faire illusion sur le caractère nuisible du marchandeur. L'habile opposition qu'il fait entre les déclarations de ceux qui cherchent à l'innocenter et les exemples

1. De Vissec, *Musée Social*, 1908, p. 81.

2. *Réforme sociale. Industrie des jouets à Paris*, 1892, p. 599.

3. Thèse Paris, 1899.

4. Thèse Angers, 1902.

probants de son rôle certain dans l'avilissement des salaires suffit à montrer le parti qu'il prend dans cette controverse.

La thèse de M. Bru (1) dégage, elle aussi, une même impression, et si l'auteur ne s'en explique point expressément, il n'est pas très hasarde de conclure, au grand nombre des faits qu'il nous rapporte et qui établissent indéniablement la culpabilité du tâcheron, qu'il considère le marchandeur comme un des plus redoutables instruments d'oppression des ouvrières.

Mais eussions-nous quelque hésitation à prononcer un jugement équitable dans ces controverses relatives à l'entrepreneur que les déclarations des enquêteurs privés, qui examinèrent de très près le fonctionnement de la répartition du travail par l'entremise de marchandeurs, suffiraient à nous prouver tout le fondement des attaques dirigées contre cet intermédiaire.

Mme la baronne Brincard (2) a tôt fait de nous montrer toute la réalité d'un mal que certains s'obstinent à ne point croire aussi grave qu'il apparaît. Parlant des travailleuses en chambre, l'auteur nous dit : « Elles sont ainsi des milliers et des milliers qui veulent du travail à domicile pour augmenter le salaire de leur mari. Elles ne savent que coudre tout droit devant elles. C'est donc l'entrepreneuse qui

1. *Essai sur la réglementation du travail à domicile*. Thèse Paris, 1903.

2. *Bulletin de la ligue sociale d'acheteurs*, 2^e trim., 1905.

taille et qui prépare leur ouvrage, prélevant en échange 35 o/o environ du prix que donne le grand magasin de confection ». Après avoir ainsi fait apparaître une des plus fréquentes raisons du développement sans cesse plus grand pris par le marchandage dans l'industrie qui nous occupe, Mme la baronne Brincard nous présente une autre face, et non la moins négligeable de cette exploitation organisée. « Dans certaines branches », poursuit-elle, « lorsque l'ouvrière reçoit directement son travail des mains de l'entrepreneuse, elle peut gagner deux à trois francs par jour. Mais dans bien des cas l'entrepreneuse dédaigne de traiter directement avec elle : elle donne cent à cent cinquante pièces préparées à une sous-entrepreneuse qui les donne à faire au détail, retenant elle aussi 35 o/o du bénéfice, de sorte que l'ouvrière reçoit un tiers à peine du prix de façon payé par le grand magasin. » Les entrepreneuses n'hésitent point d'ailleurs à faire quelquefois l'aveu cynique des prélèvements toujours plus importants qu'elles opèrent sur les gains des travailleuses, si nous en jugeons par les paroles de l'une d'elles que l'auteur nous rapporte, en déclarant qu'elles ne manquent pas d'arguments pour se défendre. « Même aux prix fournis », affirme une de ces intermédiaires, on nous demande encore plus d'ouvrage que nous n'en pouvons donner. Telle ouvrière en chômage s'offre à faire le travail pour quelques sous de moins que sa voisine. » On ne se vante pas plus ingénument de profiter de la misère des humbles et de spé-

culer sur la nécessité où se trouvent les parias de l'aiguille d'acheter tous les jours des aliments pour ne pas mourir de faim.

Nous retrouvons les mêmes douloureuses constatations dans un article de Mme Leroy-Liberge (1), où l'on nous apprend que la façon d'un costume tailleur à trente-neuf francs, payée par le magasin douze francs à l'entrepreneuse, ne rapporte que six francs à l'ouvrière. De pareils chiffres ont une éloquence qui dispense de longs commentaires et qui suffisent, semble-t-il, à convaincre les plus incrédules que l'illustre caricature du *Punch*, en dépit de son exagération, n'en garde pas moins le mérite de beaucoup de justesse et de vérité.

Dans le premier ouvrage qu'il consacra au « travail à bon marché », M. l'abbé Mény (2), avait lui aussi épousé la cause des adversaires du marchandeur. Nous ne devons point hésiter à dire qu'il se montrait à cette époque mieux inspiré qu'il ne l'a été depuis en revenant sur son ancienne croyance (3). Car pourrait-il, aujourd'hui encore, trouver une meilleure confirmation du caractère nuisible du marchandage que dans les nombreux exemples qu'il avait lui-même précédemment cités ? Lorsqu'il constatait que certaines œuvres d'assistance sont parvenues, en supprimant l'entrepreneuse, à doubler les

1. *Bulletin de la ligue sociale d'acheteurs*, 1^{er} trim., 1911.

2. Georges Mény, *le Travail à bon marché*. Paris, Bloud, 1907.

3. *La Lutte contre le sweating-system*. Paris, Rivière, 1910, p. 72 et s.

salaires des ouvrières, n'était ce point indirectement et victorieusement conclure que ces intermédiaires prélevaient jusqu'à 50 o/o des gains de celles qu'elles employaient ? L'auteur n'avait point d'ailleurs hésité à le déclarer expressément, allant même jusqu'à accuser le sous-traitant d'arriver au chiffre incroyable de 70 o/o quand une sous-entrepreneuse vient, par surcroît, s'intercaler entre les travailleuses et le patron. Aussi a-t-on quelque peine à comprendre que, dans la thèse qu'il soutenait postérieurement à son remarquable livre, M. l'abbé Mény ait éprouvé le besoin de rétracter ses premières affirmations. Rien, en effet, n'autorise la timidité dont il fait montre inopinément dans son appréciation du rôle du marchandeur. N'ayant jamais accordé au tâcheron plus d'importance qu'il n'en mérite et n'ayant aucunement prétendu qu'il était la seule cause du sweating-system, on peut s'étonner qu'il ait, en dernière analyse, éprouvé le besoin de s'accuser lui-même d'un peu d'exagération. Car les chiffres cités et les faits rapportés dans les pages si vivantes qu'il consacre au « travail à bon marché » n'ont jamais été taxés d'inexactitude, et l'ont chercherait en vain un document ou un auteur qui en conteste l'incontestable vérité.

L'enquête publiée par M. Espinasse sur le travail de l'aiguille à Toulouse (1) ne nous paraît nullement contenir en elle les conclusions que M. l'abbé Mény a tirées de sa lecture. Tout au contraire arrive-t-elle

1. *Op. cit.*

sous la forme impersonnelle d'un bref rapport des bénéfices des entrepreneuses et des gains de leurs ouvrières, à nous persuader que les critiques adressées aux marchandeurs ont le plus solide des fondements. N'y voyons nous pas, en effet, que l'une de ses intermédiaires accuse un bénéfice annuel de douze cents francs, alors qu'elle avoue, pendant le même temps, un salaire de trois cent cinquante francs pour ses ouvrières ? Or, si l'on tient compte qu'entrepreneuses et simples lingères accomplissent ensemble la même besogne, il résulte de ces chiffres que la première s'octroie une rémunération trois fois plus forte que les secondes. Sans doute, certaines de ces femmes prétendent ne gagner qu'un franc cinquante centimes par jour, mais, outre que leurs déclarations ne peuvent être sérieusement vérifiées, on aperçoit mal comment, avec un si maigre profit, elles peuvent amortir le coût des machines qu'elles possèdent ordinairement, répondre des malfaçons, payer leur loyer et vivre. Autant de questions qui doivent faire douter de la justesse de leurs dires.

D'ailleurs, aucun des exemples cités à l'appui de la doctrine qui prétend ne voir qu'exagération dans les critiques adressées au marchandeur n'est aussi convaincant qu'on l'affirme.

Et lorsque M. Boyaval invoque dans sa thèse (1) l'autorité de MM. d'Haussonville et Delpron de Vissec (2), il est impossible d'attribuer aux paroles de

1. *Op. cit.*

2. *Op. cit.*

ces auteurs la signification qu'on assure y avoir trouvée. Lorsque le premier déclare, dans son livre sur le sweating system : « Où les salaires de famine commencent, c'est pour les femmes qui travaillent non point en atelier mais chez elles, et à la tâche généralement, pour le compte d'entrepreneuses travaillant elles-mêmes pour les grands magasins », il semble difficile de supposer qu'il ait entendu, par la suite, innocenter des intermédiaires dont il signale si explicitement la déplorable influence. Mais l'impression est plus nette encore dans un article publié par M. Delpron de Vissec (1) quand nous lisons que les entrepreneuses sont « le trait marquant du travail à domicile », et quand il nous est donné de vérifier le solide fondement des griefs adressés au marchandeur, à l'aide d'un tableau comparatif des prix qui lui sont payés et des prix qu'il paye aux ouvrières. Nous montrerons en son temps l'éloquence de ces chiffres, nous bornant ici à opposer aux récentes tentatives pour présenter le tâcheron comme un être calomnié, sinon inoffensif, les déclarations contordantes de tous ceux qui, de près ou de loin, eurent l'occasion de se convaincre qu'il était un des plus terribles instruments d'oppression des travailleurs en chambre.

Car le marchandeur mérite la haine qu'ont toujours ressentie pour lui ceux qu'il emploie, et s'il n'est qu'un moyen d'exploitation au service du chef d'entreprise,

1. *Le Musée social. Mémoires et documents*, 1908, p. 81.

son rôle n'en est pas pour cela moins néfaste dans l'avilissement des salaires. Que sa responsabilité ne soit pas entière dans les maux qu'il provoque, il ne saurait s'ensuivre qu'il ne soit en aucune façon coupable des misères du sweating-system. Certes, il n'est pas tout, mais sa fréquence et son inutilité n'ont pas été sans influence sur les attaques dont il fut l'objet et qui contribuèrent à en faire le symbole de l'exploitation dans l'industrie à domicile salariée. Le malheur voulut qu'on ajoutât aux accusations justifiées portées contre lui d'autres qu'il ne méritait pas, tant il semblait naturel, au spectacle des méfaits qu'il avait causés, de le charger encore de tous les crimes.

Cette inévitable exagération devait provoquer une réaction en sens opposé et, de ce qu'il avait été injustement critiqué sur certains points, on allait s'efforcer de démontrer qu'il n'était en aucune manière digne de tant de colère et de mépris. Les controverses économiques sont, elles aussi, soumises à l'inéluctable loi du pendule : lorsqu'elles s'écartent du juste milieu pour s'égarer dans une direction quelconque, elles ne reviennent à la normale qu'après avoir oscillé dans la direction contraire.

Et pourtant il semble bien que ces dissidences ne se fussent pas produites si le problème sur lequel on débat avait été plus nettement posé. Or c'est le mal poser que de fixer son attention sur les caractères secondaires du marchandeur et de ne point mettre exclusivement en relief le trait le plus saillant de sa physionomie. Il ne s'agit point, en effet, de rechercher

si les bénéfices du tâcheron ont la même importance que ceux de l'industriel qui l'utilise. Il est sans intérêt de se demander s'il n'est point, lui aussi, dans sa sphère, une victime de la vie économique actuelle qui, en provoquant la multiplication des articles « bon marché », pousse le patron à mal payer l'entrepreneur et celui-ci à pressurer les ouvrières. Il est inutile de savoir si la condition sociale du marchandeur se rapproche plus de celle des femmes qu'il exploite que de celle du patron qui lui remet l'ouvrage. Il importe seulement de rechercher si l'entrepreneur est un agent de dépression des salaires, s'il contribue à avilir des gains qui, même sans son intervention, eussent été insuffisants à faire vivre les travailleuses.

C'est là toute la difficulté qu'il fallait résoudre, et la seule question à examiner dans cette étude du marchandage, de son utilité et de ses inconvénients. Pour ne pas l'avoir assez nettement aperçue, il était fatal qu'on traitât ce sujet d'une manière imparfaite et qu'on aboutît, dans quelque sens que ce fût, à des conclusions inexactes. A quoi bon charger le marchandeur « de tous les péchés d'Israël », selon l'expression de M. Boyaval (1), quand il n'est coupable que d'un seul, d'ailleurs suffisamment gros pour qu'il soit besoin d'en imaginer d'autres qu'il n'a pas commis. A quoi bon, encore, essayer de le laver de toutes les accusations qui furent portées contre lui, lorsqu'il est impossible de nier les prélèvements no-

1. *Op. cit.*

tables qu'il opère sur les prix de façon qui lui sont payés ? Quoi qu'on dise, dès qu'on ne conteste pas les faits par lesquels le sous-entrepreneur de main-d'œuvre a mérité l'épithète anglaise de « sweater », force est bien de reconnaître que cet intermédiaire est une cause ou une aggravation du sweating-system.

L'argument dont on se sert le plus volontiers pour démontrer l'innocuité du tâcheron consiste à mettre en lumière l'insuffisance manifeste des salaires accordés par le patron, afin de prouver à l'aide de cet exemple que l'exploitation des ouvrières en chambre est sans aucun rapport avec l'existence des marchands.

Certes, il n'est point contestable que le chef d'entreprise ait le plus souvent sa grande part dans les déplorables pratiques qui ont si tristement illustré l'industrie à domicile salariée. Mais de ce que le tâcheron est ainsi relégué au rang d'auteur secondaire et de complice, est-il juste de nier qu'il soit pour quelque chose dans la misère des travailleuses ? Ne voit-on pas qu'au contraire son influence sera d'autant plus fâcheuse et plus sensible sur les salaires que les sommes fournies par l'industriel seront elles-mêmes plus modiques ? S'il est douloureux de penser que des femmes, travaillant à quelque ouvrage d'aiguille, reçoivent un gain dérisoire pour une tâche qui les absorbe douze heures par jour, comment apprécier le geste d'un intermédiaire qui prélève, par surcroît et sous des motifs divers, le tiers ou la moitié de cette infime rétribution ?

Loin de diminuer la responsabilité du marchand, les exigences et le défaut de générosité des patrons sont ainsi de nature à la rendre plus lourde encore.

Le raisonnement ne serait pas moins mauvais qui consisterait à excuser le sous-entrepreneur en comparant ses bénéfices aux sérieux profits que réalisent ceux pour le compte desquels il travaille.

Encore que certains intermédiaires trouvent d'incontestables avantages pécuniaires à l'exercice de leur profession, on s'entend d'ordinaire pour reconnaître le caractère modeste de leur condition. Anciens ouvriers, il est bien souvent impossible de les distinguer de ceux auxquels ils distribuent l'ouvrage, et l'on se sent tout naturellement porté à les faire bénéficier de la commisération qu'on éprouve pour leurs victimes. On doit pourtant se garder de leur témoigner un intérêt et une pitié à laquelle ils n'ont aucun titre. Leur apparence humble n'est qu'une façade hypocrite qui sert à nous tromper sur leur véritable rôle. S'ils n'ont pas des dehors de prospérité et s'ils n'affichent pas une insolente richesse, s'ils mènent une existence seulement un peu moins terne que leurs ouvrières, il n'en saurait aucunement résulter qu'ils se contentent d'un salaire honnête et d'un profit insignifiant. Les enquêtes officielles s'entendent pour évaluer entre 35 et 50 o/o les prélèvements qu'ils opèrent. Il n'est pas de chiffre qui doive mieux nous engager à réagir contre la sensiblerie injustifiée qui se manifeste depuis peu

dans quelques ouvrages et qui tend à s'apitoyer sans raison sur le sort de ces intermédiaires.

Qu'ils s'enrichissent moins que les patrons dont ils sont les meilleurs auxiliaires, qu'ils végètent parfois obscurément et médiocrement, on n'en saurait conclure qu'ils ne sont pour rien dans l'avilissement des salaires. Les faits que nous citerons bientôt suffiront à nous convaincre de l'action néfaste du marchandeur, en même temps qu'il nous permettront d'attacher son sens exact à la modicité des bénéfices qu'il réalise.

Car si le tâcheron gagne peu, il n'en faut point chercher une raison morale ou y voir un sentiment de décence et de respect humain : la cause de ce phénomène est toute économique, et elle n'est point autre que l'impossibilité où se trouve le marchandeur de prélever un plus fort pourcentage sur un salaire déjà réduit exagérément. Ce n'est certes point l'intention d'augmenter ses ressources, en taillant dans les gains des ouvrières, qui lui manque, mais seulement la matière qui lui fait défaut.

Aussi devons-nous rejeter comme spécieux tous les arguments, quel qu'ils soient, à l'aide desquels on se flatte de mettre entièrement hors de cause le marchandeur dans les maux du sweating system. Espère-t-on, en effet, parvenir à cet impossible résultat en déclarant que quelques entrepreneuses payent mieux que certains patrons : preuve évidente, nous dit-on, de l'injustice des critiques qu'on leur adresse. Bien qu'il soit habilement choisi pour faire douter

de l'exactitude des griefs relevés contre le marchandeur, il est aisé de voir que cet exemple est étroitement apparenté à la classe des plus dangereux sophismes. Loin d'innocenter le tâcheron, on ne peut, de la sorte, que revenir sans utilité sur un des points les moins discutés de cette intéressante question, en montrant que, parmi les chefs d'entreprise, il en est qui exploitent davantage leurs ouvrières que ne le font les marchandeurs eux-mêmes. Mais la générosité de ces derniers n'est qu'apparente, comparée qu'elle est avec la mesquinerie de certains commerçants qui payent excessivement bas, et alors qu'on oublie d'ajouter que ces honnêtes intermédiaires ont eux-mêmes prélevé 35 o/o au minimum des prix de façon. On oppose bien les sous-entrepreneurs de main-d'œuvre dont on nous parle aux mauvais patrons qui semblent n'avoir pour idéal que de profiter de la misère des travailleuses en chambre, mais on se garde de nous indiquer le taux des retenues qu'ils opèrent sur les salaires fournis par les industriels plus honnêtes qui les emploient, salaires qui eussent été bons, peut-être, sans leur parasite intervention.

Il faut considérer comme aussi peu convaincant le raisonnement qui consiste à prendre prétexte de ce que la suppression de l'entrepreneuse n'a nullement amélioré le sort des ouvrières pour affirmer que le marchandeur est une donnée négligeable du problème dont on s'occupe. Si quelques chefs d'entreprise ont jugé expédient de faire l'économie

d'un distributeur d'ouvrage et d'augmenter leurs bénéfices des sommes qu'ils allouaient auparavant au tâcheron, ce n'est nullement à dire que ce dernier ne soit pas cause de l'avilissement des salaires.

Un tel exemple ne saurait servir qu'à nous convaincre d'une vérité dont personne ne doute plus depuis longtemps : le désir chez certains patrons de s'enrichir indéfiniment au détriment de ceux qu'ils font travailler.

Mais une semblable constatation est sans intérêt dans une étude du marchandage, où il s'agit seulement d'apprécier à sa juste valeur le rôle d'un intermédiaire dans la dépression sans cesse croissante des prix payés aux ouvrières en chambre. Or, nous apercevons mal la relation qui existe entre les pratiques d'un commerçant, désireux d'accroître ses profits plutôt que d'améliorer sans inconvénient pour lui le sort de quelques travailleuses, et l'innocuité prétendue du marchandeur qu'il a supprimé. Que le premier se montre beaucoup plus intéressé que philanthrope, cela est sans influence sur la moralité du second. Tout au contraire serions-nous porté à penser que le geste de l'industriel fut provoqué par celui du tâcheron, et que l'un n'a fait en somme que continuer l'exploitation commencée par l'autre. Car il paraît bien que le patron ne fut poussé à payer directement un salaire dérisoire qu'après avoir constaté que les ouvrières s'en contentaient. Et il est impossible de nier que le marchandeur, accoutumant depuis toujours ces femmes à cette insuffisante rétri-

bution, avait en l'occurrence contribué efficacement à déprécier la valeur du travail qu'il commandait. Essaierait-on de contester la justesse de cette remarque, qu'on se verrait contraint quand même d'avouer le danger de l'intervention de l'entrepreneur, si l'on veut bien reconnaître que rien n'empêche un nouveau tâcheron de venir plus tard se greffer sur la rétribution ainsi diminuée que le patron accorde lui-même à l'ouvrière pour aider à l'avilir davantage encore.

Docile instrument entre les mains du patron, le marchandeur a pour caractère insigne d'obéir passivement à toutes les impulsions que lui transmet celui qui l'utilise. Contraint d'accepter sans discussion les prix fixés par un industriel pour la confection de l'ouvrage qu'il lui appartiendra de répartir, il sera rarement en son pouvoir de payer honnêtement ses ouvrières. Le pourrait-il, d'ailleurs, que les prélèvements qu'il opère suffiraient à eux seuls à réduire exagérément les gains des travailleuses en chambre. Mais, le plus souvent, la rétribution de la main-d'œuvre sur laquelle il prendra son bénéfice sera allouée par le chef d'entreprise avec une parcimonie si grande qu'il n'aura presque jamais l'occasion de se montrer généreux envers celles qu'il emploie. Exploité lui-même, le sous-entrepreneur exploitera un peu plus les ouvrières, et, par une série de répercussions inévitables dont le choc initial émane du patron, celles-ci en viendront à des gains misérables de 10 centimes l'heure, tandis que celui-là

ne parviendra qu'à vivre aussi médiocrement qu'elles. Le marchandeur et ses victimes subiront également la loi inflexible que leur dicte un industriel soucieux d'accroître sans cesse ses bénéfices, l'un cherchant à tirer des autres ce qu'il n'a point obtenu du patron. Ainsi, tournant sans fin dans un cercle vicieux, l'injustice provoquant l'injustice, la misère appelant une misère plus grande, le marchandage nous apparaîtrait comme du sweating-system multiplié par deux.

Ces critiques n'eussent-elles point suffi à prouver que la sous-entreprise est la cause des plus grands abus, que nous serions parvenu à une semblable constatation en y voyant un obstacle à la guérison d'un mal auquel le législateur veut s'efforcer de porter remède.

Lorsqu'il contribue à maintenir les ouvrières éloignées les unes des autres, disséminées au hasard de leur existence misérable dans les mansardes d'une grande ville ou réparties inégalement dans quelques campagnes, le tâcheron vient rendre impossible toute entente entre ces malheureuses, et le patron qui ne l'ignore pas sera souvent tenté d'abuser de cette situation. N'ayant pas à compter avec des grèves, le chef d'entreprise sera fatalement encouragé dans une attitude intransigeante qui lui sera dictée par l'amour du gain. Sans aucun rapport avec les travailleuses qu'il ignore, il n'éprouvera jamais pour elles ces louables sentiments de mutuelle estime et de sympathie réciproque que ressentent l'un pour l'autre ceux qui collaborent côte à côte à une même

tâche. Uniquement préoccupé de réduire son coût de production, il fixera arbitrairement la rémunération de la main-d'œuvre. Le travail des femmes auxquelles il confie l'ouvrage sera vite considéré par lui comme une marchandise vulgaire qu'il essaiera de se procurer aux plus bas prix. Et grâce à la passivité de celles qu'il exploite, grâce surtout au marchandeur qui a provoqué cette résignation, l'industriel sera insensiblement conduit à dédaigner toute considération d'humanité pour ne plus songer qu'à son profit et au meilleur moyen de l'augmenter. Or, ce moyen il le possède sous les traits du sous-entrepreneur qu'il paye mal pour les services qu'il lui rend, et qui, distribuant à sa place le travail à accomplir, parvient à détourner sur sa tête toutes les haines dont la plus grande part aurait dû revenir équitablement au patron.

Cette complicité dans la perpétration d'un délit social flétri du nom de sweating-system est un des plus gros griefs que l'on puisse relever contre le tâcheron. M. Georges Michel l'avait bien vu, lorsqu'il écrivait (1) : « On doit considérer comme perturbatrices de la paix sociale toutes les mesures qui tendent à rendre moins fréquents les rapports entre patrons et ouvriers. Le travail n'est pas une marchandise comme une autre, et l'idéal n'est point pour l'ouvrier de vendre cette marchandise à un patron pour ainsi dire impersonnel. »

1. *De l'Organisation du travail à domicile (Economiste français, 29 nov. 1890, 2^e semestre, p. 679).*

C'est pourtant à la réalisation de ce triste idéal que nous conduit la pratique du marchandage. Diviser les ouvrières pour mieux permettre à son arbitraire comme à celui du patron de régner dans la fixation des salaires, telle paraît bien être la maxime dont le marchandeur s'inspire. Aidant à diminuer les prix de façon, il ne se contente pas de remplir un rôle déjà suffisamment néfaste aux ouvrières : il réussit encore à prélever le tiers ou la moitié des sommes qu'on leur alloue avec une parcimonie si grande, et jamais réprobation ne fut plus justifiée que celle qu'unaniment il encourt.

Les divergences de vues que nous signalions dans les appréciations portées sur le marchandeur sont, en effet, plus apparentes que réelles. Abstraction faites des nuances inévitables avec lesquelles chaque auteur définit, selon son sentiment personnel, la culpabilité du sous-entrepreneur de main-d'œuvre et lui attribue des limites plus ou moins étendues, chacun s'accorde, en général, à reconnaître que le tâcheron a sa bonne part dans l'avilissement des salaires. « C'est un instrument de l'oppression », déclare Mme Sydney-Webb. « Il exploite souvent », avoue M. l'abbé Mény. Fervent défenseur du marchandage dans l'industrie du bâtiment, M. Brodu ne se sent point aussi assuré lorsqu'il s'agit de vanter ses bienfaits dans l'industrie à domicile salariée. M. Boyaval lui-même ne parlant que d'« exagération » dans les critiques qui furent adressées au marchandeur, semble bien confesser qu'il y a quelque

vérité dans les accusations dont il est l'objet.

Mais, à côté de ces aveux souvent déguisés, émanant d'adversaires du sweating-System qui prirent la défense du tâcheron quelquefois avec plus de courage que d'à-propos, nous possédons tout un ensemble d'opinions concordantes, corroborées par d'incontestables documents, qui nous autorisent à penser que le marchandeur, pour remplir un rôle secondaire dans l'exploitation des travailleuses en chambre, n'en mérite pas moins son surnom imagé de « sweater » et sa fâcheuse réputation. Et comme nous eûmes déjà l'occasion de passer en revue les théories de ceux qui attribuent toute son importance à la sous-entreprise, qu'il nous suffise ici de leur donner l'appui de quelques chiffres dont l'éloquence nous dispensera de longs développements et dont la sécheresse implacable aura plus de force que le meilleur des arguments.

Mme la baronne Brincard (1), dans un tableau comparatif des prix de façon que payent certaines œuvres d'Assistance par le travail, les entrepreneuses et l'Assistance publique, nous apprend que la douzaine de torchons, qui rapporte à l'ouvrière de 0 fr. 60 à 1 franc, lorsqu'elle reçoit une commande des œuvres d'Assistance, ne lui laisse que 0 fr. 10 lorsqu'elle travaille pour une entrepreneuse. Une douzaine de serviettes, payée de 0 fr. 90 à 1 fr. 20 par les premières, est payée 0 fr. 35 par la seconde.

1. *Bulletin de la ligue sociale d'acheteurs*, 2^e trimestre 1905.

La façon d'une paire de draps est évaluée à 1 fr. 50 par les œuvres d'Assistance, à 0 fr. 50 par l'Assistance publique et à 0 fr. 20 par l'entrepreneuse. Certes, ce parallèle ne nous dit point combien les intermédiaires prélèvent exactement sur les salaires des ouvrières, mais les différences notables qui existent entre les prix payés par certaines œuvres et ceux payés par les marchands, toutes indications dont l'enquêteuse a vérifié la justesse à l'aide du livre d'une entrepreneuse tombé entre ses mains, nous forcent à conclure que les sommes allouées par le patron pour la confection de ces travaux ont été réduites d'au moins trente cinq pour cent par l'intervention du marchand.

Beaucoup plus explicites, en ce qu'ils nous permettent d'évaluer à la fois les bénéfices du tâcheron et de l'industriel, sont les chiffres fournis par M. Delpron de Vissec (1). C'est ainsi que nous remarquons qu'un peignoir de pilou, vendu 4 fr. 90, est payé 1 fr. 05 à l'entrepreneuse, et par celle-ci 0 fr. 30 à l'ouvrière qui doit passer plus de deux heures pour le finir. Un peignoir de percale mis en vente à 9 fr. 90 rapporte 1 fr. 75 à l'entrepreneuse et 0 fr. 45 seulement à l'ouvrière qui doit employer deux heures pour le faire. Un peignoir de laine vendu 19 fr. 95 est payé 2 fr. 25 à l'entrepreneuse qui ne donne que 0 fr. 60 à l'ouvrière pour un travail qui l'absorbera plus de quatre heures. Enfin, un manteau affiché

1. Musée social, *Mémoires et Documents*, 1908, p. 81.

49 francs par le grand magasin et dont la confection aura demandé près de deux jours à la couturière en chambre ne lui aura été payé que 2 francs par une entrepreneuse qui avait cependant reçu 7 francs du chef d'industrie.

Il est douloureux de penser que ces prix de façon dont la modicité surprend et révolte n'ont point été choisis sur les livres de commerçants et d'entrepreneurs qui constituent une exception.

Il n'y a rien que de courant et d'ordinaire dans les chiffres que nous rapportons, et il serait malheureusement trop aisé d'en fournir beaucoup d'autres semblables à ceux que nous avons cités. Combien de fois les malheureuses qui travaillent pour un entrepreneur, distributeur d'ouvrage d'un magasin de nouveautés, ont-elles montré aux enquêteurs officiels ou privés que les prix indiqués au catalogue étaient dix et vingt fois plus élevés que ceux qu'elles recevaient du marchand. Or, lorsqu'on connaît le pourcentage des bénéfices de ces grandes maisons, il n'y a rien d'audacieux à penser qu'elles n'hésitent pas, en considération des économies que le tâcheron leur permet de réaliser, à lui donner pour un travail quelconque deux et trois fois plus qu'il ne donne lui-même, en définitive, à l'ouvrière.

On s'étonne après cela qu'on se soit efforcé de prouver l'utilité, sinon l'innocuité du marchandage dans l'industrie à domicile salariée. Et pourtant, l'on n'a pas craint d'affirmer que « leur rémunération est faible par rapport à leurs charges

et à leur responsabilité » (1). Nous ne reviendrons pas sur ces théories, pour le moins paradoxales, que nous croyons avoir suffisamment réfutées en leur temps. Nous savons, en effet, ce qu'il faut penser de cette responsabilité prétendue dont l'ouvrière est seule à faire les frais. Car, de l'aveu même des patrons, c'est cette dernière qui supporte exclusivement le poids de ses malfaçons. La sévérité intrinsèque avec laquelle le marchandeur procède à la réception de l'ouvrage et les prétextes plus ou moins futiles qu'il trouve pour diminuer encore la faible rétribution qu'il accorde n'en sont-ils pas un suffisant indice ? Prétendrait-on, par contre, que le travail est mieux distribué et mieux préparé lorsqu'on s'en remet de ce soin à un intermédiaire ? Sans nier que le marchandeur fasse parfois œuvre utile en travaillant lui-même avec ses ouvrières, nous nous refusons à comprendre pourquoi, à besogne égale, l'un gagne le double des autres. Peut-être essaiera-t-on d'avancer qu'en répartissant aux travailleuses les objets à confectionner, il leur évite la perte de temps qu'elles eussent inévitablement subie en allant chercher directement l'ouvrage chez le patron, mais nous verrons bientôt ce qu'on doit penser de cette supériorité supposée en faisant la somme des heures passées en courses incessantes et en stationnements prolongés chez l'entrepreneur.

Une à une, donc, toutes les raisons communément

1. Boyaval. Thèse Nancy, 1910.

invoquées en faveur du tâcheron disparaissent devant une étude impartiale et attentive. Incomparable instrument d'exploitation entre les mains d'un chef d'entreprise, son rôle dans l'avilissement des salaires ne saurait être sensément contesté. Ses inconvénients sont multiples, et ses avantages n'existent que pour le commerçant qui l'emploie. Sa condition modeste ne doit pas nous faire illusion sur l'influence aussi certaine que funeste qu'il exerce sur la production en chambre. S'il n'est pas la cause même du sweating-system, du moins est-il impossible de ne pas voir en lui une indéniable aggravation de ce fléau. Les considérations théoriques que nous avons développées jusqu'ici n'auraient-elles point suffi à nous en convaincre, qu'il nous faudrait pourtant le reconnaître en présence des faits que nous nous proposons maintenant de rapporter.

CHAPITRE TROISIÈME

Entreprise, sous-entreprise ou exploitation

Par un curieux phénomène psychologique, les critiques les plus justifiées, dès qu'elles prennent une forme particulièrement vive et pressante, ont pour effet indirect de susciter des défenseurs à celui qui les a méritées. Au delà d'un certain point, les attaques, quelque fondées qu'elles puissent être, sont assez facilement assimilées à du parti pris, et encouragent alors bien des gens à témoigner un peu de sympathie à la personne qu'ils considèrent comme victime d'une injustice, voire même d'une calomnie.

Les adversaires du marchandeur ont depuis longtemps constaté l'existence de cette loi décevante. Pour avoir dénoncé avec trop de véhémence les abus dont se rend coupable le tâcheron, ils contribuèrent à le poser en victime aux yeux de ceux qui ne voulaient pas croire à la réalité des pratiques lamentables qu'on leur signalait.

Car cet inutile intermédiaire jouit, très à tort, d'une demi-considération à laquelle il n'a aucun droit. Apparenté de très près aux ouvrières qu'il exploite, il a rejailli sur lui un peu de l'intérêt,

sinon de la pitié, ressentis pour les travailleurs en chambre. Une lente réaction se dessine qui l'innocentera bientôt complètement pour en faire un agent inconscient au service d'une force elle-même irréfléchie : la vie économique actuelle.

La concurrence, le triomphe de l'article « bon marché », tels seraient les seuls auteurs responsables de la misère des femmes qui tirent l'aiguille plus de douze heures par jour. On voit sans peine le danger de ce raisonnement s'il parvenait à l'imposer. Ainsi qualifiées de fatalités inéluctables, les maux du sweating-system seraient seulement déplorés et jamais combattus.

On en viendrait tôt ou tard à se consoler par des formules et l'on oublierait de chercher des remèdes efficaces à une situation dont la persistance est l'affaire de tous les honnêtes gens.

Mieux vaut, croyons-nous, tout en se gardant des idées préconçues et en évitant le dogmatisme intran-sigeant et les généralisations hâtives, faire remonter à des êtres en chair et en os la source des excès qui nous sont connus.

Si la raison ne nous avait pas dicté cette conduite, les exemples que nous allons citer n'eussent point manqué de nous la faire observer. Une même conclusion se dégage, en effet, de la masse importante des documents relatifs au marchandage : la prépondérance de jour en jour plus grande prise par le sous-entrepreneur de main-d'œuvre dans l'industrie à domicile salariée. Sans doute, cette constatation

ne suffirait pas à elle seule pour trouver *a priori* un lien entre l'avilissement des salaires et la présence du tâcheron, si l'on ne possédait de preuves irrécusables de la relation existant entre cette situation malheureuse et l'intervention du marchandeur. C'est à ces preuves qu'il importe avant tout de s'attacher pour donner aux idées que nous avons défendues toute leur consécration, et pour mieux montrer aux défenseurs plus ou moins convaincus du tâcheron la voie imprudente dans laquelle ils se sont engagés.

Rien ne doit mieux nous permettre de parvenir à ce résultat désirable que d'étudier, dans deux sections séparées, la physionomie générale du marchandage et l'exakte étendue d'un mal dont il faut espérer une fin prochaine.

SECTION PREMIÈRE

Physionomie générale du marchandage dans l'industrie à domicile

Le mode de production qui consiste pour un industriel à se décharger sur le marchandeur du soin de recruter des ouvrières et de leur distribuer le travail à accomplir, ne présente pas toujours une netteté de lignes suffisante pour qu'il soit possible d'en donner tous les caractères spécifiques à l'aide d'une simple formule ou d'une brève définition. La meilleure façon de préciser la nature du marchan-

dage eût été, sans doute, de s'attacher à dépeindre le marchandeur. Or, ce personnage est loin d'avoir partout la même apparence et les mêmes traits accusés. Tour à tour qualifié d'entrepreneur, de sous-entrepreneur, d'intermédiaire ou de tâcheron, il semble qu'on ait voulu montrer le peu d'unité de sa fonction pour la diversité des noms qu'on lui applique. Le terme générique d'intermédiaire lui conviendrait assez s'il n'avait lui-même le défaut d'être trop large et de s'appliquer avec une égale justesse au fabricant ou au grand magasin qui recourent à ses services. Toute autre classification, pour être moins compréhensive, risquerait, étant donné le domaine de l'activité du marchandeur, de se trouver trop étroite. Aussi croyons-nous préférable de renoncer à enfermer dans le cadre forcément rigide d'une phrase lapidaire les pratiques par lesquelles le tâcheron s'est acquis la fâcheuse renommée que l'on sait.

Toutefois, s'il est malaisé de définir avec précision tous les agissements du marchandeur, on n'éprouve aucune difficulté pour mettre en lumière une de ses plus grandes particularités : les prélèvements qu'il opère lui-même sur les salaires des travailleuses et qui lui tiennent lieu de rétribution. C'est là, sans conteste, la marque caractéristique du marchandage, celle qu'on évoque aussitôt lorsqu'on prononce ce terme aujourd'hui synonyme d'exploitation. C'est à ce procédé critiquable que nous pourrions identifier l'entrepreneur, quelles que soient la dénomination

qu'on lui réserve et la forme qu'il peut affecter.

Une étude attentive de tous les documents officiels ou privés publiés sur le sweating-system en général et sur l'intermédiaire en particulier permet de ramener à trois types, dont deux fréquents et un accidentel les divers aspects du tâcheron. Tour à tour, entrepreneur, sous-entrepreneur ou dépositaire pour le compte d'un fabricant, le marchandeur dissimule sous des dehors variés une même manière d'être.

Tantôt il apparaît comme un chef d'entreprise assimilable par quelques côtés à l'industriel qui l'emploie. Il possède un atelier, des machines ; il fournit aux ouvrières certains accessoires ; il a des frais, quelques risques et d'assez gros profits : ce n'est plus un salarié et c'est presque un petit patron. La seule différence qu'on puisse relever entre lui et ce dernier consiste dans ce fait qu'il spéculé exclusivement sur le prix de la main-d'œuvre et jamais sur le coût des matières premières qu'il a pour mission de faire transformer en objets manufacturés. On le désigne alors sous le nom d'entrepreneur, bien que ce terme eût dû être réservé à celui qui lui confie la distribution de l'ouvrage. Mais, outre que le mot ne fasse plus naître d'équivoque tant il est couramment employé avec cette acception spéciale, il est permis de lui trouver une certaine justesse en l'occurrence où il s'agit de quelqu'un qui entreprend un travail pour le compte d'un industriel déterminé.

Quelquefois le marchandeur est un intermédiaire

à la deuxième puissance, greffé non plus directement sur la rétribution allouée par le patron mais sur les prix de façon déjà considérablement réduits donnés par un tâcheron pour la confection d'un ouvrage. Véritable sous-entrepreneur qui obtient d'un important marchandeur la rétrocession de tout ou partie du travail qui lui est confié, il contribue à déprimer énormément les salaires des ouvrières en chambre. Cette cascade de marchandeurs dont les conséquences sont si funestes pour les malheureuses qui travaillent à domicile ne se rencontre, à vrai dire, qu'assez rarement. La condition misérable des quelques sous-entrepreneuses dont les enquêtes récentes ont pu constater l'existence prouve que la marge de profit, absorbée presque entièrement par l'entrepreneur, est trop minime pour permettre à une nouvelle catégorie d'intermédiaires de s'interposer entre les industriels et les femmes employées à la production.

Souvent aussi le marchandeur se présente avec les dehors beaucoup moins définis d'un dépositaire ayant pour mission d'entreposer les objets à confectionner, de les répartir entre les ouvrières et de les centraliser entre ses mains lorsqu'ils sont prêts à être vendus.

Très fréquent dans l'industrie de la lingerie, il n'apparaît que dans les campagnes où la dissémination des travailleuses lui assigne un rôle important. Engagé par un fabricant, un magasin de nouveautés ou même par un entrepreneur, la rémunéra-

tion qu'il reçoit ne lui est pas toujours directement fournie par son employeur, et on éprouve de sérieuses difficultés à le ranger résolument dans la classe des salariés ordinaires ou dans celle des tâcherons. Parfois, en effet, il est payé par le patron soit à la journée, soit aux pièces, au moyen d'une prime proportionnelle aux quantités produites. Parfois encore, lorsqu'il travaille pour son compte, il ne reçoit aucun salaire spécial et se voit seulement favorisé par l'industriel qui lui évite tout chômage en le fournissant de commandes en toute saison. Véritable gérant d'un dépôt qui sert de prolongement au chef d'entreprise, d'une part, simple ouvrière qui distribue à quelques voisins les paquets de chemises qui lui sont envoyés, de l'autre, le depositaire semblerait de prime abord ne ressembler en aucune façon à un entrepreneur. Mais si l'on considère que la fonction essentielle de ces deux intermédiaires est le recrutement des ouvrières auxquelles ils ont pour mission de distribuer l'ouvrage donné par le fabricant, on s'aperçoit que la différence entre eux n'est bien souvent que dans les mots. D'ailleurs la ressemblance s'affirme et l'assimilation se complète lorsqu'on voit que fréquemment les depositaires sont chargés de régler les ouvrières qu'ils embauchent et de se payer sur les prix de façon. Qu'ils se fassent concurrence entre eux pour attirer au patron qu'ils représentent la plupart des travailleuses de la campagne dans laquelle ils sont installés, et qu'en conséquence leurs prélèvements sur les salaires soient

moins élevés que ceux de véritables entrepreneurs, il n'en reste pas moins qu'ils se confondent bien souvent avec d'authentiques marchandeurs.

Au demeurant, la qualité de tâcheron n'est presque jamais rencontrée à l'état isolé et distinct chez ceux qui se livrent à la pratique du marchandage. A part peut-être quelques grands entrepreneurs dont les bénéfices sont tels qu'ils les dispensent de chercher ailleurs un supplément de ressources, bon nombre de marchandeurs cherchent dans l'exercice d'une autre profession un accroissement à leurs profits. La modicité des prix payés par le patron ne leur permettant pas, en dépit des sérieux prélèvements qu'ils opèrent, de gagner suffisamment à leur gré, force leur est bien de ne demander à l'entreprise qu'un appoint aux sommes que leur procure un petit métier lucratif.

C'est ainsi que dans les campagnes la plupart des marchandeurs sont commerçants. Tantôt épiciers, merciers, marchands de nouveautés, tantôt représentants d'une marque de machines à coudre, ils trouvent dans les ouvrières auxquelles ils distribuent des pièces de lingerie à confectionner une clientèle aussi nombreuse que peu exigeante. La pauvreté, l'isolement et, partant, la faiblesse de celles qu'ils exploitent, devaient inciter ces boutiquiers à inaugurer le système des paiements en nature. Les constatations faites par les enquêteurs officiels montrent qu'ils n'y ont pas manqué. Bon nombre de marchandeurs refusent systématiquement de donner des

salaires en espèces et contraignent les travailleuses à choisir, parmi les denrées ou les objets qu'ils vendent, quelque chose qui doit leur tenir lieu de rémunération. On conçoit sans peine qu'ils ne manquent pas alors d'évaluer très au-dessus de leur valeur les différents articles qui leur servent ainsi du plus économique instrument d'échange. Parfois, l'entrepreneur, plus scrupuleux ou en présence d'ouvrières moins timides, se contente d'imposer aux femmes qu'il emploie l'achat d'une certaine quantité de denrées alimentaires ou de quelques colifichets. Parfois encore, le tâcheron ne paye jamais l'intégralité des salaires, afin de rester débiteur d'un reliquat qui engagera les travailleuses à venir s'approvisionner chez lui pour une somme égale à celle qui leur reste due.

Les procédés qualifiés à l'aide desquels certains entrepreneurs se procurent du travail à bon marché ne manquent donc pas, comme on voit, d'une certaine variété. Encore n'avons-nous rapporté ici que quelques exemples. En attendant qu'il nous soit donné d'en citer beaucoup d'autres semblables, non seulement en France mais à l'étranger, constatons toute l'étendue d'un mal auquel on n'a pas jusqu'à présent trouvé de remède. Car il serait ridicule de penser que l'ouvrière a la liberté de se soustraire à cette exploitation en quittant le marchandeur qui la rétribue de cette manière. Sous la pression de la nécessité, de la concurrence et de la misère, elle n'est libre qu'en théorie..

Un des traits les plus caractéristiques, en même temps que les plus douloureux du marchandage, est qu'il porte en lui-même le germe de l'excès dont il est sorti : l'exploitation. Par la force même des choses, l'entreprise engendre l'entreprise, et la femme qui travaille pour le compte du marchandeur s'efforcera d'employer à son tour quelques malheureuses auxquelles elle distribuera une partie de l'ouvrage qu'elle a reçu. Dans l'impossibilité de vivre avec le gain infime qu'on lui donne, l'ouvrière cherchera à produire beaucoup pour suppléer par la quantité du travail accompli à la médiocrité des bénéfices qu'elle réalise. Mais, comme elle ne peut espérer allonger une journée de labeur qui dépasse déjà la limite de ses forces, elle s'adjoindra des collaboratrices qu'elle payera un peu moins qu'on ne la paye elle-même, espérant, avec la différence, surmonter les difficultés dans lesquelles elle se débat.

L'expérience aura tôt fait de lui prouver la fausseté de son calcul et l'inanité de son espoir. Elle aura contribué seulement à créer un peu plus de misère et de souffrance sans pour cela parvenir à diminuer celles qu'elle endure.

Mais à côté des femmes qui se livrent par calcul intéressé à la pratique du marchandage, il y a la masse de celles qui sont obligées de prendre au magasin plus d'ouvrage qu'elles n'en peuvent exécuter seules. Certaines maisons refusent, en effet, de distribuer individuellement aux ouvrières les vêtements ou les pièces de lingerie qu'il s'agit de tra-

vailler, préférant donner en bloc à quelques personnes de leur choix plusieurs douzaines de chemises qu'il leur faudra répartir ensuite comme elles l'entendront. Ainsi naitra, par la volonté même du patron, l'entreprise et la sous-entreprise dont les conséquences seront si funestes aux ouvrières.

Peut-être même faut-il voir dans cette habitude des chefs d'industrie la cause de l'apparition du marchandeur. M. Cotelle le croit fermement (1), lorsqu'il nous rapporte que le tâcheron anglais eut pour origine les exigences de certains patrons tailleurs qui imposaient à leurs ouvrières en chambre le versement d'un cautionnement pour répondre du gaspillage des étoffes qu'ils leur confiaient. Ces garanties de solvabilité devaient avoir pour effet de concentrer tout l'ouvrage entre quelques mains moins misérables que d'autres et de créer au profit de certains fortunés un privilège dont ils n'allaient pas oublier de tirer parti. Devenus de la sorte des intermédiaires forcés entre les gros fabricants et la majorité des travailleurs, ces petits marchands tailleurs ne pouvaient que faire chèrement payer leur intervention. L'histoire du sweating-system nous apprend qu'ils ne s'en firent point faute.

Toutefois ces exemples ne sauraient être interprétés comme un indice de la culpabilité exclusive du patron dans ce domaine. Quelque grande que soit ici sa responsabilité, il serait injuste et inexact

1. Thèse Angers, 1902, p. 48.

de conclure que le marchandeur fut toujours amené par la seule exigence d'un industriel à pressurer les ouvrières. Il en est de l'entreprise comme de la criminalité : on est souvent conduit vers son seuil par un concours de circonstances imprévues et par la fatalité, mais très ordinairement on n'y entre que par sa seule volonté. Ce serait donc étendre à beaucoup de tâcherons le bénéfice d'une considération qu'ils ne méritent pas, que d'en faire les outils inconscients de l'intransigeance patronale. Si quelques-uns n'ont point été entièrement maîtres de ne pas s'adonner à des pratiques dont ils avaient eux-mêmes commencé par pâtir, il n'en reste pas moins que la plupart d'entre eux ont embrassé librement et sans contrainte une profession dont ils escomptaient de sérieux profits. Rien ne saurait mieux le prouver que de voir la diversité des métiers exercés accessoirement par bon nombre de ces intermédiaires. Car on trouve parmi les marchandeurs des épiciers, des merciers, et même, comme nous l'apprend M. Doublot (1), des cochers et des pharmaciens. Ce sont là, sans conteste, des occupations qui n'ont que d'assez lointains rapports avec l'industrie des vêtements et de la lingerie, et qui ne laissent guère à ceux qui s'y adonnent l'excuse de prétendre que l'exploitation dont ils furent victimes dans ces deux branches de production les a seule poussés à se faire entrepreneurs.

1. Thèse Paris, 1899.

Ainsi, le secret de la réussite pour un marchand n'est point d'organiser, de prévoir, de calculer, de faire montre de connaissances techniques : il est seulement de découvrir les femmes les plus pauvres pour les faire travailler aux plus bas prix. Nous savons que certains tâcherons sont parvenus, en l'occurrence, à un degré de perfection qui sera difficilement dépassé.

Comme le patronat vers lequel il s'achemine, le marchandage comporte des nuances et des variétés. Le marchandeur ne constitue pas un type invariable dont il suffise de tracer un portrait rapide partout où l'on risquera de le rencontrer. Sa physionomie générale n'a point une telle simplicité de contours qu'on doive se contenter de la décrire par ses grandes lignes et à l'aide de quelques brèves formules.

Toutefois, il semble bien qu'on puisse ranger les tâcherons de l'industrie à domicile salariée dans deux grandes catégories qui permettent d'embrasser, à l'aide d'une division commode, tous les aspects du marchandeur.

Les enquêtes officielles nous présentent, en effet, deux sortes d'intermédiaires également odieux aux travailleurs : l'entrepreneur ouvrier qui vit au milieu de ceux qu'il exploite, accomplissant sa part de la tâche commune, et l'entrepreneur commercial, simple distributeur d'ouvrage dont le rôle se borne à répartir les objets de lingerie ou les vêtements qu'il reçoit d'un patron, en prélevant pour ce motif une lourde dime sur les prix de façon.

Il est assez naturel qu'on ressente tout d'abord pour le premier de ces intermédiaires une antipathie moins marquée que pour le second. Sa condition plus modeste qui le confond parfois avec ses ouvrières fait rejaillir sur lui un peu de l'intérêt qu'on éprouve pour celles-ci. Gardons-nous cependant de céder à un sentiment de compassion que seule notre ignorance a fait naître, et interrogeons les femmes qui travaillent sous les ordres directs de ce marchandeur de bon aloi. Elles nous diront qu'il n'y a point d'entrepreneur plus intraitable et plus exigeant. Sans ménagement pour soi dans l'accablante besogne qu'il s'impose, il se croit autorisé à se montrer impitoyable pour ceux qui peinent autour de lui. Honteusement exploité pour son compte, il ne rougira point de rendre avec usure à d'autres ce qu'il a coutume d'endurer de la part d'un patron peu scrupuleux. Les Anglais en firent le symbole du sweating system en l'immortalisant sous la forme d'une hideuse araignée. Nous verrons bientôt que c'est avec juste raison.

Plus fréquent, moins acharné au travail, mais aussi nuisible est l'entrepreneur dont la fonction se limite à servir de lien entre les ouvrières et le fabricant auquel il évite les frais généraux inhérents à la production en atelier ou à la répartition directe de l'ouvrage. Cet intermédiaire est, le plus souvent, un individu isolé qui, avec quelques relations, de faibles aptitudes et un petit capital, poursuit la fortune qui lui sourit quelquefois. Mais ce pourrait être tout aussi bien un groupement, une association, une

collectivité recevant des commandes d'un industriel déterminé et se chargeant d'utiliser leurs membres à les exécuter.

Divers établissements travaillent, en effet, tantôt à leur compte, tantôt comme entrepreneurs : tels les prisons, les œuvres d'assistance, les couvents et les ouvriers. Ces faits d'entreprise collective, pour n'avoir pas été jusqu'ici étudiés avec le même soin que le marchandage individuel n'en méritent cependant pas moins quelque attention.

Les conditions favorables dans lesquelles se trouvent ordinairement, pour produire à très bon marché, ces tâcherons d'une espèce particulière, le peu d'exigence de ceux qu'ils emploient et leur fréquent désintéressement, sont une des causes les plus certaines de la baisse constante des prix dont souffrent les travailleuses en chambre. S'ils ont le réel avantage de donner à leurs ouvrières la presque intégralité des sommes qu'ils reçoivent et s'ils se contentent de bénéfices insignifiants, il n'en est pas moins vrai qu'ils contribuent à déprécier énormément le taux courant des salaires et qu'ils aident, à leur insu, à l'exploitation des femmes qui travaillent pour d'autres marchands.

Mais cet exemple ne doit pas seulement servir à nous montrer la variété des formes prises par l'intermédiaire dont nous parlons, il nous permet encore de voir que l'entreprise ne suppose pas forcément le travail à domicile et l'éparpillement des travailleuses. A vrai dire, cette dispersion des victimes du swea-

ting-system est la règle, et c'est à cette règle malheureuse qu'on doit faire remonter l'origine de leur faiblesse et de leur impuissance devant les prétentions excessives des marchandeurs et des patrons. Toutefois, il n'est point sans intérêt de constater que ce principe comporte d'assez nombreuses exceptions, et que les ouvrières sont parfois réunies sous les ordres d'une entrepreneuse dans de petits ateliers où l'existence n'est pas pour elles moins douloureuse que dans la mansarde exigüe qu'elles habitent. Peut-être même ne trouvent-elles pas, dans le voisinage immédiat du marchandeur, cette ombre d'indépendance et ce faux semblant de liberté qu'elles croient avoir à tirer l'aiguille chez elles dans leur misérable réduit. Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, des inconvénients pour l'ouvrière de la vie en perpétuel contact avec le tâcheron, il doit nous suffire ici de constater la fréquence d'une telle situation pour nous dissuader de faire une assimilation trop étroite entre le travail en chambre et le marchandage. Ce mode déterminé de production a une caractéristique autrement accentuée et essentielle : l'exploitation. Nous ne tarderons pas à nous en assurer.

Avant qu'il nous soit donné d'illustrer de quelques exemples ces considérations générales sur le marchandeur, il convient d'examiner la condition juridique du tâcheron comparativement à celle des femmes qu'il fait travailler. La loi s'est-elle occupée de déterminer les droits des ouvrières et les charges du marchandeur ?

L'article 2.271, alinéa 3, du Code civil nous déclare, en effet, que l'action des ouvriers et gens de travail pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires se prescrit par six mois. Le législateur de 1915, trouvant encore ce laps de temps trop long à son gré, a fixé le délai à quinze jours, tout en consentant néanmoins à replacer les travailleurs en chambre sous l'empire de l'article 2.271 lorsqu'est intervenu un jugement des comités de salaires fixant la rétribution à un chiffre déterminé.

C'est alors qu'apparaît une inégalité choquante entre le marchandeur et ses ouvrières. L'absence de toute disposition le concernant au titre de la prescription allait avoir pour effet d'allonger exagérément la durée de l'action qu'il possède contre le chef d'entreprise pour le versement des sommes que celui-ci lui doit. Comme il ne saurait être confondu avec un « marchand », la prescription annale de l'article 2.272, alinéa 5 *in fine*, ne lui est pas applicable. Or, d'après la jurisprudence, celle de l'article 2.271, alinéa 3, ne le concerne pas davantage, car on ne peut vouloir assimiler l'entrepreneur à un ouvrier (Cass., 4 juin 1889. D. 89. 1. 344; S. 89. 1. 415; Cass., 7 janv. 1887. D. 87. 1. 333; S. 87. 1. 268). Il s'ensuit donc qu'il retombe sous l'empire de l'article 2.262 et reste soumis à la prescription de trente ans.

On voit de quelle importance pratique peut être pour l'intermédiaire une jurisprudence qui ne dégage le patron de ses obligations envers lui qu'au bout de trente ans, alors qu'il est libéré des siennes envers

les ouvrières après quinze jours ou six mois.

Les textes, anciens et récents, aboutissent donc expressément ou implicitement à établir une différence injustifiable, relativement à leur condition juridique réciproque, entre tâcherons et ouvriers. Alors que ceux-ci eussent mérité législativement une considération et une attention plus grandes que ceux-là, nous avons remarqué qu'ils ne pouvaient prétendre aux mêmes avantages que les marchandeurs. Logiquement cette différence inexplicable déroute. Elle étonne et indigné lorsqu'on compare la situation de fait du tâcheron et des femmes qui travaillent à domicile. C'est à cette comparaison que sera consacrée la section qui va suivre.

SECTION DEUXIÈME

Etendue du mal

Quelque rigoureuse et serrée qu'ait pu être notre discussion sur les dangers et les excès du marchandage, il aurait manqué à notre raisonnement la force nécessaire pour lever les doutes, réfuter les objections et convaincre si nous n'avions pu l'appuyer sur des faits indéniables et l'étayer solidement sur des exemples.

Le bonheur a voulu, bonheur relatif dans ces matières où il s'agit uniquement de s'appesantir sur les souffrance du sweating-system, que nous possédions tout un ensemble de documents irréfutables

réunis sur la question par des enquêteurs officiels ou privés. Contesterait-on les déclarations de ceux-ci qu'il serait malaisé de suspecter l'exactitude des narrations de ceux-là, laconique énumération de questionnaires remplis tour à tour par des patrons, des ouvrières et des marchandeurs, véritable et fidèle miroir d'une des plus hideuses verrues des temps contemporains.

Aussi, pour ne pas nous prononcer sur des comptes-rendus qui n'auraient point, à nos yeux, une suffisante estampille d'impartialité, nous réserverons notre jugement jusqu'à la lecture des pièces officielles qui apprécieront le rôle du marchandeur, et nous graduerons la qualité des témoignages que nous nous proposons d'entendre, en étudiant, dans deux paragraphes distincts, les rapports privés et officiels qui furent publiés sur le tâcheron tant en France qu'à l'étranger.

§ 1. — *Les enquêtes privées.*

Depuis plus de trente ans que le sweating-system et le marchandeur sont à l'ordre du jour, nombreuses sont les personnes qui eurent à cœur de se convaincre de la réalité des maux dont on leur parlait.

Economistes et philanthropes s'instruisirent des choses de l'industrie à domicile, et demeurèrent affligés de l'étendue d'un fléau qu'ils n'auraient point soupçonné aussi terrible et douloureux qu'il lui apparaissait. Généreusement, ils s'adonnèrent à la lutte contre les causes d'exploitation des travailleuses, et

c'est à leurs louables efforts que nous devons le vote de la loi de 1915, rassurant prélude de la disparition chez nos législateurs d'une fâcheuse apathie et d'une coupable indifférence.

Il est donc juste de réserver, en commençant, quelque attention aux récits de ces promoteurs d'une réforme nécessaire dont les victimes du marchandage ressentiront tôt ou tard les bienfaisants effets.

Un saisissant article de M. du Maroussem sur le sweating-system dans l'industrie du meuble (1) nous initie aux pratiques de certains intermédiaires qui, pour ne point être communément désignés sous le nom d'entrepreneurs ou de tâcherons, ne laissent point cependant que d'employer des procédés encore plus odieux que ces derniers. Ce sont là, sans conteste, de véritables « sweaters », dans la plus stricte acception de ce mot imagé, et dont la coupable industrie s'exerce au détriment des petits fabricants du faubourg Saint-Antoine.

Marchandeurs d'une espèce particulière, puisqu'ils ne distribuent aucun ouvrage aux ouvriers et qu'ils ne participent jamais à leur travail, ils servent seulement d'intermédiaires entre les grandes maisons de vente et les producteurs.

Lorsqu'un magasin de nouveautés désire, en effet, se procurer des meubles à des conditions très avantageuses, ses représentants ont coutume de s'adres-

1. *Le Système parisien de l'industrie du meuble et le sweating system* (Revue d'économie politique, 1892, p. 569).

ser à un personnage qui a pour fonction de spéculer honteusement sur la misère des ouvriers et des « trôleurs ».

Cet intermédiaire, auprès duquel les entrepreneuses de l'industrie à domicile salariée sont d'une générosité sans égale, est réputé pour son absence de scrupules dans le choix des moyens qu'il emploie pour parvenir à ses fins. « C'est », nous dit M. du Maroussem, « un commissionnaire à qui son système de renseignements organisé de longue date, ses relations personnelles avec les porteurs et les « charabaniers » permettent de faire des livraisons, malgré son profit particulier, à des prix aussi bas que l'acheteur direct, qui peut même, à certains jours, aux jours d'exposition, prêter au grand magasin un stock considérable de derniers modèles, aussitôt retirés et écoulés à ses risques et périls ». Au prix de quels inconvénients pour l'ouvrier sont achetés ces incontestables avantages pour le grand magasin, nous le voyons bientôt quand nous lisons : « Ce commissionnaire s'adresse au petit patron et lui « accorde » des commandes. Si la spécialité de ce dernier porte une marque spéciale, défense lui est faite d'exposer en son nom et de vendre à qui que ce soit. Dès lors, le petit patron et ses ouvriers sont les esclaves de ce client unique et formidable. Puis, quand le fabricant en chambre s'est engagé dans un achat de matières premières en vue d'une surproduction, on l'abandonne inopinément sous le prétexte d'avantages exceptionnels consentis par un concur-

rient, et l'on achète le stock au premier prix offert, bien au-dessous du prix de revient. »

Mais c'est surtout dans la trôle, dans la vente publique faite par le petit patron du produit de son travail, que le marchandeur dont il s'agit trouvait autrefois son meilleur profit. Nulle part ailleurs ne s'exerçaient mieux ses qualités spéciales qui le faisaient rechercher par les maisons fameuses tenues à un certain décòrum et répugnant à employer elles-mêmes des moyens aussi habiles que malhonnêtes pour acheter des meubles aux meilleures conditions. « Par les conciliabules de la foire du samedi, les retards et l'achat à la tombée de la nuit », écrivait M. du Maroussem, « ces commissionnaires abaissent jusqu'à l'anéantir l'idée de la valeur dans le cerveau d'un ouvrier qui a besoin d'argent pour le dimanche et qui souvent est ivre d'un vin qu'il n'a pas payé. Durant des semaines, des années, les mêmes petits patrons revendront les mêmes meubles aux mêmes prix dérisoires, parce que certaines fournitures n'ont pas été soldées, parce que l'Assistance publique, grâce à ses secours, vient rendre les concessions encore plus faciles et les marchés encore plus onéreux. »

S'étonnerait-on après cela du pourcentage énorme des bénéfices réalisés par certains commerçants dans la vente des meubles fabriqués par des ouvriers qui travaillent à domicile ? L'enquête sur la situation des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture dirigée par le Parlement français nous apprend qu'un

buffet Henri II vendu 1.720 francs par une maison connue du « faubourg » lui revient à 660 francs, dont 330 francs de matières premières et 270 francs de prix de façon versé à l'ébéniste. Or, sur un profit net de 1.120 francs, dont la maison de vente est redevable pour la plus grande part à l'intermédiaire, il y a une marge suffisante pour récompenser le marchandeur de ses précieux services et pour l'engager à persévérer longtemps encore dans la pratique d'une industrie si profitable à lui-même et à ceux qui l'emploient.

Les marchandeurs ont la place qu'ils méritent dans le livre de M. l'abbé Mény sur le travail à bon marché. L'auteur, qui s'est acquis une notoriété justifiée par les patientes recherches qu'il a entreprises sur les causes du sweating-system, ne pouvait point ne pas consigner fidèlement les critiques unanimes que les ouvriers à domicile adressent à l'intermédiaire dans toutes les branches de production. Aussi nous semble-t-il profitable à l'étude que nous poursuivons de reproduire brièvement quelques-unes des plus notables remarques qu'il lui arrive de faire au cours de son ouvrage.

Les commissionnaires en meubles, dont M. du Maroussem nous avait tracé un portrait aussi fidèle que peu flatteur, reparaissent avec la même physionomie et les mêmes caractères aux premières pages du livre qui nous occupe. « On les rencontre le samedi, « lisons-nous », rôdant autour des étalages, attendant la fin de la journée pour obtenir une dimi-

nution plus forte. Pour décider la conclusion du marché, certains vont jusqu'à fait miroiter des pièces d'or aux yeux de ces malheureux qui en ont besoin pour acheter le bois nécessaire au travail du lendemain. Un de ces acheteurs était surtout sec et cassant en débattant les prix. Pour une différence d'un franc, il laissait le meuble pour compte et on l'entendit s'étonner un jour qu'on pût « céder un fauteuil à ce prix. »

Et, en effet, n'est-il point surprenant qu'un petit patron se décide à vendre, selon les chiffres mêmes rapportés par M. l'abbé Mény, 94 francs un buffet Henri II et 120 francs une chambre à coucher de trois pièces en noyer plaqué ? A supposer qu'il lui reste encore quelque bénéfice sur des sommes aussi dérisoires qui représentent à peu près la valeur de la matière première, comment parviendra-t-il à payer ses ouvriers et à éviter une ruine imminente ? Il paraît bien que son habileté professionnelle et ses efforts pour vaincre la mauvaise fortune soient impuissants à le garder de la misère qu'il redoute, lorsqu'on nous apprend que certains marchands de vin du faubourg Saint-Antoine ont pour principal métier de recueillir les trôleurs victimes des intermédiaires et de les contraindre à travailler pour leur compte exclusif en échange du logement et de la nourriture qu'ils leur donnent. D'autres fois cette pratique éhontée des paiements en nature prend une forme plus originale : certains commerçants se faisant une spécialité d'acheter les meubles des trôleurs pour

les revendre avec un sérieux bénéfice, après avoir payé le fabricant en jetons qui n'ont cours que dans leur propre magasin.

Un peu moins connue mais aussi éhontée est l'exploitation dont souffrent les ouvrières travaillant pour le compte des entrepreneurs qui soumissionnent au rabais la confection des équipements militaires. M. l'abbé Mény ne nous donne point le taux des profits réalisés par ces marchandeurs sans conscience, mais s'il ne nous avait point dit qu'ils « s'enrichissent d'une façon extraordinairement rapide », nous n'aurions pourtant eu aucune difficulté à reconstituer l'importance de leurs bénéfices à l'aide de la modicité révoltante des salaires qu'ils allouent. « Une ouvrière travaillant à des pantalons de soldats », écrit l'enquêteur, « doit faire les rabats, coudre les poches, les boutons, les bas de pantalon, les doublures. Elle est payée de 0 fr. 30 à 0 fr. 35. En dix-huit heures de travail, elle peut terminer trois pantalons et gagner 1 fr. 05. Il faut déduire 10 centimes de fil et d'aiguilles.

Si c'est un lot de capotes qu'il lui est confié, sa tâche consistera dans la couture des poches, des bouts de doublure, des passementeries, des boutonnieres, des doublures. Quelque grande que soit son activité, il lui est absolument impossible de faire plus de deux capotes en trois jours. On la paye à raison de 1 fr. 25 par capote. Ses frais à retrancher (achat de charbon pour chauffer le « carreau ») sont de 0 fr. 15 par vêtement. Il lui reste donc, après trente-trois heures

de travail, un gain de 0 fr. 73 par jour, ou encore une recette supérieure à 0 fr. 06 par heure ». Sans doute, l'administration n'est point réputée pour sa générosité dans l'établissement des prix qu'elle propose à ses futurs adjudicataires, mais encore permettrait-elle à ces derniers de payer des salaires de beaucoup supérieurs à ceux que nous venons de rapporter, s'ils se contentaient de bénéfices honnêtes et s'ils ne considéraient point leurs ouvrières comme des machines sans valeur qu'il est inutile de ménager.

Nous retrouvons les mêmes pratiques, les mêmes abus et les mêmes intermédiaires dans la fabrication des chapeaux féminins à bon marché. Là encore, nous assistons à l'intervention du marchandeur, auxiliaire naturel d'un patron sans vergogne, et dont le rôle unique semble être de prélever plus du tiers des prix de façon.

Au demeurant, c'est une curieuse entreprise que celle dont nous parle M. l'abbé Mény, et qui a pour but de fabriquer en grand nombre des chapeaux modestes à l'usage des petites bourses. Une importante société qui s'est assurée la clientèle de marchands spéciaux et les services de quelques intermédiaires, achète en masse les vieilles formes de chapeaux démodées, les remet en état, se procure auprès des modistes tous les déchets de rubans dont celles-ci n'ont que faire, et distribuent le tout à des travailleuses en chambre qui reçoivent 0 fr. 15 par chapeau confectionné, déduction faite du bénéfice de l'entrepreneuse. L'enquêteur évalue à 2 fr. 40 le gain

moyen d'une ouvrière pour une douzaine de ces chapeaux, à 0 fr. 80 celui de l'entrepreneuse pour une même quantité et à 11 fr. 20 le coût de la matière première. Le profit de la société qui revend à des petits commerçants le produit si mal rétribué de l'habileté des modistes à domicile n'a pu être évalué exactement, mais lorsqu'on sait que les mêmes chapeaux sont offerts au public au prix de 43 fr. 20, on s'aperçoit que la différence entre cette somme et celle dépensée par la société, soit 14 fr. 40, permet à cette dernière de s'avantager comme il convient.

Cet exemple, où nous pouvons apprécier comparativement les bénéfices du marchandeur, de l'ouvrière et du patron, nous permet de constater la réalité des critiques que l'on adresse au chef d'entreprise et aux intermédiaires qu'il emploie.

Car ce serait être dupe d'une apparence que d'innocenter dans cette espèce le tâcheron sous le prétexte qu'il ne gagne que 0 fr. 80 par douzaine de chapeaux. Outre que cette somme modique représente un prélèvement de 35 o/o sur les salaires des ouvrières, il importe de ne point oublier que ce petit bénéfice se trouve multiplié par le nombre des femmes utilisées par le fabricant. Et personne ne contestera que ces deux faits, le premier surtout, ne soient de nature à justifier les attaques dont le marchandeur est l'objet.

M. l'abbé Mény, par un revirement que rien ne faisait prévoir après les nombreuses et probantes enquêtes auxquelles il s'était livré, a cru cependant

trouver dans une nouvelle étude des faits de sérieuses raisons de douter de la justesse des appréciations qu'il avait tout d'abord portées sur le marchand (1). Un important article de M. Espinasse sur le travail de l'aiguille à Toulouse (2) lui a paru contenir la preuve de l'exagération sinon de la fausseté de ses premières allégations. Nous ne pouvons mieux faire que d'examiner ici ce nouveau document sur le marchandage afin de montrer qu'il n'aboutit nullement à une semblable conclusion.

Tout au contraire, les exemples qui nous sont rapportés par l'auteur de cette enquête nous paraissent-ils corroborer absolument la thèse que nous soutenons. C'est ainsi que des ouvrières occupées dans un petit atelier à confectionner des faux-cols, des poignets et des devants de chemises ne sont payées que 1 fr. 50 à 2 francs par jour pour une tâche qui rapporte 3 francs à l'entrepreneuse. Parmi elles se trouvent même des apprenties qui ne reçoivent rien pendant les six premiers mois et qui touchent ensuite mensuellement un salaire dérisoire de 5 à 15 francs.

Avec des dépenses aussi restreintes, on aurait quelque peine à concevoir que l'entrepreneuse ne réalise aucun bénéfice. Aussi n'a-t-elle pu céder à l'enquêteur qu'elle trouvait quelques profits à l'exercice de sa profession. Qu'elle ait réduit ses gains au

1. *La Lutte contre le sweating-system*. Paris, Rivière, 1910.

2. *Recueil de législation de Toulouse*, 1905, 2^e série, t. I, p. 137.

minimum en prétendant que l'amortissement de ses machines et son travail personnel ne lui laissent que 0 fr. 30 à 0 fr. 50 sur les 1 fr. 25 dont elle diminuait les salaires de ses ouvrières, il n'y a rien là qui nous surprenne. Mais à supposer qu'on n'émette aucun doute sur l'exactitude d'une déclaration unilatérale qu'il n'y a aucun moyen de vérifier, comment ne pas retenir de ces paroles d'un marchandeur l'aveu plus ou moins explicite d'un prélèvement de 40 à 50 o/o opéré sur les prix de façon.

D'ailleurs, il ne s'agit point de prétendre que l'entrepreneuse s'enrichisse à ce métier. Nous verrons, au contraire, qu'il lui est difficile de gagner plus de 4 à 5 francs par jour, tant les conditions qui lui sont faites par un patron soucieux de réduire à l'extrême son coût de production contribuent à lui ôter le moyen, sinon l'envie, d'augmenter son bénéfice.

Cependant le pourcentage très élevé qu'elle retient sur les salaires lui permettrait, sans aucun doute, de parvenir à d'assez beaux profits si elle opérait sur des sommes plus élevées. Aussi convient-il de se garder d'une sympathie injustifiée pour les intermédiaires de cette espèce, en pensant que la modicité de leurs ressources ne tient nullement à leur peu d'exigence mais à l'exiguité des prix de façon qui leur sont faits par les fabricants.

Loin d'infirmar cette théorie, l'enquête de M. Espinasse vient lui donner la meilleure des confirmations.

Pour ne rapporter ici que les exemples les plus

typiques, citons celui de cette entrepreneuse spécialisée dans la confection des chemises de couleur qui lui sont payées 2 fr. 40 par douzaine. Six de ses ouvrières reçoivent 1 franc, trois autres 1 fr. 50 et une dernière 2 francs par jour pour un travail de dix heures.

Ensemble elles parviennent à confectionner de sept à huit douzaines en une journée, c'est-à-dire qu'elles rapportent à l'intermédiaire de 16 fr. 80 à 19 fr. 20. Or, celle-ci n'ayant à payer que 12 fr. 50 de salaires, on voit qu'elle diminue de plus de 35 o/o les gains des travailleuses en chambre.

Ce sont à peu près les mêmes conclusions auxquelles nous conduisent les exemples qui suivent ceux que nous venons de rapporter.

Une maison de gros qui traite directement avec une entrepreneuse la paye 2 fr. 40 pour la confection d'une douzaine de chemises d'ouvriers. Celle-ci emploie dix ouvrières qui ont à leur charge la fourniture de tous les accessoires et auxquelles l'intermédiaire impose par surcroît une diminution de 0 fr. 45 par douzaine de pièces fabriquées. Rien ne justifie ce prélèvement puisque l'entrepreneuse ne fait subir aucune manipulation à l'ouvrage.

Plus loin, l'ouvrière reçoit 1 fr. 80 pour la façon d'une douzaine de chemises payée 2 fr. 40 à l'entrepreneuse, ou 1 fr. 20 pour une même quantité de bonnets qui rapportent 1 fr. 80 à celle-ci.

L'enquête de M. Espinasse nous fournit encore quelques autres chiffres non moins éloquentes et non

moins probants que ceux-là. Est-il besoin de les énumérer à leur tour pour faire apparaître le peu de fondement des critiques d'exagération et de partis portées contre ceux qui accusent le marchandeur d'être une des causes les plus certaines de l'avilissement des salaires ?

D'ailleurs, la réalité des griefs relevés contre le tâcheron de l'industrie à domicile salariée nous est montrée par Mme la baronne Brincard (1), lorsqu'elle nous apprend que les œuvres d'assistance supprimant l'entrepreneuse parviennent à donner à leurs ouvrières une rétribution très sensiblement supérieure à la rétribution courante.

De son côté, M. Delpron de Vissec (2) est loin de se dissimuler la néfaste influence du marchandeur. S'il reconnaît que l'intransigeance des chefs d'industrie dans l'établissement des prix de façon contribue à faire la condition des entrepreneurs aussi misérable que celle de leurs ouvrières, il ne prétend nullement que la rétribution des travailleuses en chambre ne se ressent pas de l'intervention des intermédiaires.

Lorsque des salaires sont par eux-mêmes notoirement insuffisants, est-il possible, en effet, de proclamer l'innocuité d'un marchandeur qui vient en prélever à son profit une portion, si minime soit-elle ? Sans doute, il y a des degrés dans la culpabilité des intermédiaires et nous ne contestons point que le

1. *Bulletin ligue sociale d'acheteurs*, 2^e trim. 1905.

2. *Le Musée social*, 1908, p. 81.

sort de quelques-uns soit presque aussi digne de pitié que celles qu'ils exploitent, — comme cette ouvrière, recevant 0 fr. 10 d'une entrepreneuse pour coudre des corps de jupon, qu'elle donnait à faire à une de ses camarades moyennant 0 fr. 05, — mais quelque infime que soit la retenue opérée, elle n'en constitue pas moins un énorme pourcentage par rapport à la modicité révoltante des sommes distribuées par le fabricant.

Certes, bon nombre d'entrepreneuses parisiennes, obligées de se contenter d'un bénéfice de 10 0/0, ont émigré dans quelques communes suburbaines où la vie est moins chère et où elles ne risquent plus de mourir de faim.

Il est indéniable que ces femmes sont victimes elles aussi de la plus cynique exploitation, que bien souvent elles acceptent d'établir à perte certains modèles, dans l'espoir que le patron leur permettra de se dédommager en leur donnant à exécuter le même objet par grandes quantités, alors que le grand magasin se hâte de faire exécuter en province, où la main-d'œuvre est meilleur marché, le type créé par l'ouvrière de Paris.

Mais ces entrepreneuses n'auront-elles point une tendance naturelle à se montrer d'autant plus exigeantes envers les travailleuses qu'on se sera montré moins généreux envers elles ?

Il importe toutefois de se garder de confondre tous les marchands dans la demi-commisération qu'on éprouve à les savoir eux aussi en butte aux exigences

de certains industriels. Les quelques lignes consacrées aux maisons de gros par M. Delpron de Vissec nous initient aux pratiques de grandes entreprises qui jouent habituellement le rôle d'intermédiaires entre les magasins de nouveautés et les ouvrières, et qui appartiennent à la même espèce que les entrepreneurs dont nous traitons dans cet ouvrage. « Si l'on en croit les travailleuses en chambre, » lisons-nous, « ces maisons spéculent sur leur misère. Ici comme ailleurs, les patrons n'ont pas de rapport avec leurs ouvrières. Ils établissent la « référence », c'est-à-dire le détail de tout ce qui entre dans les prix de vente. Il appartient alors aux « premières » et aux distributrices d'ouvrage de « se retourner ». Celles-ci se renseignent sur la situation des ouvrières pour savoir auprès desquelles elles auront le plus de chance de réussir. Pour faire accepter la besogne à des prix plus avantageux, elles en promettent de plus avantageux encore qui ne seront jamais payés. Si, grâce à son habileté, l'ouvrière arrive à produire beaucoup, une raison est invoquée pour réduire son salaire ». Et l'enquêteur conclut sur ces mots qui dépeignent assez l'indifférence de ceux qui ne reculent pas devant de tels procédés : « Pour les patrons que nos questions gênaient, ils déclarent que tout est au mieux. » Peut-être les malheureuses qui pâissent de cet ordre de choses ne partagent-elles point ce bel optimisme.

Ces faits regrettables ne sont d'ailleurs point isolés, et les fabricants trouvent de si appréciables avan-

tages à cette façon de faire qu'ils refusent systématiquement de donner directement du travail aux ouvrières. L'intervention des entrepreneuses ou des maisons de gros, par l'exploitation qu'elle suppose, leur permet de réaliser de si importants bénéfices qu'ils ne consentent jamais à se passer de leurs services. Telle est bien l'impression qui se dégage d'un article de Mme Leroy-Liberge (1) où l'on nous apprend que les groupements d'ouvrières voient régulièrement leurs offres de services déclinés par les patrons. « C'est ainsi », nous dit l'auteur, « qu'une syndiquée ayant fait des démarches pour une coopérative n'a reçu des travaux à exécuter qu'à des prix dérisoires, tandis qu'une ouvrière qui travaille par l'intermédiaire d'une entrepreneuse de la même maison reçoit un salaire plus élevé pour le même genre de travail. Aussi la coopérative doit-elle se faire représenter par une ouvrière qui joue le rôle d'entrepreneuse, ce qui empêche ce mode de pouvoir s'étendre *malgré les économies de cinquante pour cent qu'il procure.* »

Dans quels termes apprécier cette mauvaise volonté des employeurs qui préfèrent enrichir injustement des intermédiaires plutôt que de rétribuer eux-mêmes et à sa juste valeur la main-d'œuvre qu'ils utilisent, et contribuent de la sorte à perpétuer des abus dont souffrent tant de travailleuses à domicile.

1. *Bulletin ligue sociale d'acheteurs* (1^{er} trim. 1911).

Cette déplorable tendance à se décharger sur l'intermédiaire du soin de distribuer l'ouvrage se rencontre aussi accentuée à l'étranger que chez nous.

L'industrie dentellière belge connaît tous les inconvénients du marchandage. M. Verhaegen (1) nous apprend que dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, les fabricants ne sont presque jamais en rapport direct avec leurs ouvrières. Après avoir fait choix d'un dessin et décidé quel point traduira le mieux l'idée du dessinateur, le patron se met en quête de ceux qui exécuteront le travail. D'ordinaire, il recourt à un intermédiaire qui sera tantôt un entrepreneur ou une entrepreneuse, tantôt un couvent. Certains de ces intermédiaires sont d'anciennes dentellières qui travaillent au milieu des ouvrières, mais beaucoup ne cherchent dans leurs fonctions qu'à pressurer les dentellières et à s'enrichir le plus rapidement possible. Un des moyens les plus couramment employés par les tâcherons pour parvenir à cette fin désirable consiste à payer en fil une partie du salaire des femmes qu'ils emploient, fil qui reviendra bientôt sous la forme de dentelle à ces marchands sans vergogne.

Ces procédés étonnants ont des résultats si profitables et les entrepreneurs réalisent des gains si élevés qu'on a vu, à Bruxelles, se fonder une Société anonyme, la « Manufacture belge des confections »,

1. Verhaegen, *l'Indust. dentellière en Belgique (Réforme sociale, 1^{er} juin 1910).*

dont le but était de centraliser les commandes des patrons pour les faire exécuter par des ouvrières disséminées.

Pour ne pas avoir la marque officielle, les exemples que nous venons de rapporter dans ce paragraphe ont entre eux une concordance si parfaite et un air de vérité si grand qu'ils suffiraient, semble-t-il, à convaincre les plus incrédules du sérieux fondement des critiques adressées au marchandeur dans l'industrie à domicile salariée. Si toutefois il était possible que quelque doute persistât dans les esprits sur l'authenticité et l'impartialité des enquêtes précédentes, on concevrait difficilement que toutes les objections ne fussent pas aisément levées à la lecture des documents qui vont suivre.

§ 2. — *Les enquêtes officielles.*

Le caractère universel du mal qui nous occupe nous engage à l'étudier tour à tour, ainsi que nous l'avons fait dans le paragraphe précédent, à l'étranger et en France, tout en réservant, comme il convient, une attention plus grande aux misères que nous constaterons chez nous.

L'Allemagne, si prompte à vanter avec une fatuité grotesque la supériorité de son organisation industrielle, n'est pas davantage que les autres nations à l'abri des maux du sweating-system et des excès de la sous-entreprise. Chez elle aussi les intermédiaires abondent, et s'il fallait faire des distinctions entre

des personnages parasites également odieux dans toutes les contrées du monde, peut-être trouverions-nous dans la manière d'être des marchands allemands beaucoup de cette brutalité raisonnée, de cette immoralité native, de ce manque absolu de mesure qui constituent une des plus saillantes caractéristiques de la race teutonne. Dans un rapport publié au Reichstag en 1887, le conseiller d'industrie Gladbuch ne constatait-il pas que « les jeunes ouvrières ont beaucoup à souffrir parce que les distributeurs de travail sont des jeunes gens qui aiment à donner de l'ouvrage à celles qui sont le moins prudes. »

Le 3 mars 1894, lisons-nous dans un curieux article du *Musée social* (1), une couturière intentait une action devant le conseil des prud'hommes de Berlin contre un entrepreneur qui lui avait retenu injustement le salaire dû pour la confection de cinq costumes de garçons. L'objet du litige s'élevait à 1 mark 25 pfennigs au total. En présence d'une telle exploitation, on serait tenté de vanter la générosité de nos propres marchands. Le plus douloureux semble être que cet exemple n'a point été choisi au milieu d'autres moins extraordinaires pour exagérer volontairement les funestes conséquences du marchandage outre-Rhin. C'est bien plutôt un reflet de la tendance générale qu'une exception et une anomalie qu'il nous est ici donné de contempler.

1. Une grève dans l'industrie de la confection à Berlin (*Musée social*, série A, circulaire 10, 31 déc. 1896).

L'entreprise chez les Allemands se distingue par son ampleur et son organisation. Le désir de s'emparer des marchés étrangers les poussant à produire dans des conditions très avantageuses, ils ont concurremment recours au « camelotage » de la matière première, aux procédés mécaniques et aux intermédiaires, avec une prédilection marquée pour ce dernier moyen. Bon nombre de fabriques, ou qui s'intitulent telles, n'ont de fabriques que le nom. Simples dépôts de marchandises, où une machine coupe quarante épaisseurs d'étoffes à la fois, ces entreprises sont en rapport avec les ouvrières par les marchands qu'elles utilisent. Car les patrons n'aiment point avoir affaire à un grand nombre de travailleuses. Aussi chargent-ils certaines d'entre elles d'une quantité de travail qui dépasse manifestement leur capacité afin de les contraindre à embaucher d'autres ouvrières et à devenir elles-mêmes entrepreneuses. On évalue à plus de dix mille le nombre de ces intermédiaires. Un seul exemple suffira à montrer l'exagération du taux des prélèvements opérés sur les prix de façon par ces marchands berlinois, passés maîtres dans la pratique du Truck-System et payant deux marks par semaine des malheureux qu'ils font travailler dans des pièces insalubres, moitié logement, moitié atelier, plus de quinze heures par jour.

Un ouvrier entrepreneur pour la confection des manteaux, habitant au Wedding, quartier pauvre de Berlin, emploie pendant la saison quinze ouvrières

travaillant à domicile et gagnant 40 pfennigs (0 fr. 50) pour deux façons de jaquettes. Quinze autres ouvrières sont employées pour la garniture et l'achèvement de chaque jaquette à raison de 50 pfennigs par pièce (0 fr. 60). L'entrepreneur a reçu du patron qui lui a fait la commande 1 mark 60 pfennigs pour chaque vêtement terminé (2 francs). Il en résulte qu'en six jours, quinze ouvrières à façon livrent 180 pièces à 40 pfennigs, soit 72 marks (90 francs). D'autre part, quinze ouvrières garnissent et terminent ces façons : elles gagnent 50 pfennigs par pièce, soit 90 marks de salaires nouveaux aux frais de l'entrepreneur (112 fr. 50). Un rabatteur gagne en outre 21 marks par semaine (26 fr. 25). Au total le marchandeur paie donc 183 marks (228 fr. 75) pour six jours à tout ce personnel. Or, il reçoit du patron pour les 180 pièces qu'il lui livre, à raison de 1 mark 60 pfennigs chaque, 208 marks, c'est-à-dire 360 fr. Déduction faite des 228 fr. 75 qu'il a déboursés, il lui reste 131 fr. 25 de bénéfice net.

S'étonnerait-on, après ces chiffres, qu'un journal commercial allemand *le Konfektionair*, — nous croyons inutile de traduire, — regarde le travail à domicile comme le plus rémunérateur pour le patron.

L'enquête sur les industries à domicile en Belgique nous laisse à peu près la même impression pénible. Dans la lingerie (1), nous assistons à des excès semblables qui consistent, pour un entrepreneur, à ne

* 1. *Les Industries à domicile en Belgique*, vol. VIII.

point « coopérer lui-même à la production et à percevoir comme rémunération la différence entre la somme convenue avec le patron et celle payée aux ouvrières ». Les chiffres ne sont pas aussi précis que ceux précédemment étudiés en Allemagne, mais nous pouvons aisément les reconstituer lorsque nous apprenons (1) que le patron, notamment dans la broderie sur linge, obtient, grâce au travail en chambre et à l'intermédiaire, de la main-d'œuvre à plus bas prix et diminue notablement son prix de revient. Il n'y a guère qu'un seul métier dont les enquêteurs aient pu dire du bien : l'industrie de la cordonnerie dans les Flandres. Les salaires y sont bons, le travail abondant. Or, c'est la seule branche de production dans laquelle on note l'absence du marchandeur. Aussi n'est-il pas audacieux de conclure que, partout ailleurs, la présence de l'intermédiaire contribue à déprimer énormément les prix de façon.

Les marchands d'Amérique ne se distinguent en aucune manière des tâcherons européens. Nous retrouvons chez eux les mêmes procédés auxquels nous ont habitués les intermédiaires français ou étrangers. Chaque année, nous apprend l'enquête officielle (2), ils abaissent le salaire de leurs ouvriers. Si le magasin donne 1 dollar par habit à confectionner,

1. *Ibid.* vol. IX.

2. *Report of the committee on the sweating-system.* Washington, p. 93 et s.

l'ouvrier ne recevra que 70 cents. Mais, deux ans après, l'entrepreneur diminuera cette rétribution alors qu'il continuera à recevoir 1 dollar pour le même travail. Un « contractor » Patsy Riler (*op. cit.*, p. 135 et s.) prétendait que les gains des marchandeurs étaient à peu près le double de ceux de leurs ouvriers. Lorsque la confection d'un vêtement est payée 1 fr. 50, on peut être assuré que le « contractor » a gardé 2 fr. 50 pour lui. On trouve alors de sérieuses raisons à cette définition émise sur le marchandage par un témoin : « A notre avis, l'expression de « sweating-system » indique que le contractor fait suer quelque argent à ceux qu'il emploie » (*op. cit.*, p. 211).

La grande enquête entreprise en 1888 par la Chambre des Lords contient, sur le compte de l'intermédiaire, des appréciations aussi défavorables que celles précédemment rapportées et qu'avait enregistrées en 1892 le Comité des manufactures de Washington. « On appelle sweating », lisons-nous, « tout profit indu fait sur le travail. Est sweater tout individu qui vit du travail d'autrui et parvient à vivre sans travailler, soit en sous-louant un travail qu'il a entrepris, soit par tout autre procédé » (1).

Quelque peu flattée que soit cette description, elle n'est à côté de la peinture qui nous est faite du marchandeur par un certain Arnold White, entendu comme témoin par le Comité d'enquête de la haute

1. *Report of the Select Committee on the house of lords*, vol. I, p. 279 et 391.

assemblée anglaise. « Je pense », dit-il, « qu'il est impossible de fournir une définition scientifique du terme « sweater », mais il comprend trois idées distinctes. Voici la plus vaste définition que j'en puisse donner : un homme qui réalise un profit sans capital, ni adresse, ni spéculation ; un homme qui écrase la face du pauvre ; un intermédiaire. »

Le document officiel publié sur le sweating-system par la Chambre des Lords cite quelques cas où les ouvriers du tâcheron sont aussi bien payés que ceux employés directement par le patron. Parfois on constate que les salaires donnés par les entrepreneurs sont de 5 à 12 francs par jour, ce qui semble, à première vue, de nature à faire quelque peu douter de la solidité des arguments développés par les adversaires du marchandage. Mais, outre que de telles rétributions sont excessivement rares dans le domaine qui nous occupe, il importe de remarquer que cette supériorité apparente du salaire a sa cause dans le surmenage intensif auquel le tâcheron soumet ses ouvriers, afin d'obtenir d'eux un rendement double et souvent triple du rendement normal.

En présence d'un pareil résultat, il est inévitable que les prix de façon soient notablement augmentés. C'est un procédé élémentaire, une prime à la fatigue et à l'épuisement, sans laquelle les travailleurs ne consentiraient jamais à entreprendre la tâche accablante qui doit enrichir le marchandeur.

Les témoins qui ont rapporté ces exemples de rétributions exceptionnelles devant le « Select Com-

mittee » ne se sont point d'ailleurs illusionnés sur le sens qu'il convenait de leur attribuer. M. Schloss n'explique pas autrement que nous l'avons fait la générosité de certains marchandeurs de l'ouest de Londres, et il conclut que ces intermédiaires traitent, volontairement ou non, leurs ouvriers avec la plus grande dureté. Le détail de l'enquête ne nous prouvera que trop la justesse douloureuse de cette remarque.

Car bien souvent l'action du sous-entrepreneur a introduit le sweating system. Avant la grève de 1890, les cordonniers en chambre de Londres attribuaient l'existence de ce fléau aux agissements des « facteurs ». « Ces facteurs », nous apprend le rapport du Select Committee (1) « sont des collecteurs et des distributeurs d'ouvrage dont le bénéfice ne peut être pris que sur les salaires des ouvriers. »

Un grand manufacturier, possesseur d'usines et de magasins dans les principales villes de l'Angleterre, M. Salomon, vient donner à cette conception des enquêteurs le plus solide appui en affirmant que « le facteur roule abominablement » les petits manufacturiers qu'il emploie.

Plus loin, c'est l'aveu d'un marchandeur lui-même, J. Burnett, qui vient déclarer que sur 24 shillings reçus du patron pour la confection d'un ouvrage, il ne paye que 13 shilling 5 deniers à ceux qu'il fait tra-

1. *Final report*, 1890.

vailler, conservant ainsi 10 shillings 9 deniers de bénéfice.

De son côté, le recteur de Spitefields, le révérend R. C. Billing, chargé par le gouvernement de l'exécution d'une commande de plusieurs milliers de chemises destinées à l'armée et à la police, reconnaît que les intermédiaires dont il s'agit n'ont ordinairement aucune connaissance du métier, que plusieurs n'ont à leur disposition aucun capital mais que tous veulent avoir du bénéfice en exploitant les travailleuses autant qu'il est en leur pouvoir.

Pour la cordonnerie, nous lisons dans la déposition de M. Arnold White que le « petit-maître », ouvrier qui fait fonction de sous-entrepreneur, garde la moitié des prix de façon qu'il reçoit de la maison de gros. Spécialisé dans le finissage des chaussures, ce marchandeur demande quelquefois, aux jours de presse, un effort de dix-huit heures à ceux qu'il emploie. Non content d'imposer aux « finishers » qui travaillent à côté de lui une importante diminution de salaires, il s'arrange encore pour leur louer une partie du grand appartement qu'il occupe dans un quartier pauvre de Londres, à Whitechapel, trouvant ainsi le moyen de payer son loyer sans bourse délier et de gagner encore 15 shillings par semaine à ce trafic (1).

On conçoit mieux, en présence de ces faits et de

1. Sayous, *Entre exploitation des classes populaires à Whitechapel* (Musée social, avril 1902, p. 316).

ces chiffres, que les marchandeurs anglais aient pris une importance telle qu'ils devaient servir à concrétiser les maux du sweating-system sous les traits fameux de la hideuse et légendaire araignée du *Punch*.

Au moment de l'enquête du Select Committee il n'y avait plus aucune maison d'habillement en gros qui fabriquaît directement des vêtements. C'était au tâcheron qu'incombait le soin d'organiser le métier et de le diriger à la façon d'un véritable patron. Les tailleurs les plus réputés eux-mêmes étaient en contact avec des marchandeurs de Whitechapel. Par tout on rencontrait cet intermédiaire.

En recommençant aujourd'hui une enquête identique à celle de la Chambre des Lords, peut-être constaterait-on que les chefs d'entreprise n'ont pas renoncé à une pratique si profitable par les frais de toute sorte qu'elle leur économise.

Les documents publiés par l'Office du travail français sur l'industrie à domicile salariée, s'ils sont beaucoup plus récents que ceux parus en Angleterre, ne laissent point cependant que d'aboutir à de semblables conclusions et de dégager cette même douloureuse impression que l'on ressent à la lecture des dépositions faites, il y a trente ans, devant le Select Committee de la Chambre des Lords.

La première enquête officielle qui ait eu chez nous à s'occuper sérieusement du marchandeur et de ceux qu'il exploite concerne la fabrication des vête-

ments (1). M. du Maroussem, auquel revient le mérite d'avoir recueilli et classé les renseignements obtenus des entrepreneurs et des ouvriers, nous offre un résumé aussi saisissant que fidèle de la situation malheureuse des victimes du marchandeur.

L'intermédiaire qui travaille pour le compte des tailleurs parisiens sur mesure affecte, nous est-il dit, deux formes.

Tantôt cet intermédiaire dispose d'un local assez vaste dans quelque quartier éloigné tel que Montrouge et Malakoff. Sa grande habileté consiste alors à réunir autour de lui une dizaine d'ouvriers « brûlés », infortunées épaves de la profession ou travailleurs arrivés depuis peu à Paris, et qui, sans relations, sans argent, sans domicile, deviennent la proie naturelle du tâcheron. Leur salaire atteindra rarement les deux tiers du prix de façon ; le reste devant constituer le bénéfice de l'entrepreneur qui prend prétexte de ce qu'il fournit les « planches » et quelques autres modestes ustensiles pour diminuer de trente-cinq pour cent la rétribution qu'il accorde. Parfois l'organisation se complique du Truck-Système et le logement fourni aux ouvriers en même temps que la nourriture permettent à l'entrepreneur d'évoquer un surcroît de dépenses pour se dispenser de payer la main-d'œuvre dont il se sert.

Mais le plus souvent le marchandeur préfère baser

1. Office du travail, *la Petite industrie*, t. II, 1896. *Le Vêtement à Paris*, par M. du Maroussem.

sa combinaison sur le salaire inférieur des femmes et tenir compte des moindres exigences de celles-ci pour réaliser les profits qu'il désire, tout en conservant l'apparence respectable et les dehors rassurants d'un employeur honnête et consciencieux : aspect nécessaire pour inspirer une confiance plus grande aux maisons qui le fournissent de commandes.

C'est un entrepreneur de cette seconde espèce qui fait l'objet de la monographie 31, à la page 118 de l'enquête. Petit façonnier, lié directement avec un grand tailleur des boulevards, sa tâche consiste à faire annuellement plus de deux mille pantalons. Il reçoit pour chacun d'eux cinq francs de façon, mais il ne donne que 2 fr. 50 aux ouvrières. Son bénéfice avoué est évalué par lui à 5.000 francs environ.

Dans le quartier du Luxembourg, un autre marchand, en rapport avec trois maisons de tailleur drapier et avec un grand magasin, reçoit en moyenne 10.539 francs chaque année pour la confection de pantalons. Son personnel comprend des ouvrières en chambre et quelques femmes qui travaillent avec lui dans la pièce qui lui sert d'atelier. Il évalue ses frais à 400 francs et ne fait aucune difficulté pour reconnaître qu'il paye un salaire égal à la moitié des prix de façon.

De tels prélèvements sont d'autant plus critiquables que la profession de tailleur est une des plus dures et des plus malsaines qui soient. Que le patron partage lui aussi cette existence accablante, qui consiste à travailler fébrilement lorsque la besogne

presse et à passer très souvent des nuits entières, jambes croisées, sous le gaz, dans l'odeur âcre des étoffes et au milieu d'une atmosphère surchauffée par les réchauds où l'on maintient les « carreaux », il n'y a rien là qui puisse lui faire oublier que la peine est égale pour ses ouvrières et qu'à de semblables efforts doivent correspondre de semblables profits.

Mais, quelque douloureux qu'ils soient, ces faits d'exploitation n'ont pas la fréquence et l'étendue de ceux que l'on constate dans la fabrication des vêtements en confection. Rare dans la « mesure », le marchandeur prend ici une place prépondérante. Sa physionomie elle-même change; ce n'est plus un petit patron travaillant au milieu de ses ouvrières et trouvant des apparences de raisons à son manque de générosité dans la nécessité où il est de payer le loyer d'un petit atelier et d'amortir le coût du modeste matériel qu'il possède : c'est un professionnel de l'entreprise, simple distributeur d'ouvrage, sans connaissances techniques, et dont toute l'habileté consiste à spéculer sur la misère des femmes qu'il emploie. Ses aptitudes professionnelles sont à ce point négatives qu'il est toujours dans l'impossibilité de corriger les imperfections du travail qu'on lui remet et souvent même de les apercevoir. Ne cite-t-on pas le cas d'une maison de confections qui a reçu fort longtemps de l'un de ces entrepreneurs des manches de veston interverties, la gauche à droite et la droite à gauche ? De si faibles compétences justifient difficilement les notables prélèvements que ces

intermédiaires font subir au prix de façon et que l'enquête évalue entre trente et cinquante pour cent.

A côté de ces intermédiaires, en rencontre toute une catégorie de tâcherons d'apparence plus modeste qui font parfois travailler concurremment à domicile et en atelier. La plupart de ces marchandeurs sont d'anciennes ouvrières plus fortunées ou plus intelligentes, dont le désir est d'essayer sur d'autres l'efficacité des pratiques qu'elles eurent autrefois à subir de la part d'un patron.

La Monographie rapportée à la page 266 de l'enquête nous introduit dans l'atelier d'une petite « façonnière apiéceuse » de Fontenay-aux-Roses qui, sur les 2.110 francs de bénéfice net que lui laisse annuellement la confection de pardessus pour enfants, n'alloue par an à la « mécanicienne » qu'elle emploie que 100 francs à peine pour un travail quotidien de onze heures environ.

A Vanves, un entrepreneur qui, au temps de sa splendeur passée, employait jusqu'à trente-trois ouvriers, groupe actuellement autour de lui quatre tailleurs « brûlés », trop pauvres pour avoir un domicile et contraints par la misère à subir les conditions de leur marchendeur. Dans le but apparent d'empêcher des sorties trop fréquentes, le tâcheron fournit du vin à ces malheureux, et trouve ainsi l'occasion de diminuer davantage encore leurs salaires. A l'en croire, la rétribution de sa main-d'œuvre absorberait toutefois les deux tiers de ses recettes. Quelle que soit la vérité de cette déclaration, il est indéniable

que ses prélèvements atteignent au minimum trente-cinq pour cent des prix de façon.

Une entrepreneuse prétend, dans la monographie 11, page 79, recevoir journellement d'un grand magasin dix vêtements à confectionner, au prix de 2 fr. 25 l'un. Son personnel, composé de treize ouvrières en chambre, est rétribué de la façon suivante : les « monteuses » touchent 0 fr. 30 par pièce, les « doubleuses » 0 fr. 15, les « manchières » 0 fr. 10, les « finisseuses » 0 fr. 15, les « bouttonnières » 0 fr. 30. C'est dire que l'intermédiaire ne débourse que 1 franc pour un objet payé plus de 2 francs par le fabricant.

La confection des tuniques de gardiens de la paix est le prétexte d'une semblable exploitation. Sur les 5 francs alloués par l'administration à l'entrepreneuse, celle-ci donne 0 fr. 80 à la « mécanicienne », 0 fr. 70 à la « plastronneuse » et 2 francs à la finisseuse, gardant ainsi pour elle 1 fr. 50 de bénéfice net par objet.

Les vêtements de femme ne laissent pas un plus grand profit aux ouvrières qui les confectionnent. Les entreprises spécialisées dans cette fabrication emploient même une telle profusion de marchands que les gains de celles qui travaillent à domicile atteignent un niveau incroyablement bas. Comment pourrait-on s'étonner de cette dépression des salaires lorsqu'on apprend que 36 maisons de gros, fabriquant l'article « confortable » et l'article « camelote », utilisent 630 entrepreneuses en face de 9.300

ouvrières, soit 1 marchandeur pour 15 travailleuses en chambre. Une pareille abondance d'intermédiaires devait avoir pour inévitable effet de ne laisser aux couturières qu'une faible partie des prix de façon. Aussi n'avons nous nulle peine à comprendre que les diverses monographies publiées dans l'enquête accusent un prélèvement de cinquante pour cent au bénéfice du tâcheron. Dans de semblables conditions les salaires annuels ne peuvent jamais dépasser 300 francs, déduction faite des frais d'entretien de la machine à coudre et des dépenses en fil et en aiguilles.

De semblables exemples ne font-ils point justice des reproches d'exagération adressés à ceux qui crurent voir dans l'intermédiaire une des causes les plus certaines du sweating-system ?

Sans doute, l'entrepreneuse a quelques charges dont la plus lourde peut-être est la distribution de cadeaux aux « receveurs » du grand magasin pour se montrer « coulants » lors de la réception de l'ouvrage, mais ces dépenses n'ont pas un tel caractère de nécessité qu'ils puissent justifier les retenues importantes opérées sur les salaires. Tout au contraire, leur inutilité et leur immoralité nous paraissent-elles fournir des armes nouvelles aux adversaires du marchandage et aider à convaincre ceux qui refusent ordinairement de prendre parti sur le sujet de la réalité des critiques adressées à ce mode de production.

D'ailleurs n'eussions-nous pas trouvé dans les

documents dont il vient d'être question la preuve de la culpabilité du marchandeur, que la grande enquête entreprise par l'Office du travail sur l'industrie de la lingerie à domicile nous l'eût incontestablement apportée (1). L'ampleur, la minutie et l'impartialité qui sont les caractéristiques de cette importante étude nous autorisent à attacher une entière foi aux révélations qui nous sont faites. La France entière ayant été l'objet des investigations des enquêteurs, il serait difficile de prétendre que les maux révélés ont un caractère local ou exceptionnel. La réunion dans un même ouvrage des déclarations émanant à la fois des patrons, des entrepreneurs et des travailleuses ne permet guère de suspecter la véracité des faits rapportés. Or, jamais au cours de notre étude il ne nous fut donné de contempler un si douloureux ensemble de misères et de souffrances imputables au marchandeur. Certes, il serait injuste de prétendre qu'il soit le seul auteur de tous les maux signalés dans cette enquête : nous avons trop souvent réagi contre la tendance malheureuse qui voulait charger le tâcheron de tous les crimes du sweating-system pour ne pas reconnaître ici qu'il a toujours de puissants complices lorsqu'il agit, et que l'exploitation dont souffrent tant de femmes existe bien souvent en son absence. Mais,

1. *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie à Paris et en province.*— Tome I, Paris, 1907; Tome II, Centre et Ouest, 1909; Tome III, Nord et Est, 1909; Tome IV, Sud-Est, Midi, 1911; Tome V, Conclusions.

pour rendre à chacun ce qui lui est dû, il importe cependant de reconnaître que l'entrepreneuse occupe une place d'honneur dans les cinq livres au cours desquels l'Office du travail français nous montre l'existence misérable des lingères en chambre, vie toute de privations, d'épuisants efforts et de pauvreté résignée.

Ce qui frappe surtout à la lecture de cette enquête, ce sont les réticences, les dénégations et les contradictions des marchandeurs. Sans prévention aucune contre ces intermédiaires, force serait bien, en présence de leur curieuse attitude, de mettre en doute l'exactitude de leurs dires, s'il n'était aisé d'en apercevoir la fausseté évidente en lisant les déclarations concordantes faites à leur sujet par les ouvrières et par les patrons. Rien ne doit mieux nous permettre de le montrer que de reproduire, dans un résumé succinct, l'ordre dans lequel furent dépouillés les questionnaires où les industriels, les entrepreneurs et celles qu'ils exploitent exposent tour à tour leurs opinions et leurs griefs.

Le premier volume de cette étude est consacré exclusivement à Paris. Son étendue suffit, dès l'abord, à indiquer le développement incroyable pris dans cette ville par la fabrication de la lingerie à domicile. La raison de cette extension ne doit pas être cherchée dans le grand nombre des ouvrières en chambre, mais dans leur habilité incontestable à tirer l'aiguille et dans la supériorité à tous égards des travaux qu'elles accomplissent. La Parisienne excelle dans

la confection des objets fins et élégants : toute la lingerie de luxe est son œuvre, et ce n'a point été un petit étonnement pour ceux qui, lors de la campagne entreprise pour le vote d'une loi sur le minimum de salaire, ont eu l'occasion de visiter une exposition des différentes choses exécutées en chambre, que de voir à quel prix misérable l'entrepreneuse payait ses merveilles de patience, de finesse et de goût.

Le fabricant interrogé à la page 24 de l'enquête ne trouve d'autre excuse à l'utilisation des marchandeurs dont il réproouve les pratiques que la nécessité où il est, pour produire de belles pièces de lingerie, d'avoir recours à ces ouvrières artistes, disséminées dans différents quartiers et qu'il joindrait difficilement sans l'intervention du marchandeur.

L'aveu est le même chez le chef d'entreprise, spécialisé dans la lingerie pour femme et pour enfant, qui déclare, à la page 29, que lui aussi désirerait se passer du concours des entrepreneuses, mais que force lui est de les subir comme un mal nécessaire, par suite des difficultés de recrutement et d'organisation de la main-d'œuvre.

Un chemisier n'hésite pas, un peu plus loin, à reconnaître que « l'exploitation de l'ouvrière par l'entrepreneuse est terrible », comme il le montre à l'aide des chiffres qui évaluent ses prélèvements à cinquante pour cent (page 40).

A son tour, un directeur d'une fabrique de faux-cols constate les funestes effets de la concurrence entre ces intermédiaires sur les sommes qu'elles

allouent aux femmes qu'elles emploient. C'est ainsi que les piqures de cols, payées 0 fr,04 à l'atelier et aux entrepreneuses, sont payées seulement 0 fr,02 par celles-ci à leurs ouvrières (page 41).

Les renseignements fournis par un autre industriel, ennemi convaincu des tâcherons, ne sont pas moins défavorables à ces derniers. Les lingères auxquelles ce fabricant donne directement de l'ouvrage sont, en effet, payées par lui un tiers de plus qu'elles ne le sont par l'entrepreneuse. Une douzaine de faux-cols pour laquelle il donne 0 fr,50 à l'intermédiaire ne rapporte que 0 fr,30 à celles qui la font. « Cette retenue », ajoute-t-il, « n'est justifiée par rien, et leurs bénéfices sont beaucoup trop considérables. Sans nier qu'elles ont des frais généraux, *il est inexact de prétendre qu'elles ont à se couvrir des risques dont elles sont responsables. Cette responsabilité n'est pas mise en cause une fois sur cent.* »

De telles paroles émanant de ceux qui sont les plus autorisés pour les tenir, suffisent, semble-t-il, pour réduire à leur juste valeur les arguments les plus communément développés par les défenseurs des intermédiaires.

Que pèsent après cela les affirmations plus ou moins concordantes des marchandeurs, et quelle créance peut-on attacher à leurs allégations? S'il fallait les en croire, leurs gains annuels évolueraient en moyenne autour de 600 francs. Mais comme ils prétendent, d'autre part, travailler eux-mêmes douze et quinze heures par jour et avoir, par surcroît, à

répondre des malfaçons, ils aboutissent inconsciemment et par excès de zèle, à se faire plus malheureux que leurs ouvrières. Leur hâte à s'excuser les accuse, et on eût voulu qu'ils s'inspirassent davantage de la maxime qui recommande de ne pas s'essayer à trop prouver au risque de ne prouver rien.

Au demeurant, l'enquête constate en ces termes la résistance qu'ont éprouvée les enquêteurs pour obtenir les renseignements qu'ils avaient mission de demander à ces intermédiaires : « En ce qui concerne les entrepreneuses on a dû restreindre quelque peu le programme qu'on s'était primitivement tracé. Des grandes ou des moyennes, on ne pouvait songer à obtenir communication de leurs livres ; on n'avait jamais songé à l'obtenir des commerçants. Or, il est clair que les bénéfices prélevés uniquement sur l'emploi de la main-d'œuvre ont, à se dissimuler, un intérêt encore plus grand que les bénéfices résultant d'opérations commerciales. Quant à celles qui sont légion et qui font de l'entreprise plus ou moins occulte, leur crainte du fisc rendait l'enquête près d'elles le plus souvent illusoire et, en tout état de cause, d'autant plus difficile que l'enquêteur ne les voyait guère qu'en présence de leurs ouvrières. (1) »

Pourtant on sent percer à travers les réticences des marchandeurs l'aveu des sérieux profits qu'ils réalisent.

L'un d'eux, qui fait l'objet de la monographie 28,

1. *Enquête*, t. I, Introduction.

ne croit pas mieux faire pour démontrer que la profession devient de jour en jour moins bonne que de déclarer que certains marchands, dont le chiffre d'affaires montait jadis à 200.000 francs, ne gagnent plus aujourd'hui que 50.000 francs. On a peine à comprendre qu'on puisse espérer, avec de tels exemples, convaincre ceux auxquels on les donne des inconvénients et des risques d'un métier si lucratif. Cet entrepreneur prétend, en outre, qu'il est nécessaire de donner aux travailleuses en chambre toujours la même rétribution, quel que soit le genre des pièces exécutées. Le prétexte invoqué est que leur travail devient ainsi plus régulier et qu'elles se voient contraintes de soigner également les bons articles et les mauvais. L'impunité n'est-elle point d'ailleurs assurée à cette façon de procéder, comme semble le reconnaître lui-même le marchand en constatant qu'il existe « un réservoir inépuisable de main-d'œuvre : beaucoup d'ouvrières ne faisant de la lingerie qu'en attendant qu'elles aient quelqu'un. »

En présence de telles conceptions, où l'on voit le cynisme s'allier à la médisance, comment ne point trouver le plus sérieux des fondements aux paroles tenues par une sous-entrepreneuse sur le compte de l'entrepreneuse principale qui l'employait, lorsque, parlant des prix dérisoires payés par cette dernière, elle s'exclamait devant l'enquêteur : « C'est une exploitation abominable ! » (Monog. 17.)

Ces coupables pratiques vont d'ailleurs être mises en lumière beaucoup mieux encore par les déclara-

tions des victimes du marchandeur, auxiliaire indispensable du patron.

La lingère interrogée au n° 39 fabrique des chemises de soie. Elle reçoit 2 fr. 90 pour une chemise vendue 21 francs par le grand magasin. Celle pour laquelle elle touche 2 fr. 40 est vendue 11 fr. 75 et payée 3 fr. 75 à l'entrepreneuse. Les pantalons qui lui rapportent 3 fr. 55 sont payés à l'entrepreneuse 4 fr. 50 et vendus 18 fr. 75, prix de vente indiqués par l'ouvrière à l'aide du catalogue du grand magasin.

Une autre ouvrière reçoit 4 fr. 50 pour une chemise payée 7 fr. 50 à l'entrepreneuse, et 3 fr. 50 pour une chemise de nuit en soie qui rapporte 4 fr. 50 à l'intermédiaire. L'article est vendu 19 fr. 95 (Questionnaire n° 40).

Le questionnaire n° 56 nous apprend qu'une femme, travaillant à confectionner des jupons et des tabliers, perd une heure pour aller livrer les objets qui lui sont payés 0 fr. 55 et qui sont vendus 14 francs. La malheureuse prétend que les entrepreneuses versées dans cette fabrication cherchent à exploiter leurs ouvrières en les spécialisant. C'est ainsi qu'une ouvrière fait de moins en moins un jupon en entier et qu'on l'utilise seulement à confectionner telle partie de ce vêtement, « de telle sorte qu'elle ne peut se rendre compte du prix d'ensemble et réclamer une augmentation. » Par exemple, pour un jupon très compliqué vendu 25 francs on paye à la lingère 0 fr. 40 pour le corps, 0 fr. 35 pour la

ceinture, 0 fr. 25 pour les ourlets du bas, 0 fr. 35 pour les surjets, 0 fr. 20 pour le petit volant, 0 fr. 55 pour le volant, 0 fr. 35 pour la balayeuse, soit au total 2 fr. 45 seulement.

L'ouvrière qui fait l'objet du questionnaire n° 100 affirme que son entrepreneuse l'exploite. Elle sait que les prix payés par le magasin de nouveautés sont très suffisants pour qu'une femme puisse vivre, mais l'intermédiaire opère des prélèvements excessifs en retenant 0 fr. 50 sur les tabliers à 1 franc et 0 fr. 40 sur ceux à 0 fr. 60.

Une douzaine de bavettes payée 0 fr. 40 à l'ouvrière questionnée au n° 109 revient à 0 fr. 55 au fabricant-entrepreneur pour le compte duquel elle travaille. Celui-ci les vend 1 fr. 45 au grand magasin qui les revend aux clients 2 fr. 95.

Une entrepreneuse, qui utilise des ouvrières « finisseuses » pour la confection des chemises, retient 1 fr. 35 sur les 2 fr. 35 qu'elle reçoit du magasin comme prix de façon (n° 167).

Une giletière qui fabrique des gilets de flanelle déclare, au n° 230, être obligée de perdre une heure par jour pour livrer trois gilets de flanelle qui lui sont payé 0 fr. 25 pièce par l'entrepreneur.

En outre, celui-ci exige que ses sous-entrepreneuses ne se servent, pour certaines parties de leurs travaux, que du fil rouge « au Louis d'or » dont il est seul détenteur et qu'il vend avec bénéfice aux ouvrières.

C'est une charge encore plus lourde qu'on relève contre le marchandeur, dans le questionnaire n° 330.

Une femme reçoit d'un entrepreneur 1 fr. 10 par douzaine de tabliers. Chaque tablier lui demande une heure de travail. Le fil est à ses frais et elle en dépense 0 fr. 35 pour trois douzaines. Chaque fois qu'elle rapporte l'ouvrage, elle est obligée de discuter pour qu'on ne lui retienne pas quelque argent « sous prétexte de malfaçon. » Dernièrement, comme un de ses enfants était malade, elle ne put perdre les trois heures nécessitées pour la livraison et dut se faire remplacer par sa belle-sœur. L'intermédiaire en profita pour ne payer à cette dernière que 7 tabliers sur 24.

La modicité incroyable des sommes allouées aux ouvrières par l'entrepreneur nous permet de nous imaginer à quel taux dérisoire le salaire peut descendre lorsqu'une sous-entrepreneuse vient encore s'interposer entre le marchandeur et les lingères. Les monographies 14 et 15, publiées dans la quatrième partie de l'enquête nous en offrent le plus douloureux et le plus saisissant des exemples.

Mlle R... est âgée de cinquante-six ans. Elle fait des chemisettes qu'elle crée et des nœuds de soie.

Lorsqu'elle travaillait directement pour une maison de gros, les premiers de ces articles lui étaient payés 3 francs et elle recevait 1 fr. 75 par douzaine des seconds. Aujourd'hui que l'ouvrage lui est fourni par une entrepreneuse, elle ne touche plus que 1 fr. 50 et 1 fr. 75 pour chaque catégorie de ces articles. Jusqu'à présent, sa meilleure façon de se dédomma-

ger de l'exploitation dont elle est l'objet fut d'exploiter honteusement à son tour une ouvrière.

Celle-ci, jeune femme abandonnée avec deux enfants, recevait autrefois de l'ouvrage d'une entrepreneuse qui ne lui donnait que 0 fr. 75 pour des plastrons de chemisette à faire entièrement à la main, coupe comprise. Lorsqu'elle réclamait, l'intermédiaire lui reprochait ses enfants et sa situation irrégulière, l'humiliant au point qu'un jour elle n'osa plus revenir chercher du travail. Elle pensa alors en obtenir par l'intermédiaire de sa voisine, Mlle R..., occupée par la même entrepreneuse. Ce fut alors une exploitation sans limite. Sous prétexte qu'elle avait la responsabilité de l'exécution, la sous-entrepreneuse ne l'occupa qu'aux prix qu'il lui plut de lui donner. Pour une semaine où elle avait fait travailler cette malheureuse trois jours et trois nuits, elle ne lui donna que 2 fr. 50, c'est-à-dire un peu moins de 0 fr. 05 l'heure. En énonçant ces chiffres, l'ouvrière s'offrait à descendre immédiatement les deux étages qui la séparaient de celle qui l'avait ainsi payée pour faire reconnaître par elle, devant témoins, la vérité de ces déclarations.

S'ils n'offrent pas de tous points la même apparence sombre et révoltante, les faits de marchandage qui furent révélés en province aux enquêteurs ne sont guère moins lamentables et moins odieux que ceux dont Paris est journellement l'impassible théâtre. Même on remarque chez les marchands des autres régions des qualités qui ne nous étaient point encore

apparues chez leurs collègues parisiens. La pratique éhontée du Truck-System, l'organisation systématique des paiements en nature, sont un des traits les plus originaux des entrepreneurs dont nous nous proposons de retracer les méfaits.

Et cet inconvénient, qui se surajoute aux misères de l'exploitation des travailleuses en chambre, ne permet pas de considérer les victimes de ces nouveaux tâcherons comme moins malheureuses que celles dont il vient d'être parlé.

Le Cher tient une place prépondérante dans la liste des départements en butte au fléau de l'entreprise.

A Graçay et à Saint-Outrille, une ouvrière qui pose des dentelles sur des chemises de femme reçoit 0 fr. 75 par jour. L'entrepreneur qui l'emploie vend des étoffes. « Il ne force pas positivement à acheter », dit-elle, « mais cependant on est presque obligé. »

A Lignières, les marchandeurs commerçants n'ont pas cette demi-pudcur qui consiste à n'obliger que moralement les ouvrières à se contenter des paiements en nature : ils les contraignent à acheter chez eux pour la moitié au moins de leurs gains.

A Saint-Amand, déclare une lingère, l'entrepreneuse qui est marchande préfère payer en étoffes. « Mais on n'a pas toujours besoin de ce qu'elle vend ; alors elle donne quelques sous tout de même, lorsqu'on réclame de l'argent avec insistance. »

A Dun-sur-Auron, un entrepreneur ne se libère jamais en espèces. Marchand de nouveautés qui ne donne pas plus de 0 fr. 60 par jour aux ouvrières

qu'il emploie à confectionner des chemises, il trouve dans celles qu'il exploite des clientes forcées pour son magasin. Un de ses concurrents est, à vrai dire, plus généreux. Petit commerçant qui vend des biscuits et des étoffes, il consent quelquefois à payer en argent. Cet intermédiaire est d'ailleurs une exception. A côté de lui, de nombreux marchands qui fournissent à leurs ouvrières des salaires dérisoires de 0 fr. 30 à 0 fr. 50 par jour pour dix heures de travail ne payent ces malheureuses qu'en marchandises. Epiciers pour la plupart, leur monnaie d'échange est le sucre et le café. Certains de ces tâcherons sont placiers de machines à coudre qu'ils vendent aux ouvrières. L'une d'elles, qui ne travaille pas à la main, avoue qu'elle laisse tout son gain à l'entrepreneur jusqu'à complet paiement de la machine qu'il lui a fournie.

Cette pratique coupable du Truck-System s'entretient de la passivité des femmes qu'on vole par ce procédé. Rendues timides par la misère, elles ne réagissent que faiblement contre de tels procédés. « Pourquoi aller acheter ailleurs ! », ont-elles toutes déclaré aux enquêteurs sur le même ton de lassitude et de découragement. Aussi conçoit-on que les boutiquiers, improvisés fabricants de lingerie, qui mettent à profit la résignation des travailleuses doivent réaliser d'assez beaux bénéfices dans l'exercice de cette profession. Et pourtant, à les entendre, ils ne gagnent rien. C'est à peine si leur commerce parvient à leur éviter une ruine complète, à les

empêcher de mourir de faim. Sans la clientèle spéciale qu'ils possèdent, grâce à l'attrait exercé sur les ouvrières par les différents objets qu'ils vendent, il leur serait impossible de continuer un métier si ingrat.

Car les marchands spéculent aussi sur la coquetterie des jeunes lingères qu'ils font travailler, comme ne craint point de nous l'apprendre une ancienne entrepreneuse. « Dans les campagnes », a déclaré cette femme qui se flatte d'avoir été la seule de la région n'étant pas commerçante, « les parents accordent difficilement à leurs filles tout ce qu'elles désirent pour leur toilette, et les ouvrières sont heureuses de pouvoir satisfaire leur naturel besoin de paraître sans rencontrer de résistance. Elles dépensent donc immédiatement chez l'entrepreneuse ce qu'elles ont gagné et ne rapportent jamais un sou à la maison. »

Tant de psychologie alliée à si peu de scrupules ne peuvent qu'aider le marchand à s'enrichir. Si cette croyance ne nous était pas commandée par la plus élémentaire logique, le discours suivant de M. D..., ex-entrepreneur à Dun-sur-Auron, aurait suffi à nous convaincre de la justesse de cette opinion. « Je connais », a-t-il dit, « des maisons qui, en obligeant les ouvrières à prendre la moitié de leurs gains en marchandises, réalisent ainsi de beaux bénéfices. Je pourrai notamment citer le cas d'une maison qui fait faire par an pour 30.000 francs de lingerie. L'entreprise de lingerie ne rapporte au patron que

2.000 francs, mais elle lui permet d'augmenter considérablement un commerce qu'il tient en même temps. Assuré d'une nombreuse clientèle, ce marchand élève de jour en jour le prix de ses denrées ».

Des précisions si grandes et des appréciations si qualifiées sur le compte des marchandeurs ne nous dispensent-elles pas de nous appesantir davantage sur le rôle néfaste et malheureux de ces intermédiaires ?

Il ne semble pas que les femmes employées par les entrepreneuses du Loir-et-Cher soient moins défavorisées que celles dont il vient d'être question. A Villefranche-sur-Cher, surtout, les procédés des marchandeurs sont les mêmes et le Truck-System sévit avec la même ampleur que dans le département voisin. Les ouvrières qui acceptent le paiement en nature parviennent à gagner 1 fr. 25 par jour. Celles qui font montre d'une volonté plus forte en exigeant un salaire en espèce ne touchent que 0 fr. 90 pour un travail de dix heures : indépendance chèrement achetée, n'est-il pas vrai ?

Dans l'Indre, l'exploitation des lingères affecte une semblable apparence.

A Châteauroux, une ouvrière qui gagne 0 fr. 80 par jour à faire des caleçons prend son fil chez l'entrepreneur, obligatoirement, car on le retient sur la paye. Elle y prend aussi l'huile de sa machine à coudre, « parcequ'elle ne coûte pas plus cher qu'ailleurs. » Elle prend ses aiguilles en ville et les paye 0 fr. 10 au lieu de 0 fr. 15 chez le marchandeur. Elle est la seule ouvrière qui n'ait pas acheté sa

machine chez lui, mais « c'est une tolérance de sa part. »

Dans la même ville, Mme D... est occupée depuis seize ans par un entrepreneur d'équipements militaires. Elle travaille quatorze heures par jour (de huit heures du matin à dix heures du soir, moins une heure pour les repas). Elle a 0 fr. 30 environ de dépenses quotidiennes de fil à sa charge. Ses frais d'huile sont de 0 fr. 10 et ceux d'aiguilles de 0 fr. 20 dans le même temps. En outre, elle paye sa machine, achetée 225 francs, à raison de 2 francs par semaine. Elle arrive de la sorte à gagner 0 fr. 80. Mme D... est tenue, sous peine de ne plus avoir d'ouvrage, de prendre sa machine, le fil, l'huile, les aiguilles au magasin pour lequel elle travaille. Le fil est vendu plus ou moins cher suivant que l'ouvrage auquel il s'applique est plus ou moins payé, alors que la qualité du fil reste la même. Ainsi une bobine pour faire les vestes est vendue 0 fr. 60, alors qu'elle coûte seulement 0 fr. 30 lorsqu'elle sert à d'autres articles. Les aiguilles valent 0 fr. 15 chez l'entrepreneur et 0 fr. 10 seulement chez les merciers.

A Argenton, une ouvrière prend de même son fil chez l'entrepreneur qui le déduit de son gain. Cette femme estime, avec quelque raison, qu'elle ne travaille que pour le patron. »

A Méobecq, tous les entrepreneurs-dépouilliers, sauf un seul, payent en nature, et il en est encore ainsi à Chabris.

Il semble que les marchandeurs du centre de la

France aient élevé le Truck-System à la hauteur d'une institution.

Dans la Sarthe, la marque originale du marchandage n'est plus la rétribution en marchandises mais la présence d'un intermédiaire d'un type spécial et la vileté incroyable des salaires qu'ils allouent. Ces marchandeurs d'un nouveau genre, désignés par l'enquête sous le nom de dépositaires, ne doivent pas être confondus avec des gérants de succursales appointés par les fabricants de lingerie. Si quelques-uns d'entre eux sont payés directement par les chefs d'entreprise, la plupart se contentent de prélever sur les gains des travailleuses une somme qui leur tient lieu de traitement. Ce sont donc bien de vrais marchandeurs, et leurs bénéfices sont constitués exclusivement par des réformes excessives imposées à la main-d'œuvre. Qu'on en juge par les exemples suivants, où les femmes interrogées travaillent pour le compte de ces tâcherons.

A Connerré, une ouvrière fait des voiles de communion qui lui sont payés à raison de 0 fr. 05 pièce. En onze heures de travail, elle ne peut en achever que quatre et ne gagne jamais plus de 0 fr. 20 par jour.

A Volnay-Saint-Mars, une lingère confectionne des pantalons de femme. Elle travaille dix heures et ne touche que 0 fr. 50 par jour.

A Villaines-sous-Lucé, à grand-Lucé, à Saint-Pierre-du-Lorouer, à Courdemanche, à Ecommoy, d'autres malheureuses, employées par les mêmes intermé

diaires, reçoivent des salaires dérisoires évoluant entre 0 fr. 30 et 0 fr. 40 pour une besogne qui les absorbe souvent pendant douze heures. Quels peuvent être dans ces conditions les bénéfices du marchandeur ?

L'enquête ne nous fournit aucune précision à ce sujet, mais tout porte à croire qu'avec de si faibles dépenses il leur est loisible de parvenir à de sensibles profits. N'avons-nous pas d'ailleurs l'aveu de cette ancienne entrepreneuse établie à Connerré qui déclare avec franchise ou ingénuité qu'elle est parvenue « à se créer une petite situation et à faire une belle position à son fils. »

Dans la Seine-Inférieure, les patrons ne veulent employer « à aucun prix » des entrepreneuses, ce qui leur permet d'exploiter eux-mêmes leurs ouvrières.

La femme qui fait l'objet du questionnaire n° 8 touche 1 fr. 25 par jour à coudre des corsages en satin, mais elle s'efforce de gagner davantage en employant une « finisseuse » à laquelle elle donne 0 fr. 60 pour une douzaine de corsages qui lui sont payés 0 fr. 65 pièce par le fabricant. Les « finisseuses », constate la lingère improvisée entrepreneuse, sont des ouvrières trop pauvres pour acheter une machine, « sans cela personne ne voudrait faire du finissage à ce prix. »

Les autres départements enquêtés, s'ils nous offrent moins de détails sur les marchandeurs, connaissent cependant aussi les excès de l'entreprise. La liste déjà suffisante de ceux que nous avons rap-

portés nous dispense de poursuivre cette énumération douloureuse d'injustices et de misères.

Certes nous ne contestons point que l'utilisation des marchandeurs puisse présenter des avantages pour les patrons. Telle grosse entrepreneuse de Ménilmontant qui dispose de dix machines parvient, avec un personnel restreint et surmené d'ouvrières en chambre, à obtenir une production double de celle que pourrait espérer un fabricant possédant une main-d'œuvre deux fois plus nombreuse. Nous comprenons que les chefs d'entreprise aient renoncé à tous les frais généraux nécessités par la surveillance d'un atelier pour s'en tenir au travail à domicile et à l'intermédiaire qu'il suppose. Mais nous déplorons que cette tendance à l'économie ait pour conséquence inévitable l'exploitation des travailleuses. Comment ne pas s'affliger et s'indigner tour à tour à la lecture des dépositions recueillies dans la grande enquête sur l'industrie de la lingerie ? Et quelle appréciation porter sur des industriels et des intermédiaires qui assument solidairement la responsabilité de tant d'abus et de souffrances ?

Jusqu'ici nous ne nous sommes attaché qu'à la modicité révoltante des salaires alloués par les entrepreneurs sur l'instigation et avec la complicité des patrons. La vie misérable des ouvrières n'a point encore fait l'objet de notre étude. Peut-être n'est il pas inutile de lui consacrer, en terminant, quelque attention, au risque de rendre plus sombre encore le pénible tableau que nous avons esquissé.

Voici d'abord (1) une ouvrière âgée de vingt-six ans qu'une sous-entrepreneuse fait travailler à raison de 0 fr. 05 l'heure. Abandonnée avec deux enfants, elle a mis au Mont de Piété tout ce qu'elle possédait : son linge pour 50 francs, sa montre pour 6 francs, son lit de plumes pour 8 francs, sa machine à coudre pour 5 francs. Puis les reconnaissances ont été vendues à leur tour. Sans meubles, presque sans vêtements, elle s'en est allée avec ses enfants et sa mère habiter, dans un hôtel du quartier du Panthéon, une chambre horriblement sale louée 5 francs par semaine. Lors de l'enquête, elle a déclaré que chez elle depuis la veille personne encore n'avait mangé.

Plus loin (2), c'est une femme de cinquante-quatre ans qui, avant son mariage, ne gagnait que 0 fr. 85 par jour. Elle habitait dans des bouges et demandait des bons de logement lorsqu'elle ne pouvait économiser les 0 fr. 30 nécessaires pour entrer dans les asiles de nuit. Comme elle n'inspirait pas confiance aux entrepreneuses, celles-ci lui donnaient difficilement du travail. Aussi son budget était-il composé de la façon suivante : vin 0 fr. 10, pain 0 fr. 10, rognures de viande 0 fr. 15, graisse 0 fr. 05, éclairage 0 fr. 10 et chambre 0 fr. 30.

Une vieille lingère de soixante-treize ans travaille encore pour élever son petit-fils infirme (3). Elle

1. *Enquête sur la lingerie*, I, 4^e partie, Monographie 15.

2. *Id.*, I, 29.

3. *Enquête lingère*, I, 4, p. 701.

gagne par an 346 fr. 50 et vit dans la crainte de ne pas payer son loyer. Au moment de l'enquête, deux événements venaient de bouleverser les calculs qu'elle avait faits pour vivre jusqu'au terme suivant : obligée de soigner une fluxion, elle avait dû acheter pour quelques sous de pavot ; le même jour ses lunettes étaient tombées à terre et un verre s'était cassé.

Enfin certains marchandeurs sont si exigeants pour la livraison qu'on rapporte le cas d'une malheureuse gagnant 0 fr. 40 par jour à faire des boutonnières et qui, habitant à 4 kilomètres de Rouen où elle devait livrer son travail, a tellement couru pour être à l'heure qu'elle est morte en arrivant (1).

L'impression dominante qu'on garde de tous ces exemples est la soumission passive et découragée des ouvrières aux exigences sans cesse plus grandes des marchandeurs et des patrons. A Niherne, dans l'Indre, l'une de ces femmes a refusé de répondre aux questions de l'enquêteur. Elle ne savait pas « ce qu'on lui voulait ». Elle craignait « qu'on ne lui fasse des misères ». Et comme on la pressait un peu, elle ajouta : « Puisque le maire vous envoie, il n'a qu'à vous renseigner lui-même : il le sait bien tout cela, puisqu'il en fait faire des chemises. »

Rares sont les lingères qui ont donné des précisions sur les bénéfices des industriels ou des tâcherons, comme cette ouvrière du Mans qui nous

apprend qu'une chemise de nuit vendue 2 fr. 45 coûte au patron 1 fr. 30 (0 fr. 40 de calicot, 0 fr. 45 de feston, 0 fr. 45 de façon et de frais divers), chiffre dont la netteté éloquente rend compte de bien des fortunes rapides !

Toutes ou presque, ces femmes, auxquelles on alloue des salaires moyens de 0 fr. 10 l'heure, apparaissent honteuses et craintives. C'est à peine si quelquefois elles font entendre des plaintes et des récriminations. Il semble qu'une sorte de fierté les empêche de se révolter contre le sort qu'elles ont choisi en préférant le travail à domicile au travail en atelier. Isolées les unes des autres, livrées sans résistance possible à toutes les exigences des employeurs, ne bénéficiant, par suite de leur dispersion même, d'aucune protection légale, elles acceptent pourtant sans murmurer leur condition misérable. Car elles sont chez elles, et ce faux-semblant de liberté les aide à supporter stoïquement toutes les privations.

Mirage trompeur d'indépendance qui leur masque la réalité de leur esclavage !

CHAPITRE QUATRIÈME

Comment lutter contre les abus du marchandage dans l'industrie à domicile ?

Rien ne donne autant d'indulgence pour l'œuvre souvent imparfaite de nos législateurs que de s'attacher soi-même à édicter des règles et à formuler des principes en vue de porter remède à un mal déterminé. La complexité du problème dont on s'occupe, l'infinie variété des situations qu'on veut régir, la résistance prévue de ceux qu'on prétend viser, tout concourt à faire de la tâche louable qu'on s'impose un travail souvent stérile et toujours rempli de difficultés. Telle est, dans notre domaine, la recherche abstraite et délicate d'un moyen efficace pour combattre les excès de l'entreprise. Quelque soin que nous prenions pour le découvrir, il y aura fatalement dans le système que nous proposerons une part très grande d'inefficacité.

Les formes diverses qu'affecte le sweating-system ont, en effet, pour commune ressemblance de se prêter malaisément à une réglementation étroite : élément préalable des sanctions qu'il est possible de

prononcer. La dispersion des femmes qui travaillent à domicile s'oppose à un contrôle sérieux des mesures employées pour que les dispositions prises en leur faveur soient respectées. Quoi qu'on fasse, on se heurtera longtemps encore à la fraude des marchands et à la morne résignation de leurs victimes.

Aussi convient-il de ne point s'illusionner sur le sort réservé aux lois qui pourraient être édictées contre le tâcheron. Mieux vaut, en l'occurrence, mettre son espoir dans un changement d'attitude des ouvrières, dans une solidarité plus étroite de ces malheureuses, qui les amènera à prendre conscience de leurs droits et les engagera à ne plus laisser au marchandeur la tentation de les méconnaître.

Mais s'il est vrai que cette évolution dans la manière d'être des travailleuses en chambre doive seule supprimer les abus du marchandage, il est bon de ne point oublier qu'on peut hâter ce changement désirable en montrant aux intéressées la légitimité de leurs revendications, la possibilité de la réforme qu'elles espèrent et le secours qu'elles peuvent trouver dans les textes que nous possédons.

Théoriquement, on entrevoit assez bien les dispositions à prendre pour mettre un terme aux méfaits du marchandeur dans l'industrie à domicile salariée. La physionomie générale de cet intermédiaire, ses pratiques les plus courantes et les funestes conséquences de son intervention nous sont maintenant assez connues pour qu'il ne soit pas très malaisé de proportionner le remède à un mal si nettement défini.

S'il est incontestable que le tâcheron contribue, par sa présence entre l'ouvrière et le chef d'entreprise, à avilir incroyablement les salaires, s'il est prouvé que les femmes qu'il emploie ont maintes fois à souffrir de son insolvabilité, s'il est avéré qu'il aide à la violation des lois protectrices du travail en favorisant la dissémination des ateliers en chambre qui rend vaine toute inspection, comment ne pas désirer sa disparition et rechercher les moyens de la rendre effective ? Ne semble-t-il pas que la suppression de cet intermédiaire soit l'unique but vers lequel puissent tendre les efforts de ceux qui eurent occasion de se convaincre de son inutilité dangereuse ?

Les difficultés presque insurmontables auxquelles se heurterait toute réglementation du marchandage, par suite de son caractère changeant et imprécis, ordonnent, en effet, de ne pas s'égarer dans la poursuite d'une solution qui ne saurait être bonne si on ne la fait pas radicale. Trop de tâcherons seraient intéressés à tourner la loi qui prétendrait les régir, et ils ne manqueraient pas de procédés habiles pour donner à leur profession l'apparence de la légitimité. Tantôt ils se présenteraient comme de simples gérants salariés par le patron en vue de surveiller l'exécution du travail à domicile, tantôt ils se donneraient les dehors licites de petits fabricants autonomes spécialisés dans la production en chambre.

Avec la complicité des industriels pour le compte desquels ils répartissent l'ouvrage, rien ne leur serait plus facile que de se dire propriétaires des différents

objets qu'ils distribuent aux femmes qu'ils emploient. Ayant ainsi masqué leur physionomie particulière de sous-entrepreneurs de main-d'œuvre sous les traits anodins de commerçants assimilables de tous points aux autres, ils se joueraient sans peine des textes dirigés contre eux.

A vrai dire, la tentation de se soustraire par ces procédés aux ordres du législateur existera également en présence d'une injonction catégorique de ce dernier, déclarant interdit tout fait de marchandage quel qu'il soit. Mais, outre qu'une prohibition absolue de ces pratiques coupables rend la fraude beaucoup plus difficile qu'une réglementation forcément incomplète dont les termes généraux sont susceptibles d'être tournés sous prétexte d'interprétation, les sanctions qu'on ne peut manquer d'attacher à la violation des nouveaux principes viennent inévitablement restreindre l'envie qu'on pourrait avoir de les mépriser.

D'ailleurs, tout projet tendant à la disparition du marchandeur ne saurait aboutir aux mêmes impossibilités que la suppression du travail à domicile. Autant ce mode déterminé de production a pu trouver, même en présence des abus qu'il provoque, de partisans convaincus et de chauds défenseurs grâce aux idées généreuses qui sont à sa base, autant le marchandeur n'est parvenu à mériter que critiques unanimes et universelle réprobation. Même parmi ceux qui se sont vainement efforcés de réagir contre les accusations parfois excessives qu'on lui adresse,

il n'est personne qui ne s'accorde à en faire un des plus certains instruments de l'oppression des ouvrières en chambre. Tandis que les femmes habituées au travail à domicile trouvent à ce mode d'industrie, malgré l'exploitation dont elles sont victimes et grâce à l'indépendance trompeuse dont elles jouissent en restant chez elles, un avantage marqué sur le travail en atelier, on ne recueille, par contre, au sujet du marchandeur que de la haine et du dégoût. Cette réputation souvent justifiée a peut-être le tort de détourner sur la tête de cet intermédiaire une part de la réprobation qu'il eût fallu réserver au patron. Toutefois, il importe de constater qu'une telle antipathie facilite beaucoup la tâche de ceux qui s'efforcent de parvenir à la suppression du tâcheron et les engagent d'autant mieux à s'adonner à la poursuite de ce but désirable qu'ils savent ne rencontrer aucune résistance ailleurs que chez les coupables eux-mêmes.

Mais si l'on accorde sur le principe de l'abolition du marchandage, on hésite quelque peu sur le choix du moyen qui doit permettre de la réaliser.

Annulera-t-on comme contraire à l'ordre public le contrat de sous-entreprise passé entre le marchandeur et le fabricant, afin de mettre ce dernier en rapport direct avec l'ouvrière en chambre et le rendre seul responsable du paiement des salaires et des infractions aux lois protectrices du travail ?

Ou plutôt verra-t-on dans les manœuvres du marchandeur les éléments constitutifs d'un délit social

dont l'accomplissement le rendra passible d'une peine d'amende ou de prison ?

De ces deux systèmes, le second nous semble avoir une supériorité marquée sur le premier, non point tellement par les sanctions plus effectives qu'il suppose que par sa forme plus compréhensive qui implique l'exercice de l'action directe précédemment énoncée. Faire du marchandage un délit, n'est-ce pas, en effet, aboutir à déclarer l'inexistence juridique de la convention intervenue entre le tâcheron et le fabricant, pour placer celui-ci en présence immédiate des travailleuses qui pourront le contraindre à les payer directement ?

En outre l'attitude d'un industriel qui recourt aux services du tâcheron, en vue d'économiser certains frais généraux et afin de mieux se jouer des risques professionnels mis à sa charge, n'est-elle point assimilable à la complicité des délits telle que la prévoit l'article 60 du Code pénal ? Et ne doit-on pas, conformément aux règles les plus certaines de la procédure criminelle, décider que la poursuite sera dirigée contre les délinquants par le ministère public sur la dénonciation des intéressés, admis, par surcroît, à se porter parties civiles ?

D'impérieuses nécessités pratiques ordonnent, selon nous, de recourir à ces procédés que le raisonnement et l'équité exigent si l'on veut s'opposer avec quelque chance de succès aux progrès d'un mal qui concrétise, aux yeux de bien des gens, les misères du sweating-system.

L'histoire de la lutte engagée contre le tâcheron prouve qu'on ne saurait découvrir une voie plus sûre et plus rapide pour remédier aux abus du marchandage. La suppression complète du sous-entrepreneur de main-d'œuvre a toujours paru à ses adversaires l'unique fin vers laquelle devaient tendre leurs efforts.

L'assimilation de son industrie à une pratique illégale punie avec sévérité fut regardée comme le meilleur moyen de parvenir au but qu'ils se proposaient.

Tel était en 1848 le sentiment de la Commission du Luxembourg lorsqu'elle proclama l'abolition du marchandage, sanctionnée presque aussitôt par une amende de 50 à 200 francs et par un emprisonnement de un à six mois. Telle est encore aujourd'hui l'idée maîtresse dont s'inspire le projet de loi déposé par M. Viviani le 18 novembre 1908 sur le bureau de la Chambre des députés, et voté par celle-ci le 17 mars 1910, qui, après avoir défini le marchandage dans son article premier, s'exprime en ces termes dans l'article 2 : « Celui qui, avec ou sans intention de nuire, se livrera au marchandage, sera passible d'une amende de 100 à 200 francs pour la première fois, de 200 à 500 francs en cas de récidive. » Eclairés par ces exemples nous ne demanderons pas à une autre méthode la solution du problème qui nous occupe.

Ce n'est pas à dire pourtant qu'on doive forcément aboutir à un insuccès en essayant de procédés

moins catégoriques que ceux auxquels sont allées nos préférences. La création de coopératives groupant les ouvrières en chambre et leur permettant de vendre directement aux consommateurs est une des plus heureuses perspectives qui s'offrent aux vues généreuses de ceux qui veulent hâter la fin du sweating-system, mais il convient de ne point se dissimuler que l'avenir de ce régime est subordonné à l'éducation syndicale des travailleuses, transformation désirable, certes, mais qui ne peut être possible qu'avec le temps. Aussi importe-t-il que nous nous bornions dans cette étude à l'examen de systèmes d'une efficacité plus immédiate et d'une réalisation moins malaisée.

Lorsqu'on entreprend de supprimer la cause d'un excès déjà ancien et qui fut attaqué bien avant qu'on ait pu le combattre soi-même à son tour, on est parfois indécis de savoir si l'on construira à son sujet une réglementation nouvelle ou si l'on reproduira les principes qui furent antérieurement édictés contre lui, quitte à les adapter à la situation qu'on prétend régir. Pour avoir une supériorité plus grande au point de vue doctrinal, en ce qu'il permet de traiter parfaitement tous les points de la question qu'on examine, ce premier moyen a l'inconvénient d'être subordonné à la consécration par le législateur des idées qu'il développe. Or, c'est là un événement d'une échéance hypothétique et lointaine qui nous engage, avant de mettre notre ultime espoir dans sa réalisation, à chercher d'abord dans les textes que

nous possédons l'antidote aux abus de la sous-entreprise.

Le décret du 2 mars 1848, par lequel la Commission du gouvernement pour les travailleurs siégeant au Luxembourg sous la présidence de Louis Blanc proclama l'abolition du marchandage, nous offre-t-il une arme légale contre les agissements des entrepreneurs ? Bien que ce document n'ait eu pour objet que de viser les intermédiaires qui s'interposent entre patrons et ouvriers dans l'industrie du bâtiment, il n'est pas impossible de l'étendre aux coupables pratiques qui ont fait la réputation du marchandeur dans l'industrie à domicile salariée.

Du moins est-ce là une conception que le raisonnement impose lorsqu'on veut bien se représenter les sentiments humanitaires qui animaient les membres de la Commission du Luxembourg.

Nous reconnaissons toutefois que l'ampleur de cette interprétation ne satisfera nullement ceux qui s'attachent de parti pris à la stricte observation d'un texte et se refusent à l'étendre hors du domaine restreint qui lui fut involontairement assigné par ses rédacteurs. Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle fut prise la décision qui nous occupe leur fournira même un argument qu'il est permis de considérer, à leur point de vue, comme péremptoire.

Nous y voyons, en effet, que les 'marchandeurs visés par le décret du 2 mars 1848 sont ceux qui « sous-entreprennent certaines parties de travaux et les font exécuter à la journée par des ouvriers sous

leurs ordres directs. » Par contre, il y aurait lieu de tolérer « le marchandage habituel qui consiste dans le travail à la pièce ou piécard, ce genre de travail étant avantageux à l'ouvrier comme au patron, car à l'un il assure un bénéfice proportionné à son activité et à l'autre une livraison plus rapide. (1) »

On aurait tort de se dissimuler que de telles paroles viennent rendre très précaire, juridiquement parlant, la thèse que nous soutenons. Si les rigueurs du gouvernement provisoire sont allées exclusivement à la sous-entreprise de travaux accomplis à la journée, il peut paraître malaisé de tirer argument de la prohibition qu'il prononce pour venir en aide aux victimes du tâcheron dans l'industrie à domicile salariée.

Car l'entrepreneur du travail en chambre rétribue presque toujours ses ouvrières aux pièces et c'est en faveur de ce seul mode de rémunération que la Commission du gouvernement pour les travailleurs a consenti à se départir de la sévérité qu'elle témoigne aux marchandeurs. Il serait donc vain de prétendre lutter à l'aide de ce texte contre les excès de la sous-entreprise de main-d'œuvre dans la branche de production qui nous occupe, si nous ne trouvions un plus solide appui dans la lettre que dans les travaux préparatoires du décret envisagé.

Spécial dans ses motifs, ce document célèbre ne

1. Procès-verbal de la C^{on} du gouvernement pour les travailleurs. Cf. Louis Blanc, *la Révolution de février au Luxembourg*, p. 3, et le *Moniteur* du 3 mars 1848.

peut-il être considéré comme général dans ses applications, lorsqu'on lit que « l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ouvriers dits marchandeurs étant essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité », cette exploitation ou marchandage est abolie ? Les expressions un peu hyperboliques employées par la Commission du Luxembourg ne laissent, semble-t-il, aucun doute sur la pensée de ses membres. Le métier de tâcheron est proscrit en lui-même, quelle que soit la branche de production dans laquelle il s'exerce, et ceux qui prononcèrent cette interdiction ont eu beaucoup plus en vue la suppression d'une profession qu'ils considéraient comme un danger social que la protection d'une industrie déterminée.

Sans doute, le marchandeur du travail en chambre n'a point été compris dans la réprobation témoignée en 1848 aux intermédiaires de cette espèce, mais le silence gardé à son sujet s'explique par la nouveauté relative d'un fléau inconnu à l'époque de la promulgation de ce décret et nullement par une idée d'indulgence que rien ne pourrait justifier.

Au demeurant, la largeur des termes par lesquels la deuxième République abolit « l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ouvriers dits marchandeurs » nous autorise à penser qu'une interprétation libérale puiserait dans cette définition explicite de la sous-entreprise les éléments d'une théorie prohibant le marchandage de l'industrie en chambre. Certes, une argumentation subtile ne man-

querait point encore de prétendre que les tâcherons *ouvriers* ayant été seuls visés par le législateur, on doit se garder d'englober dans la même réprobation les marchandeurs qui ne rentrent pas absolument dans cette catégorie. Mais, outre qu'on se heurterait à des difficultés insurmontables pour différencier les citoyens en deux classes inégalement privilégiées, et qu'on risquerait de tomber dans l'arbitraire en assimilant tel entrepreneur à un ouvrier, tel autre à un patron, il importe de se représenter que les caractéristiques du marchandage en 1848 étaient tout autres que celles qu'il nous est maintenant donné d'apercevoir. Et puisque nous nous efforçons d'adapter un texte à une situation nouvelle qu'il ne pouvait pas prévoir, force nous est bien de nous attacher aux sentiments qui l'ont dicté beaucoup plus qu'au détail des expressions par lesquelles il a voulu combattre la seule espèce de marchandage connue à l'époque de sa rédaction. Qu'il nous soit donc permis de ne retenir du décret rendu le 2 mars 1848 que la volonté qu'il manifeste de mettre fin à l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage pour essayer de l'opposer efficacement aux agissements coupables des tâcherons qui font l'objet de notre étude.

Ainsi nous eussions peut-être trouvé dans ce document, complété par un second décret en date du 21 mars 1848 qui vient lui apporter une sanction nécessaire, le remède aux abus que nous citons l'occasion de déplorer, si les magistrats chargés d'en

faire l'application aux espèces qui leur furent soumises n'en avaient fourni une interprétation restrictive et arbitraire.

A vrai dire, ce reproche ne saurait s'adresser dans toute son ampleur qu'à la Cour de cassation. Les juges qui eurent avant elle à se prononcer sur la légalité du marchandage, s'ils méconnurent parfois le sens du texte qui nous occupe, ne subordonnèrent jamais la culpabilité du tâcheron aux conditions étroites et rigoureuses énoncées par la Cour suprême dans un arrêt des Chambres réunies en date du 31 janvier 1901. Quoiqu'il leur parût que l'exploitation des ouvriers par le marchandeur était seule punissable aux termes du décret, le Conseil des Prud'hommes et la Cour d'appel de Paris validant un jugement du tribunal correctionnel de la Seine (1) n'eussent point hésité à sévir en face d'un scandaleux trafic avéré. De leur côté, les Cours d'Orléans et de Bourges (2), beaucoup plus larges dans leurs considérants, voyaient dans tout marchandage un fait illicite « réprimé abstraction faite de sa moralité », prouvant ainsi d'une saine compréhension des termes employés par la Commission du Luxembourg pour condamner la sous-entreprise de main-d'œuvre.

Jamais ces juridictions qui assimilèrent le patron tantôt à un co-auteur, tantôt à un complice, concep-

1. Prud'hommes, *Industries diverses*, 16 fév. 1881, S. 84. 2. 221 — Trib. correct., Seine, neuvième chambre, 9 avril 1897. — Cour de Paris, 9 juillet 1897 (*Le droit*, du 10 avril 1897).

2. Bourges 20 juin 1900. — Orléans 5 juillet 1898 S. 99. 2. 201 et 11 juillet 1899 S. 99. 2. 231.

tion seule exacte selon nous, n'exigèrent de l'acte incriminé qu'il réunit ces trois éléments demandés par la Cour suprême : un fait matériel, une intention de nuire et un préjudice causé aux ouvriers. Cette inutile sévérité, qui aboutit à faire bénéficier certains marchands d'une dangereuse impunité, ne se peut baser sur aucune bonne raison équitable ou juridique.

Car il ne sert de rien de déclarer « qu'il résulte du texte même tant du décret du 2 mars 1848 que de l'arrêté du 21 du même mois que le fait qui a été d'abord interdit puis puni de peines correctionnelles par le gouvernement provisoire n'est point tout embauchage d'ouvriers à la journée par un tâcheron, mais seulement l'exploitation des ouvriers au moyen du marchandage, exploitation qui ne consiste de la part du sous-traitant qu'à tirer un profit abusif de ceux qu'il emploie ». (31 janvier 1901, S. 02. 1. 157). De telle parole, lorsqu'elles ne trouvent pas d'appui dans une disposition expresse du décret qu'on interprète, lorsqu'elles sont surtout en contradiction manifeste avec la lettre, l'esprit et l'histoire du texte qu'on étudie, participent assez du domaine des affirmations gratuites.

Si l'on se reporte, en effet, au document célèbre par lequel la Commission du Luxembourg décréta la suppression du marchandage, on constate que les expressions employées par les auteurs de cette décision ne laissent place à aucune équivoque sur le but qu'ils poursuivaient. « Considérant », est-il disposé, « que

l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers dit marchandeurs est essentiellement injuste vexatoire, et contraire au principe de la fraternité ; le gouvernement de la République décrète... *l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage est abolie.* »

Quelle que soit la peine prise par les magistrats de la Cour suprême pour concilier les intérêts de certains industriels, adeptes fervents du marchandage, et les dispositions catégoriques de ce décret, il est impossible, sans en méconnaître volontairement les termes, d'aboutir à l'interprétation qu'ils ont fournie. « L'exploitation des ouvriers ou marchandage » ne saurait équivaloir à l'exploitation des ouvriers « *au moyen du marchandage* ». Une locution alternative ne peut être assimilée à une périphrase restrictive comme celle employée par la Cour de cassation et, à moins d'admettre que la portée grammaticale des mots ait changé depuis 1848, force nous est bien de reconnaître que l'arrêt de 1901 s'est mal inspiré du texte qu'il envisageait.

Quant à prétendre que les membres du Gouvernement provisoire ont fourni, le 21 mars 1848, un solide argument en faveur de la thèse que nous combattons, c'est vouloir chercher dans un second décret, ayant seulement pour but de sanctionner le premier, une déclaration de principes qui ne peut y être incluse. Lorsque nous lisons que « ... le décret du 2 mars qui supprime « l'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage » n'est pas universellement

exécuté... », est-ce à dire qu'on ait voulu revenir sur la condamnation précédemment prononcée contre toute sous-entreprise de main-d'œuvre ? Pour le prétendre, il faudrait ignorer les habitudes de langage des révolutionnaires de 1848 qui les entraînaient, dans leur enthousiasme idéaliste, à employer des tournures de phrase quelque peu hyperboliques. Les âmes simples auxquelles il s'adressaient n'auraient point été touchées par le mot sec et technique de marchandage comme elles le furent par celui d'« exploitation ». On ne saurait apprécier la portée d'un texte sans en revivre l'histoire et sans s'imprégner des secrètes aspirations de ceux qui l'ont écrit.

D'ailleurs n'eussions-nous pas trouvé, à l'aide du seul raisonnement, la preuve de l'évidente erreur commise par la Cour suprême, qu'elle nous serait apparue, irréfutable, dans ce passage des travaux préparatoires : « Nous voulons l'abolition du marchandage parce qu'il est odieux qu'entre le patron et l'ouvrier se glissent de rapaces intermédiaires qui exploitent le second et, quel que soit le bon vouloir du premier, font descendre le salaire au niveau marqué par la faim (1). »

Il est impossible de mieux réfuter la théorie de ceux qui ont prétendu faire des distinctions entre les marchandeurs selon la plus ou moins grande exploitation dont ils se rendent coupables, alors qu'ils

1. Louis Blanc, *la Révolution de 1848*, t. I.

furent explicitement englobés tous ensemble dans une même proscription.

Quoi qu'il en soit pourtant de l'interprétation hasardée fournie par une jurisprudence aussi peu solidement motivée qu'obstinément maintenue, rien ne nous autorise à penser que ses partisans l'abandonneront un jour pour revenir à une plus juste conception des choses et des décrets. Aussi devons-nous, faute de mieux, l'accepter avec ses imperfections et ses erreurs, en nous efforçant de l'adapter malgré tout aux excès douloureux dont l'entreprise est l'origine dans la branche de production qui nous occupe.

Certes, nous nous heurterons à bien des obstacles dans l'accomplissement de cette tâche désirable et nécessaire, mais nous espérons que les magistrats, chargés peut-être un jour de donner une consécration pratique aux brèves idées qui vont suivre, apercevront toute la distance qui sépare le marchandeur du travail à domicile du tâcheron de l'industrie du bâtiment. S'ils reconnaissent le rôle parfois utile de celui-ci, ils ne peuvent manquer de le comparer à l'influence toujours néfaste de celui-là, et la faveur qu'ils témoignent à l'un se changera pour l'autre en une défiance légitime qui leur donnera moins d'appréhension à sévir qu'ils n'en ont montré jusqu'ici.

D'ailleurs le mal auquel nous cherchons un remède est si accentué que les considérants développés par la Cour suprême lui demeurent efficacement applicables en dépit des nombreuses restrictions qu'ils

contiennent. « Attendu que le fait qui a été interdit puis puni de peines correctionnelles », lisons-nous, « n'est point tout embauchage d'ouvriers à la journée par un tâcheron, mais seulement leur exploitation au moyen du marchandage, exploitation qui ne consiste, de la part du sous-traitant qu'à tirer un profit abusif de ceux qu'il emploie... »

On remarquera que la Cour de cassation ne reproduit dans ses considérants aucune des distinctions qu'avait formulées le Gouvernement provisoire de la République, concernant l'embauchage de travailleurs à la journée ou la qualité d'ouvrier chez le sous-entrepreneur de main-d'œuvre. Ce silence s'explique-t-il par la qualité des requérants qui réunissaient les conditions mêmes exigées par les décrets, et la Cour suprême a-t-elle cru inutile de revenir sur un point qui n'était nullement discuté ? Nous serions beaucoup plus porté à le croire qu'à considérer le silence des magistrats comme l'indice d'une largeur de vues qui n'est point dans leurs habitudes à l'endroit des humbles qui espèrent sans leur justice. Quoi qu'il en soit d'ailleurs des mobiles qui influèrent sur ce faconisme de la Cour de cassation, et à prendre seulement sa décision telle qu'elle nous est parvenue, comment ne pas trouver dans les motifs de cet arrêt la condamnation formelle des procédés mis en œuvre par l'entrepreneur pour parvenir à ses fins ? Et peut-on hésiter à l'accuser de « tirer un profit abusif de ceux qu'il emploie », en présence des prélèvements considérables qu'il opère sur les salaires des travailleuses ?

Quelque sévère qu'elle paraisse, en exigeant, pour donner cours aux poursuites intentées contre le marchandeur, la réunion de trois éléments, un fait matériel, une intention de nuire et un préjudice causé aux ouvriers, la Cour de cassation reproduit inconsciemment les caractéristiques mêmes du délit commis journellement par l'intermédiaire dont nous parlons.

Un fait matériel ? Il existe par cela seul qu'un tâcheron s'interpose entre le fabricant et les femmes qu'il emploie.

Une intention de nuire (1) ? Elle apparaît dans la quantité de moyens frauduleux petits ou grands auxquels l'entrepreneur recourt pour mieux exploiter les ouvrières. Elle est évidente dans cette habitude des marchandeurs de retenir, sous prétexte de maléfçons, une part des sommes dont ils sont débiteurs envers celles qu'ils font travailler ; elle se manifeste dans les paiements en nature : on la rencontre dans tous les agissements de ces intermédiaires, dans leur désir de découvrir les femmes les plus pauvres, dans leur souci de les spéculer pour qu'elles ne soient pas tentées de réclamer une rétribution moins vile en menaçant de s'adonner à d'autres travaux.

Mais c'est surtout lorsqu'on demande la preuve d'un préjudice qu'on n'éprouve aucune peine à satisfaire aux exigences des magistrats. S'il est dif-

1. Nous assimilons l'intention de nuire à l'intention dolosive.

facile de constater « un profit abusif » dans les bénéfices obtenus par les marchandeurs du bâtiment qui payent souvent mieux que les patrons eux-mêmes, il n'est pas malaisé d'en démontrer l'existence en comparant les sommes reçues par les intermédiaires du travail en chambre à celles qu'ils fournissent aux ouvrières. Donner à ces malheureuses un salaire courant de 0 fr. 10 l'heure et prélever 35 ou 50 o/o des prix de façon, nous semblent des chiffres trop éloquents dans leur réalité douloureuse pour qu'on puisse hésiter à appliquer aux marchandeurs dont il s'agit un décret qu'il est impossible de considérer à leur égard comme trop rigoureux et trop absolu.

On annulera donc comme contraire à l'ordre public la convention intervenue entre l'intermédiaire et le fabricant ; une action directe sera donnée, avec tous les avantages qu'elle suppose, à l'ouvrière contre le chef d'entreprise ; les peines correctionnelles prononcées le 21 mars 1848 pour sanctionner toute infraction aux dispositions du décret abolissant le marchandage frapperont l'industriel et le tâcheron : celui-ci en qualité d'auteur principal, celui-là en qualité de complice, seront passibles d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois, de 100 à 200 en cas de récidive, et d'un emprisonnement de un à six mois au troisième acte délictueux.

En fondant de si grands espoirs dans la jurisprudence de la Cour suprême, certains trouveront peut-

être que nous cédon's à un penchant optimiste injustifié. Et, de fait, les magistrats de cette Cour ne nous ont point paru disposés jusqu'ici à témoigner une clémence bien grande aux victimes du marchandage. S'ils n'ont pas hésité à méconnaître volontairement le sens indéniable d'un décret prohibant le marchandage dans l'industrie du bâtiment, et alors qu'il s'agissait d'en faire une application nécessaire aux espèces mêmes prévues par le législateur, quel accueil croit-on qu'ils réservent à une thèse qui ne trouve de bien solide appui que dans des vraisemblances et des probabilités. Invoquer l'esprit d'un texte devant quelqu'un qui se refuse à en reconnaître la lettre, cela n'est-il point se montrer confiant jusqu'à la témérité ?

Et comment supposer que des juges qui n'hésitent point à violer la loi n'iront pas y chercher, lorsqu'ils y auront intérêt, d'innombrables raisons pour la déclarer inapplicable aux malheureuses qui supposaient trouver dans ses termes un remède à leurs souffrances. Or, nous avons vu que ces raisons existent et qu'elles apparaissent aux yeux des moins prévenus dans les restrictions maladroites avec lesquelles on supprima le marchandage à la Commission du Luxembourg.

S'il est réellement nécessaire, pour encourir les peines édictées le 21 mars 1848, qu'il s'agisse d'un travail *fait à la journée* sous les ordres d'un sous-entrepreneur *ouvrier*, c'en est fait évidemment du secours que nous pouvions espérer rencontrer dans

les périphrases enthousiastes du Gouvernement provisoire, et nous reconstituons trop bien la réponse que nous fera la Cour suprême.

Il est vrai que nous pouvons espérer encore dans son équité et nous confier à sa clémence, mais il n'a pas tenu à nous de n'avoir qu'une médiocre confiance dans cette magnanimité.

Si les appréhensions que nous avons manifestées se trouvaient, dans l'avenir, avoir quelque fondement, de quel secours pourrait nous être la loi récente du 10 juillet 1915 en vue de supprimer le mal contre lequel nous luttons ?

La nouveauté des textes que nous allons étudier ne nous permettra certes pas d'éprouver de sitôt la justesse ou de reconnaître la fausseté de la théorie que nous nous essaierons à construire. Mais peut-être nos recherches serviront-elles à faire apparaître les difficultés d'application des règles édictées par le législateur, et nous engageront-elles à proposer nous-mêmes délibérément une solution nouvelle pour suppléer à l'insuffisance des décisions que nous possédons déjà.

Et d'abord il ne faut point hésiter à déclarer qu'en principe la loi sur le minimum de salaire constitue l'antidote aux excès de la sous-entreprise dans la production à domicile salariée. Les industries visées par le nouvel article 33 du Code du travail sont celles-là même où la pratique du marchandage est l'origine des plus grands abus. Les exemples que nous eûmes antérieurement l'occasion de rapporter

nous montrent, en effet, que les tâcherons se spécialisent de préférence dans la répartition des travaux du vêtement. On peut donc penser que l'institution d'un minimum de salaire dans ce domaine particulier de l'activité des travailleuses en chambre contribuera à saper dans sa base l'exploitation dont souffrent les ouvrières.

Mais si l'on aboutit à première vue à cette conclusion rassurante, on éprouve bien vite quelques appréhensions sur l'efficacité des moyens mis en œuvre par le législateur pour parvenir à cette fin désirable.

Et cependant à n'envisager que les mesures de publicité auxquelles sont astreints patrons et marchands pour porter le minimum de salaire fixé par les comités à la connaissance des femmes qu'ils emploient, il semble qu'on rende à jamais impossible tout prélèvement indû sur les prix de façon. L'affichage requis par l'article 33 b, en renseignant les travailleuses sur le taux de la rétribution à laquelle elles ont droit, ne saurait manquer de faire apparaître le pourcentage des profits réalisés par les entrepreneurs au détriment des ouvrières, à l'aide d'une simple comparaison entre les sommes qu'elles reçoivent du marchand et celles énoncées sur l'affiche et obligatoirement fournies par le fabricant. La crainte de récriminations engagera peut-être les intermédiaires à réduire le taux exagéré de leurs bénéfices, sinon à renoncer à l'exercice d'une profession dans laquelle ils ne seront plus assurés de

la même quiétude et de la même impunité. Il est vrai que la modicité des peines édictées par l'article 99 *a* du Code du travail, en cas d'infraction aux dispositions légales concernant l'affichage des prix de façon déterminés par les comités de salaires, et la perspective rassurante pour les délinquants de bénéficier des circonstances atténuantes risquent de rendre singulièrement fragile le mécanisme vital de la loi de 1915. En outre l'exception insérée dans l'article 33 *b*, aux termes de laquelle la publicité par voie d'affiche « ne s'applique pas au domicile privé des ouvrières, lorsque la remise et la réception de l'ouvrage y sont directement effectuées par les soins des fabricants, commissionnaires ou intermédiaires », risque de fournir aux entrepreneurs un moyen licite de se jouer des injonctions du législateur en leur faisant livrer par l'entremise de salariés à leurs ordres les pièces de lingerie ou les vêtements que les ouvrières vont très ordinairement chercher ou remettre elles-mêmes chez le marchandeur.

Toutefois il convient de ne pas s'exagérer la menace de cette fraude en considération du désir de lucre des tâcherons qui préféreront se soumettre aux nécessités de l'affichage plutôt que d'augmenter leurs dépenses en faisant opérer directement la livraison des objets qu'ils donnent à confectionner.

D'ailleurs les entrepreneuses auraient elles la tentation de se libérer par ce moyen de l'obligation que leur impose l'article 33 *b*, qu'elles n'échapperaient pas pour cela aux désagréments de la publicité.

L'article 33 *c* les contraint, en effet, de mentionner sur le bulletin à souche qu'elles remettent aux ouvrières le montant de la rémunération qu'elles leur accordent. Or la concordance devant être absolue entre le talon du carnet à souches et le bulletin qu'elles délivrent, il sera facile aux inspecteurs du travail de vérifier si les prix de façon payés aux travailleuses correspondent au minimum voulu par les comités de salaires.

Même, on prend une garantie contre les procédés malhonnêtes employés par certains marchands qui déguisent la vileté de leurs salaires sous les dehors de frais accessoires qu'ils s'imposent pour fournir de fil ou d'aiguilles les travailleuses, en les forçant à mentionner sur le bulletin le montant des diverses dépenses qu'ils laissent retomber sur les ouvrières et la somme nette qu'ils leur payent après déduction de ces frais. Obligés de la sorte d'avouer d'une autre façon les bénéfices qu'ils réalisent indûment, on peut espérer qu'ils redouteront davantage la colère de celles qu'ils exploitent, et qu'à défaut de pudeur un peu de prudence leur dictera dans l'avenir une attitude moins intransigeante à l'égard des femmes qu'ils font travailler.

Mais on trouve dans la partie principale de la loi une disposition bien plus menaçante encore pour les tâcherons. Lorsque l'article 33 *e* décide que les minima de salaires seront établis d'après le taux de la rétribution quotidienne fournie aux ouvrières qui exécutent des travaux analogues *en atelier*, on n'a

nulle peine à se représenter qu'une rigoureuse application du principe ainsi posé aboutit à ôter aux fabricants toute envie de recourir aux services d'un marchandeur. Forcer, en effet, les entrepreneuses à verser effectivement et à mentionner exactement, tant sur les affiches que sur les bulletins, un salaire réglé sur celui payé en atelier, c'est aboutir à leur retirer tout bénéfice dans l'exercice de leur profession. Car à moins de supposer que les fabricants consentiront à donner à l'intermédiaire une somme supérieure à celle qu'ils auraient fournie à des ouvrières travaillant en atelier, — chose fort improbable si l'on se souvient qu'il n'ont cherché dans la pratique de la sous-entreprise qu'un moyen pour échapper aux frais de la production en atelier —, il nous faut bien conclure que les marchandeurs, ne trouvant plus dans la différence entre les prix de façon et les salaires qu'ils doivent payer une marge suffisante pour leurs profits, renonceront à un métier désormais trop ingrat et qui ne leur promet plus que déboires et que désenchantement.

Cette perspective apaisante, qui nous laisse entrevoir derrière les articles de la loi sur le minimum de salaire la fin prochaine des abus que nous déplorons, est malheureusement obscurcie par l'insuffisance des sanctions qui prétendent maintenir les fabricants et les intermédiaires dans le respect des dispositions envisagées. Réglementer la publication des prix à payer obligatoirement aux ouvrières, punir même de 5 à 15 francs d'amende toute infraction aux

ordres du législateur, et provoquer indirectement la générosité du marchandeur en lui faisant redouter des difficultés avec ses ouvrières en cas de différence par trop grande entre les salaires minima affichés et ceux qu'il serait tenté de leur donner, est certes une chose très désirable. Avoir recours aux contraintes morales peut être parfois un bon procédé, mais nous redoutons qu'en l'occurrence un tel moyen ne soit singulièrement inefficace. Lorsqu'on connaît l'âpreté au gain des tâcherons de l'industrie à domicile, il est permis d'émettre quelques doutes sur le succès d'une loi qui ne prévoit que des peines anodines et ne brandit aux yeux des coupables que des menaces hypothétiques et lointaines.

Car la loi de 1915 qui réglemente, d'ailleurs si heureusement, l'établissement d'un gain minimum à fournir aux ouvrières et permet, d'une manière indirecte, de supprimer le marchandeur, n'a rien organisé de sérieux et de réel pour contraindre les intermédiaires au paiement du minimum ainsi fixé. En se bornant à déclarer, dans l'article 33 *i*, alinéa premier, qu'en cas de non paiement du salaire l'employeur pourra être condamné, indépendamment du versement des sommes dont il était débiteur envers l'ouvrière, à lui payer une indemnité, le texte fonde un trop grand espoir dans l'exercice d'une action civile que la travailleuse se gardera bien d'entreprendre si elle tient à conserver son gagne-pain.

Au demeurant, le texte n'est point suffisamment explicite pour renseigner parfaitement les victimes

du tâcheron sur les droits qui leur sont reconnus et pour les engager à exercer une action dont il leur est impossible de prévoir le résultat. Que faut-il entendre, en effet, par ce terme vague d'*employeur* sous lequel on désigne celui qui pourra se voir contraint de payer une indemnité à l'ouvrière ? Est-ce le fabricant ou simplement le marchandeur, dans l'espèce où cet intermédiaire apparaît ? Si l'on n'accorde d'action que contre ce dernier, on rend bien souvent tout recours illusoire, mais si l'on prétend atteindre le chef d'entreprise lui-même, on institue d'un seul coup une action subsidiaire contre le patron, action dont les conséquences peuvent être considérables. La question est d'importance et l'on eût voulu que l'ambiguïté de la loi ne la laissât point dans une ombre mystérieuse.

Une même critique est à adresser à l'alinéa deuxième du même article, lorsqu'il dispose que « tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire est civilement responsable lorsque c'est de son fait que le salaire minimum n'a pu être payé. » Là encore, il eût fallu préciser ce qu'on entendait par cette laconique et incolore expression : « *de son fait*. »

Est-ce à dire simplement que l'entrepreneuse pourra être poursuivie civilement dès qu'elle n'aura point fourni à l'ouvrière l'intégralité de la rétribution qu'elle lui devait, solution élémentaire qu'il n'était nul besoin de formuler dans un texte spécial et qu'on eût aisément suppléée avec le seul secours du droit commun ? Ou bien devons-nous trouver à ce passage

un sens autrement important et étendu, en décidant que le chef d'entreprise est civilement responsable de l'insolvabilité ou de la mauvaise foi du marchandeur, puisque c'est en somme *de son fait* et à cause de l'utilisation à son profit d'une entrepreneuse qui lui évite des risques de toute sorte et d'appréciables frais généraux que le salaire minimum n'a pu être payé. L'interprétation peut se soutenir, et elle aboutit à accorder indirectement à l'ouvrière une sorte d'action directe que le silence de la loi, implicitement, lui refuse.

Quelle que doive être l'opinion de la jurisprudence future sur cette question, nous ne pouvons que déplorer les procédés imparfaits auxquels le législateur a recouru pour protéger son œuvre. Une action pénale donnée au ministère public ou à l'inspecteur du travail eût assuré le parfait fonctionnement d'une loi excellente dans son principe et contribué rapidement à la disparition du marchandeur en l'obligeant à publier puis à payer un salaire égal à celui qu'il recevait du patron. Au lieu de cela, on semble avoir mis son espoir dans l'exercice d'une action civile qui ne sera presque jamais intentée, au plus grand bien des patrons et des marchandeurs qui continueront, comme par le passé, à pressurer solidairement les ouvrières.

Le projet Viviani, voté par la Chambre le 17 mars 1910, contribuera peut-être, au cas où le Sénat se déciderait inopinément à lui accorder force de loi, à faire cesser l'exploitation des femmes qui travail-

lent à domicile sous les ordres directs des sous-entrepreneurs.

Dans son article premier, ce texte définit d'une manière suffisamment large le marchandage pour qu'il ne soit pas impossible de trouver dans ses termes le remède aux misères qui nous sont connues.

« Le marchandage », lisons nous dans l'alinéa premier de cet article, « est une convention de sous-entreprise dans laquelle le sous-entrepreneur, ayant passé avec l'entrepreneur principal un contrat portant sur la main-d'œuvre de travaux à accomplir, fait exécuter ces travaux par des ouvriers payés par lui au temps ou aux pièces avec ou sans garantie de l'entrepreneur. »

On voit que les difficultés d'application auxquelles nous nous heurtions avec le décret du 2 mars 1848 ne sauraient se représenter ici, grâce à la clarté et à l'ampleur de cette disposition.

Le tâcheron est présenté avec netteté sous son vrai jour de sous-entrepreneur de main-d'œuvre. Il n'est plus nécessaire, comme l'avait décidé la Commission du Luxembourg, que le travail soit exécuté à la journée sous la direction d'un marchandeur ouvrier. La qualité accessoire de l'entrepreneur importe peu. Qu'il s'agisse donc d'un tâcheron travaillant au milieu des ouvrières ou d'une entrepreneuse commerciale se bornant à répartir la besogne entre les femmes qu'elle emploie, que la tâche soit payée au temps ou aux pièces, dans tous les cas la sous-entreprise de main-d'œuvre est proscrite et

punie des peines énoncées à l'article 2 du projet. Peu importe encore que l'intermédiaire fournisse à celles qu'il exploite certains objets ou quelques ustensiles nécessaires à la confection des différentes choses manipulées par les ouvrières, tels par exemple que du fil, du cordonnet, des aiguilles ou des machines à coudre. Dès que le contrat passé avec le fabricant porte principalement sur la main-d'œuvre, c'est en vain que le tâcheron essaiera d'échapper aux dispositions légales en se donnant l'apparence d'un chef d'entreprise propriétaire de la matière première et courant seul les risques de la production. A vrai dire, l'exposé des motifs de la future loi que nous examinons avait laissé aux marchandeurs un moyen de fraude, en déclarant que la caractéristique du marchandage était une convention de sous-entreprise portant *exclusivement* sur la main-d'œuvre (1). Fort heureusement cet adverbe catégorique, qui eût rendu vaine toute prohibition du marchandage en poussant ceux qui s'y adonnent à fournir à leurs ouvrières quelques instruments de travail pour ne plus être assimilés à des intermédiaires traitant exclusivement sur la main-d'œuvre, a disparu dans le texte définitif du projet. Rien ne permet donc de penser que son silence à ce sujet puisse être interprété un jour comme laissant en dehors de ses prévisions le marchandeur qui possède un outillage et qui le met à la disposition des travailleuses.

1. *Journal officiel*. Annexes, 1909, t. I, p. 97, n° 2116, § III.

Autrement nous aboutirions avec ce texte à la suppression des petites entrepreneuses ne traitant jamais que sur la main-d'œuvre et végétant aussi misérablement que leurs ouvrières, tandis qu'on laisserait en paix les gros marchandeurs possédant des machines, opérant en grand et exploitant honnêtement les femmes qui travaillent à domicile. Une telle conception, en même temps qu'elle serait singulièrement inique et paradoxale, marquerait la faillite d'une loi dont il est permis d'espérer beaucoup.

L'alinéa deuxième du document en question est la seule transformation que le vote de la Chambre ait fait subir au projet primitif. Modification très peu essentielle, certes, puisqu'on se borne, à l'exemple du décret du 2 mars 1848, à ne pas assimiler au marchandage illicite la convention intervenue « entre une entreprise principale et une association ouvrière de production ou une équipe d'ouvriers » (1).

Beaucoup plus important est l'article deuxième qui a pour but de mettre fin à la jurisprudence arbitraire de la Cour suprême sur la décision du Gouvernement provisoire de la deuxième République. « Celui qui, avec ou sans intention de nuire », lisons-nous en effet, « se livrera au marchandage, sera passible d'un amende de 100 à 200 francs pour la première fois, de 200 à 500 francs en cas de récidive. » L'intention de nuire, nous l'avons vu, avait été considé-

1. *Journal officiel*. Débats, 1910, t. II, 17 mars 1910, p. 479, n° 8.

rée par les magistrats comme une condition indispensable à la réussite de l'action. Le langage très explicite du projet Viviani vient ôter aux juges toute tentation de se dérober aux injonctions du législateur en exigeant de la part des victimes du tâcheron la preuve toujours impossible d'une intention dolosive chez le marchandeur.

Tel est ce projet, visant à la suppression du marchandage, qu'il n'appartient plus qu'au Sénat de transformer en une arme certainement redoutable contre les entrepreneuses du travail en chambre. A supposer que la haute assemblée n'ait point enterré à jamais cette loi votée par la Chambre dans la tombe inviolable d'un carton vert, comme certains députés en manifestèrent l'appréhension à la séance du 10 juillet 1911 (1), de quelle utilité nous sera ce texte pour le succès de la lutte que nous avons entreprise, et que devons-nous attendre, pour la branche de production qui nous occupe, de l'interprétation jurisprudentielle future de ce document ?

Bien que la forme large et explicite dans laquelle il fut rédigé justifie les plus grands espoirs, nous craignons que les magistrats chargés de poursuivre les entrepreneuses de l'industrie à domicile salariée n'aillent chercher dans l'esprit du projet, à défaut de sa lettre, un argument décisif contre les malheureuses ouvrières qui réclameraient à leur profit une stricte application de la loi.

1. *Journ. off.*, Débats, t. III, 1911, p. 2733 et s., n° 16.

C'est qu'en effet l'auteur du texte envisagé paraît n'avoir jamais visé, dans tous les développements qu'il a fournis sur l'idée qui lui suggéra son projet, que les ouvriers du bâtiment.

Nous ne pouvons qu'appréhender les conséquences pratiques d'un tel silence à l'endroit des femmes que nous voudrions protéger. Car nous connaissons trop les sentiments secrets de la Cour suprême pour ne point redouter qu'elle ne laisse impunis les abus du marchandage dans le travail en chambre, sous le prétexte que rien dans l'exposé des motifs ne permet de croire qu'on a voulu y remédier.

Le rapport déposé par M. Colliard le 26 janvier 1910 (1) est, à vrai dire, plus compréhensif.

Sans déclarer absolument que le vêtement et la lingerie sont visés par la loi qu'il propose, l'attention qu'incidemment il leur consacre pour y déplorer les funestes effets de la sous-entreprise relativement à l'abaissement des salaires et aux abus criants dont elle est cause dans ces branches de production (Cf. les § 2 et 3 du rapport), permet d'espérer que les juges admettront au bénéfice du nouveau texte le travail à domicile. Toutefois la conception étroite que le rapporteur se fait du marchandage, en déclarant que ne tombent pas sous le coup de la prohibition les sous-entrepreneurs qui traitent avec un magasin de nouveautés ou avec un fabricant, sous le prétexte que ces derniers sont « des commerçants

1. *Journ. off. Documents*, 1910, t. I, p. 31. Annexe n° 3023.

et non des entrepreneurs d'ouvrage » — définition obscure et classification imprécise, — laisse entière la crainte que nous avons manifestée concernant l'efficacité des nouvelles dispositions légales, au point de vue qui nous occupe.

Chassées alors du dernier abri sous lequel elles avaient cherché refuge, repoussées par le décret de 1848, insuffisamment garanties par la loi du 10 juillet 1915, oubliées par le projet Viviani, à quelle porte iront frapper celles qui pâtissent des pratiques du marchandeur ?

Seule une loi nouvelle et spéciale, s'inspirant de la physionomie des intermédiaires flétris par l'image du *Punch*, insistant sur leur caractère de sous-entrepreneurs de main-d'œuvre mais n'omettant pas leurs frais accessoires de fournisseurs d'outillage ou de quelques modestes matières premières, afin d'atteindre les grandes comme les petites entrepreneuses, faisant surtout de leur seule profession et sans autre condition un délit punissable, visant enfin expressément le travail à domicile, supprimera sans nul doute la cause du mal que nous combattons.

... Ainsi contraint de renoncer aux services du marchandeur, le patron songera-t-il à faire profiter les travailleuses en chambre de la rétribution qu'il allouait jadis à l'intermédiaire ? En approchant de plus près les femmes qu'il utilise, apprendra-t-il à mieux connaître leur misère et ressentira-t-il, dans l'avenir, quelque honte à s'en désintéresser ? Ou bien, privé d'un remarquable instrument d'oppres-

sion qui aidait à la dispersion des ouvrières et leur ôtait toute velléité de résistance, obligé surtout de supporter les frais généraux et les risques professionnels que lui évitait le sous-entrepreneur, renoncera-t-il à un mode de production qui n'offre plus pour lui que des inconvénients ? Il est trop tôt pour le savoir. Mais quel que soit le parti auquel il se range, qu'il incline dorénavant à plus de générosité ou qu'il abandonne le travail à domicile, soyons assuré que la disparition du marchandeur marquera la fin du sweating-system.

CONCLUSION

On a défini le marchandage: « L'école de Saint-Maixent du patronat ». Cette formule imagée devient d'une vérité profonde et d'un réalisme saisissant lorsqu'on l'applique à la sous-entreprise qui nous occupe. Elle ne marque point seulement l'ascension facile d'un salarié à un degré social que la modicité de ses ressources ne semblait pas lui permettre d'atteindre, elle montre encore le marchandeur s'inspirant des procédés auxquels le patron recourt pour s'enrichir, et traitant, à son exemple, la main-d'œuvre féminine comme une marchandise sans valeur dont le prix de revient peut être réduit à volonté.

Certes, on n'a point coutume de donner à cette phrase lapidaire un sens aussi cruel et une portée si étendue. Les misères de l'industrie à domicile salariée sont attribuées beaucoup plus fréquemment au jeu normal de lois économiques implacables qu'au désir de lucre des industriels et des tâcherons. La concurrence et le goût pour la « camelote » paraissent, aux yeux de bien des gens, la cause profonde de tous les maux.

N'est-ce point cet engouement du public pour les articles « bon marché », cette exigence sans cesse accrue du consommateur, cette lutte acharnée entre les chefs d'entreprise pour le satisfaire qui rend inévitable tant d'abus et qui permet tant d'injustices ?

Car l'isolement et la résignation des travailleuses en chambre, leur faiblesse et leur inaction politique engagent à ne faire pour elles que des systèmes et dissuadent de rechercher les auteurs responsables de leurs souffrances pour les expliquer par des théories.

L'inanité de la doctrine qui prétend ne voir dans les salaires de famine alloués aux ouvrières qu'une suite inéluctable de la vie industrielle moderne n'eut pourtant point manqué d'apparaître en face d'une étude plus attentive ou plus impartiale de la question.

Si les difficultés dans lesquelles se débattent les patrons sont telles qu'on nous les présente, comment comprendre qu'elles ne soient pas un obstacle à la prospérité de leurs affaires ?

Peut-on admettre qu'avec les notables profits qu'ils réalisent, il leur soit impossible de mieux rétribuer les femmes qu'ils emploient ?

Et la vérité n'est-elle pas plus simplement qu'ils préfèrent affecter une part de leurs bénéfices à payer des intermédiaires pour échapper aux charges de toutes sortes qu'implique la fabrication en atelier ?

Cette aide précieuse fournie à l'industriel par le marchandeur, si elle permet de ne point exagérer

son rôle dans l'exploitation des ouvrières, ne laisse point toutefois que de le charger, en l'occurrence, d'une très lourde responsabilité. Bien qu'il ne soit rien par lui-même, il importe de ne pas croire que l'impulsion qu'il reçoit le réduise au rôle secondaire d'outil passif et inconscient. Guidé lui aussi par l'intérêt individuel, entraîné par l'amour du gain, il contribue à rendre plus intolérable et plus accablante la pesée que le fabricant exerce sur les prix de façon. Qu'il ne soit pas le plus grand coupable, ce n'est pas à dire que son attitude en soit pour cela moins répréhensible et son influence moins funeste.

Sans doute, il est bon de se garder des généralisations hâtives et des affirmations catégoriques. Mais il est des instants où le refus de prendre parti équivaut à de l'indifférence, où le scepticisme ressemble à de la mauvaise foi.

Et quel scepticisme plus fâcheux que de couvrir les pratiques des marchandeurs et la complicité des patrons du voile obscur et indulgent des fatalités économiques.

Vu : le Président de la thèse

JAY

Vu le Doyen,

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	7
L'image du « Punch ».....	7
Intérêt d'une étude de marchandage dans l'industrie à domicile salariée.....	9
CHAPITRE PREMIER. — <i>Deux caractères du travail à domicile : salaires de famine et marchands.</i>	11
Le marchandeur est le trait original du travail en chambre.....	12
Pourquoi il en est ainsi.....	15
Explication et justification du terme « marchandeur ».....	17
Nature juridique du marchandage.....	20
Définition du marchandeur.....	20
Différents noms du marchandeur.....	23
Le marchandage dans l'industrie à domicile est beaucoup plus grave et plus répandu que dans l'industrie du bâtiment.....	24
Le marchandage est une aggravation du sweating-system.....	30
CHAPITRE DEUXIÈME. — <i>Existe-t-il un lien entre l'avilissement des salaires et le marchandage ?</i>	31
Deux appréciations contraires du marchandeur .	31
Justesse d'une opinion intermédiaire.....	32
Les défenseurs du sous-entrepreneur de main-d'œuvre dans le travail à domicile.....	33
Ce que disent les marchands eux-mêmes.	33
Ce que pense Mme Sydney-Webb.....	35
La thèse de M. Brodu.....	40
La thèse de M. Boyaval.....	42
Les adversaires du marchandeur.....	44
M. Georges Michel.....	44
M. du Maroussem.....	45
M. Deublot.....	45

M. Cotellet.....	45
M. Bru.....	46
Mme la baronne Brincard.....	46
Mme Leroy-Liberge.....	48
M. l'abbé Mény dans son livre sur le travail à bon marché.....	48
M. Espinasse.....	49
Si l'y a dissidence, c'est qu'on a mal posé le problème s'il s'agissait uniquement de rechercher si le marchandeur du travail en chambre était un agent de dépression des salaires.....	52
Fausseté des arguments développés pour prouver l'innocuité du marchandeur.....	53
Insuffisance des salaires accordés par les patrons eux-mêmes.....	54
Comparaison entre les bénéfices des entrepreneurs et ceux des patrons. Quelques entrepreneurs payent mieux que certains patrons.....	55
La suppression de l'entrepreneur dans certaines branches n'a pas amélioré le sort des ouvrières.....	57
Si le tâcheron n'est pas l'unique cause du sweating-system, il en est une des plus grandes et il s'oppose à la guérison des misères du sweating-system.....	59
D'ailleurs les divergences de vue sur le rôle du marchandeur sont plus apparentes que réelles.....	62
Les arguments développés par les défenseurs du marchandeur ne tiennent pas devant les faits.....	63
CHAPITRE TROISIÈME. — <i>Entreprise, sous-entreprise ou exploitation</i>	69
Les maux du sweating-system ne doivent pas être attribués à la vie économique actuelle.....	70
SECTION PREMIÈRE. — <i>Physionomie générale du marchandage</i>	71
Variété d'aspects du marchandeur.....	71

Sa caractéristique essentielle : prélèvement sur les prix de façon.....	72
Trois types de marchandeurs : entrepreneur, sous-entrepreneur, dépositaire ..	73
La qualité de marchandeur est souvent l'accessoire d'une autre.....	76
Entrepreneurs commerçants et Truck-System....	76
Comment on devient entrepreneur.....	78
Deux sortes de marchandeurs : l'entrepreneur-ouvrier et l'entrepreneur commercial.....	81
Certains groupements jouent le rôle d'entrepreneurs.....	83
L'entreprise ne suppose pas forcément le travail à domicile.....	83
Condition juridique de l'entrepreneur et de ceux qu'il emploie.....	84
SECTION DEUXIÈME. — <i>Etendue du mal</i>	86
§ 1. — <i>Les enquêtes privées</i>	87
En France : Le marchandeur dans l'industrie du meuble.....	88
Le marchandeur dans la confection des équipements militaires.....	93
La mode à bon marché et les intermédiaires.....	94
Le travail de l'aiguille à Toulouse.....	96
Enquêtes de Mme Brincard et de M. de Vissec ...	99
L'exploitation des entrepreneuses précède celle des ouvrières	100
Les maisons de gros.....	101
Les patrons encouragent le marchandage et le provoquent.....	101
En Belgique : La dentelle et le marchandeur.....	103
§ 2. — <i>Les enquêtes officielles</i>	104
A l'étranger : L'Allemagne et ses marchandeurs.	104
La lingerie en Belgique.....	107
Les « contractors » américains	108
L'enquête de la Chambre des Lords en 1888.....	109
En France : Le marchandeur dans l'industrie du vêtement	113

Le marchandeur dans l'industrie de la lingerie, à Paris.....	121
Dans le Cher.....	130
Dans le Loir-et-Cher.....	133
Dans l'Indre.....	133
Dans la Sarthe.....	135
Dans la Seine-Intérieure.....	136
Les victimes du marchandeur.....	137
CHAPITRE QUATRIÈME. — <i>Comment lutter contre les abus du marchandage dans l'industrie à domicile salariée</i>	
Difficulté d'une réglementation du marchandage dans l'industrie à domicile salariée.....	141
Pour être efficace le remède doit être radical.....	143
Sinon les marchandeurs s'ingénieraient à tourner la loi qui les régirait.....	143
L'impopularité du marchandeur facilite la tâche de ceux qui désirent sa disparition.....	144
Comment abolir le marchandage.....	145
Nécessité d'assimiler le marchandage à un délit...	146
Un remède d'une efficacité lointaine : les coopératives de production	147
Le décret du 2 mars 1848 s'adapte-t-il à la situation qui nous occupe ?.....	149
Interprétation restrictive et arbitraire qu'a reçue ce texte.....	152
La doctrine de la jurisprudence n'empêcherait pourtant point le décret en question de s'appliquer aux excès de la sous-entreprise dans l'industrie à domicile salariée.....	159
La loi du 10 juillet 1915, n'est efficace que théoriquement.....	162
Le projet Viviani : ce qu'on peut attendre de sa lettre.....	169
ce qu'on peut craindre de son esprit.....	173
CONCLUSION.....	177

